

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

SAISIE-ARRÊT ET CESSION

DES

PETITS SALAIRES

(Loi du 27 Juillet 1924)



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

LE SAMEDI 10 MARS 1923, A 3 HEURES DU SOIR

PAR

Abel BOIREAU

Lauréat de la Faculté

Avocat à la Cour d'Appel de Bordeaux

BORDEAUX

IMPRIMERIE D. GOMEZ et C^e

111, Cours de la Marne, 111

—
1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

SAISIE-ARRÊT ET CESSIION

DES

PETITS SALAIRES

(Loi du 27 Juillet 1921)



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

LE SAMEDI 10 MARS 1923, A 3 HEURES DU SOIR

PAR

Abel BOIREAU

Lauréat de la Faculté

Avocat à la Cour d'Appel de Bordeaux

BORDEAUX

IMPRIMERIE D. GOMEZ et Cie

111, Cours de la Marne, 111

—
1923

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES : MM. SAUVAIRE-JOURDAN,  I.
BARDE,  I.

MM. DUGUIT, *,  I., *Doyen*, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

DE BOECK,  I., *Assesseur du Doyen*, professeur de *Droit international* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BENZACAR,  I., professeur de *Economie politique* et chargé d'un cours de *Législation industrielle* (3^e année).

FERRON,  I., professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU,  I., professeur de *Histoire du droit* et chargé d'un cours de *Histoire du Droit privé* (Doctorat).

MARIA,  I., professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours de *Histoire du Droit public* (Doctorat).

MARGAT,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

BONNECASE,  A., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

LESCURE,  A.,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Histoire des doctrines économiques* (Doctorat).

PALMADE,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

NOAILLES, professeur de *Droit romain*.

VIZIOZ professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Doctorat).

PIROU,  A., professeur de *Economie politique et science financière* et chargé d'un cours de *Législation coloniale*.

BONNARD, *,  I., professeur de *Droit constitutionnel* (Doctorat).

POPLAWSKI, professeur de *Droit criminel*.

M. MONTIGAUD,  I., *Secrétaire*.

M. SALINGARDES,  I., *Bibliothécaire*.

M^{me} COSTES, *Commise au secrétariat*.



COMMISSION DE LA THESE

MM. VIZIOZ, *président*.

BENZACAR, {
POPLAWSKI, { suffragants.

INTRODUCTION

Dans l'ancien droit, la personne et les biens du débiteur étaient le gage de son créancier. Cette conception est passée dans le Code Civil, et ce n'est que la loi du 22 juillet 1867 qui a supprimé la contrainte par corps en matière civile et en matière commerciale.

Aujourd'hui, un créancier ne peut plus faire des actes d'exécution que sur les biens de son débiteur; l'article 2092 du Code Civil lui permet de saisir « tous ses biens, mobiliers et immobiliers, présents et à venir ». Tel est, du moins, le principe, mais cette rigueur a dû fléchir devant certaines considérations, considérations d'humanité pour les uns, considérations d'ordre public et de paix sociale pour les autres.

L'article 581 du Code de Procédure Civile a commencé par déclarer insaisissables les provisions alimentaires adjugées par justice; puis, l'article 592 du même Code leur a assimilé une série d'objets considérés comme absolument indispensables à l'existence du débiteur et à celle de sa famille. Le législateur avait pensé qu'il était inhumain — et même dangereux — de déposséder le travailleur de son gagne-pain : non seulement de sa nourriture immédiatement nécessaire et de son coucher, mais encore de ses instruments de travail. Il n'avait point pensé qu'il pouvait être aussi cruel pour l'individu et aussi nuisible pour la Société de retirer à ce travailleur son pain une fois gagné en permettant la saisie des produits de son travail (salaire, appointements ou traitement).

À peine quelques lois apportaient-elles des limites à la

faculté de saisir certains traitements, telles que la loi du 19 Pluviôse an III pour les officiers de troupe, la loi du 21 Ventôse an IX pour les fonctionnaires publics, l'arrêté du 18 Nivôse an XI pour les ministres du culte, l'ordonnance du 1^{er} Novembre 1745 pour les marins..., mais ces dispositions ne s'appliquaient qu'à des catégories déterminées d'individus, peu nombreuses. Elles n'avaient été inspirées par aucune raison humanitaire, mais uniquement par le souci de conserver aux titulaires de certaines fonctions une certaine dignité : ce n'était point l'homme qui était pris en considération, mais l'Etat.

Au contraire, c'était bien par intérêt pour le salarié et pour sa famille que l'article 592 du Code de Procédure Civile déclarait insaisissables ; le coucher, les vêtements, les menues denrées nécessaires à la consommation familiale pendant un mois, et même « la vache, ou les trois brebis ou les deux chèvres » avec de quoi les nourrir pour un mois. Le Code de Procédure reproduisant l'ordonnance de 1867 n'a pas voulu que l'exercice du droit du créancier puisse aller jusqu'à priver le débiteur du vivre et du couvert, du manger et du dormir, mais, comme il a été rédigé à une époque où la France était un pays essentiellement agricole et où les salaires étaient payés soit entièrement, soit partiellement, en nature, il n'a vu d'aliments que sous la forme de produits agricoles.

Aussi, lorsqu'au cours du xix^e siècle, s'est produite la grande transformation industrielle qui a si profondément modifié les conditions d'existence des travailleurs, la législation napoléonienne ne s'est plus trouvée en harmonie avec les nécessités nouvelles du monde ouvrier. Bien rares étaient devenus ceux dont la subsistance pour un mois était assurée par une provision de farine au grenier et par une vache à l'étable.

Le travailleur vend son travail au patron qui le lui paye en argent, et c'est avec cet argent qu'au jour le jour, il achète ce qui est nécessaire à son entretien et à celui de ses enfants. Si donc le créancier peut sans limitation saisir

cette paye, c'est le pain même du lendemain qu'il arraché de la bouche de son débiteur. Cela, la loi ne l'a pas voulu, et les magistrats, exécuteurs de la loi, ne l'ont pas permis. Parfois, par extension de l'article 1244 du Code Civil, qui permet au juge d'accorder des délais au débiteur malheureux, il était sursis, du moins pour partie, à l'exécution de la saisie-arrêt des salaires. Le plus souvent, les tribunaux reconnaissaient aux salaires, dans une certaine proportion, un caractère alimentaire, et, comme tels, les englobaient dans le paragraphe 4 de l'article 581 du Code de Procédure Civile, qui prononce l'insaisissabilité des « sommes pour aliments ». Au seul point de vue juridique, ces arguments étaient d'une faiblesse extrême, car l'octroi d'un délai de grâce et la limitation d'un gage sont deux choses fort distinctes, et d'autre part, l'article 581 du Code de Procédure Civile vise non les rémunérations à raison d'un contrat à titre onéreux, mais seulement les donations. La vérité est qu'un besoin impérieux, d'ordre pratique, obligeait la jurisprudence à déclarer les salaires partiellement insaisissables, et c'est ce qu'a fait la Cour de Cassation, le 10 avril 1860 (1). Désormais, le principe était admis : les tribunaux n'avaient plus qu'à déterminer pour chaque espèce la quotité saisissable. C'était évidemment un progrès, mais encore que d'incertitude et que d'arbitraire !

Ce n'était point, d'ailleurs, le seul défaut qu'on pût signaler. En matière de saisie-arrêt des salaires, la procédure appliquée était celle du droit commun. Le Tribunal compétent était le Tribunal Civil, — ce qui entraînait des lenteurs et des frais, aussi funestes au créancier désireux de célérité qu'au débiteur lui-même. Des doléances se faisaient entendre de toutes parts : elles trouvèrent un écho au Parlement et, le 12 janvier 1895, une loi était promulguée sur « la Saisie-Arrêt des Salaires et des petits traitements ». Elle se proposait un triple but : supprimer l'arbi-

(1) D. 1860,1, 166.

fraire des juges quant à la fixation de la quotité saisissable, simplifier la procédure et diminuer les frais.

Dès lors, tous les salaires, quels que fussent leurs chiffres, et les traitements ou appointements ne dépassant pas 2,000 francs par an, n'étaient saisissables que pour 1/10 : c'était l'uniformité devant tous les juges.

En second lieu, pour connaître de ces saisies-arrêts, compétence était enlevée aux tribunaux civils et attribuée aux juges de paix, devant qui la procédure devrait être plus rapide et les frais exposés beaucoup moindres. Le juge de paix choisi était celui du domicile du débiteur saisi, et c'était devant ce juge que le tiers saisi lui-même était contraint de venir faire sa déclaration affirmative, afin d'assurer l'unité de la saisie. Le législateur de 1895 a voulu, en effet, qu'il n'y ait qu'une seule saisie et qu'un seul juge pour s'en occuper. Pour saisir-arrêter un salaire, le créancier doit d'abord obtenir l'autorisation du juge, ou s'il a un titre, le visa du greffier. Si, à ce moment, une saisie-arrêt a déjà été pratiquée, les créanciers ne pourront qu'« intervenir ». Il est vrai qu'ils ne seront pas lésés : il n'y a pas de privilège pour les premiers saisissants : tous les créanciers inscrits viennent en concours, sur le pied d'égalité. Le but de cette unité de la saisie-arrêt est la diminution des frais, car chaque saisie, faite séparément, comporte certaines formalités et, par conséquent, certains frais, qu'en définitive le débiteur devra supporter.

C'est encore pour diminuer les frais qu'un seul exploit d'huissier est conservé pour l'acte initial de la procédure : la signification de la saisie-arrêt au tiers saisi. Encore, cet exploit doit-il être rédigé sur papier libre et enregistré gratis. Autant pour simplifier la procédure que pour faire des économies, la dénonciation au débiteur saisi a été supprimée, ainsi que la dénonciation au tiers-saisi de la demande en validité de saisie. Pour toute la procédure, les exploits d'huissier sont remplacés par des lettres recommandées expédiées par le greffier.

En vue de gagner du temps, la signification de la

saisie-arrêt pourra être faite non seulement au tiers-saisi lui-même, mais encore à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements dans le lieu où travaille le débiteur saisi. Il suffit ainsi de signifier l'exploit au moment même où l'ouvrier va toucher son salaire, à celui qui doit le payer. C'est également par souci de rapidité qu'à la même audience le juge de paix examine les demandes en validité, en nullité, en main-levée de la saisie, et la déclaration affirmative du tiers-saisi. Enfin, pour les mêmes raisons, le défaut profit-joint est supprimé : le juge statue immédiatement, même en l'absence d'une ou plusieurs parties (sauf pour les défaillants, leur droit d'opposition). Les délais d'appel sont réduits à dix jours. Les jugements n'ont besoin d'être signifiés que s'ils ont été rendus par défaut, et encore ne s'agit-il pas à proprement parler de signification, mais de notification par le greffier.

Telles sont, à grands traits, les innovations apportées par cette loi du 12 janvier 1895, auxquelles il faut ajouter une disposition particulière ayant trait à la cession des salaires et des petits traitements. Incidemment, pour protéger l'ouvrier et le petit employé contre son propre entraînement, la faculté de cession de son salaire a été réduite à 1/10; le bénéficiaire de ce 1/10 cédé ne pouvant plus concourir sur le 1/10 saisi.

Cette loi fut accueillie avec enthousiasme par les amis des classes laborieuses, et cependant, dès son entrée en vigueur, elle était vivement critiquée. Sans doute, comme le disait M. Savary au Sénat (1), elle avait assez heureusement réussi dans la première partie de sa tâche : déterminer la quotité saisissable. Par contre, la faculté de cession elle-même était violemment attaquée, les cessions de salaires devenant d'un emploi excessif et étant faites surtout au profit de créanciers peu intéressants, à des « professionnels du mauvais crédit », ainsi qu'on les a appelés.

(1) *J.O.*, 14 novembre 1906, p. 874.

En outre, le domaine d'application des mesures protectrices de la loi de 1895, était délimité d'une façon tout à fait défectueuse : pourquoi, en effet distinguer entre les ouvriers proprement dits et les employés ou fonctionnaires ? Pourquoi, pour les premiers, la saisissabilité a-t-elle été réduite à 1/10^e, quel que soit le montant du salaire, tandis que pour les autres cette restriction n'a été établie que si le traitement ou l'appointement annuel ne dépasse pas 2.000 francs ? La raison donnée était sans valeur. On a dit qu'il était plus facile de connaître le chiffre d'un traitement ou d'un appointement qui avait quelque chose de fixe, que le salaire d'un ouvrier, susceptible de varier souvent avec ses déplacements ou ses chômages. Cet argument est insuffisant pour créer des inégalités entre les travailleurs. Comme on l'a dit fort justement : « A rémunération égale, saisie égale. » (1).

Les perturbations économiques, nées de la dernière guerre devaient encore accentuer l'inégalité que nous venons de signaler. Avec l'augmentation du coût de la vie, et le relèvement des salaires et traitements, le chiffre protégé de 2.000 francs était devenu insuffisant pour permettre à la famille d'un employé ou d'un fonctionnaire de vivre, alors qu'il était scandaleux de voir un ouvrier, s'endetter impunément et ne pouvoir être poursuivi que pour 1/10^e de ses gains, à une époque où un débardeur pouvait gagner de 8 à 9.000 francs par an !

Enfin, on se demandait s'il était logique que le caractère alimentaire du salaire ou du traitement fût le même pour le célibataire, l'homme marié et le père de famille, ou si, au contraire, la quotité saisissable ne devrait pas, dans une législation bien faite, varier avec les catégories sociales ? (2). Les besoins n'étant pas les mêmes pour tous, le degré de protection devrait varier, et c'est ce que n'a pas prévu le législateur de 1895. Déjà donc, même dans sa

(1) M. Bender : *J.O.*, 28 mai 1915, p. 754.

(2) Tisnès : *Saisie-arrest des salaires*, Thèse, Bordeaux, p. 61.

première tentative, la loi du 12 janvier 1895 méritait des critiques, mais où son échec a été plus rententissant c'est dans son essai de créer une procédure simple et économique. Sur ce point d'ailleurs, les critiques ne sont pas d'accord. Pour certains, la simplicité même de la nouvelle procédure est un mal, car le nombre des saisies arrêts a augmenté. En effet, avant 1895, les formalités étaient si complexes avec exploits, requêtes, ordonnances, assignations en validité, en déclaration affirmative, dénunciations et contre-dénunciations, contredits, . . . que le créancier en fait renonçait à pratiquer une saisie-arrest. Au contraire, les facilités nouvelles l'incitent à agir. De plus, non seulement le nombre des saisies-arrests a augmenté, mais pour chaque saisie le nombre des opposants s'est accru. Sous l'empire du droit commun, lorsque plusieurs personnes étaient créancières à des causes diverses, d'un même individu, elles devaient instituer chacune séparément une procédure de saisie-arrest : la perspective des longueurs et des frais était souvent un épouvantail. (On pourrait dire, du reste, que ce même épouvantail était nuisible au crédit de l'ouvrier, les fournisseurs redoutant à juste titre d'avoir à recourir à pareil moyen de contrainte pour être payés). Avec la loi de 1895, ajoute-t-on, un seul créancier — le premier — est saisissant, les autres ne sont qu'intervenants, c'est-à-dire n'ont qu'à faire au greffe une déclaration de leur intervention. « Les plus bienveillants eux-mêmes la font, pour que le moins accommodant d'entre eux ne bénéficie pas seul de la situation. Aucune formalité, aucune crainte de frais ne vient lutter contre l'intérêt qu'ils ont à s'inscrire même pour des sommes modiques » (1). Et l'inconvénient de cette façon d'agir est d'occasionner des frais qui retarderont d'autant la libération du débiteur. Tel petit créancier qui n'aurait jamais eu recours à une voie d'exécution, n'essaie plus de parlementer avec son débiteur dès qu'il sait que

(1) Tisnès : *Loc. cit.*, p. 82.

son salaire est saisi-arrêté : il s'empresse seulement de s'associer aux poursuites commencées, et les frais de son intervention viennent grossir le passif du débiteur-saisi.

Pour d'autres critiques au contraire, la simplification et surtout la diminution des frais de procédure sont insuffisantes. Il faut bien reconnaître qu'en dépit des efforts du législateur de 1895, les frais sont restés gros. Des chiffres énormes ont été relevés par M. Fontaine dans l'enquête qu'il a faite en 1898 et rapportés à la tribune par M. Lefebvre du Prey (2). Ces frais ont pu atteindre jusqu'à 508, 841, 948 et même 1693 pour 100 du montant de la créance à recouvrer. De tels abus — d'ailleurs et, par bonheur, pas très fréquents — peuvent tenir à plusieurs causes dont la plus apparente est la défectuosité du tarif, réglémentant les émoluments à percevoir. On peut y ajouter la possibilité de procéder à un trop grand nombre de répartitions ; faites, trop fréquemment, elles absorbent, parfois, à elles seules, la totalité, ou du moins, la plus grande partie, des retenues opérées. Les greffiers eux-mêmes semblent n'avoir pas toujours su résister à ces occasions qui leur étaient offertes de percevoir une rémunération. Dans ces frais de répartition figurent pour une bonne part les bordereaux de collocation qui doivent être adressés à tous les intéressés. Il convient de signaler encore les frais de la poste venant s'ajouter aux émoluments du greffier.

Sur d'autres points encore la loi de 1895 offrait largement le flanc à la critique et notamment par les charges trop lourdes imposées au patron. Ce dernier non seulement doit opérer les retenues, mais il doit encore les verser aux créanciers d'après leur collocation. Les créanciers du débiteur-saisi ont contre le patron tiers-saisi une action directe en paiement des sommes pour lesquelles ils ont été colloqués. Le patron, a-t-on dit avec raison, est celui qui retire le plus de tracasseries de la saisie-arrêt, alors qu'il est le seul de toute la procédure,

(2) *J.O.*, 28 mai 1915, *Chambre Députés*, p. 755.

étranger au contrat qui la motive. Aussi pour couper court à tous ces ennuis, très souvent le patron congédiait purement et simplement l'ouvrier dont le salaire venait d'être saisi-arrêté. Comme le disait plaisamment au Sénat, M. Fortier (1) : « la première conséquence de la loi, c'est que pour sauver le crédit de l'ouvrier, on lui supprime son travail. »

Devant tant d'objections soulevées par l'application de la loi du 12 janvier 1895 nombreux esprits allèrent jusqu'à proposer l'insaisissabilité et l'incessibilité totales des salaires et des traitements. M. Dron, notamment, dans son rapport du 21 décembre 1908 (2) s'exprimait en ces termes : « la saisie-arrêt est une plaie sociale de nature envahissante que tous les palliatifs ne feront qu'envenimer et dont un régime démocratique ne devrait pas hésiter à avoir raison par la cure radicale, par l'extirpation du mal lui-même, c'est-à-dire, en l'espèce, par la suppression des saisies-arrêts. »

Néanmoins, après de longs débats, et des périodes d'interruption encore plus longues, (la première proposition de réforme présentée par M. Basly remonte à 1897) la question était toujours pendante lorsqu'éclata la grande guerre. Des décrets du 26 septembre et du 15 octobre 1914, (complétés par la circulaire du 5 novembre 1914), firent bénéficier de l'insaisissabilité totale les salaires et les petits traitements pendant toute la durée des hostilités, mais ces dispositions prises uniquement pour une période particulièrement troublée, n'avaient pas résolu les difficultés avec lesquelles le législateur s'était trouvé aux prises. Après de nouvelles discussions, c'est le principe de la saisissabilité et de la cessibilité (du moins partielles) qui a triomphé et qui a été consacré par la loi du 27 juillet 1921 que nous nous proposons d'étudier. Cette loi, selon les expressions du rapporteur à la Chambre, le 27 mai 1915, « s'est bornée à éviter

(1) *J. O.*, 21 novembre 1902, Sénat, débats, p. 1169.

(2) *J. O.*, Chambre des Députés, *Documents*, Annexe, n° 2206.

autant que faire se peut les abus et les frais. » (1). C'est en effet l'idée dominante. Nous passerons successivement en revue les diverses innovations de la loi du 27 juillet 1921, en examinant d'abord les modifications qu'elle apporte aux taux des salaires et des traitements appelés à bénéficier de l'insaisissabilité et de l'incessibilité partielles. Nous étudierons ensuite les dérogations au droit commun des cessions, en ce qui touche les formes de ces cessions de salaires. Puis, nous verrons les modifications de détail relatives à la compétence, et enfin les modifications plus importantes apportées à la marche de la procédure.

Après cet examen, nous nous demanderons si toutes les lacunes signalées à l'occasion de l'ancienne législation ont bien été comblées par la nouvelle, ou quelles sont encore les déficiences qui subsistent.

(1) *J. O.*, 28 mai 1915, Débats Chambre, p. 755.

CHAPITRE I

Innovation en ce qui touche l'incessibilité et l'insaisissabilité

La loi du 27 juillet 1921, qui prend place dans le Code du Travail au livre I, titre III, chapitre IV, a pour titre : « De la saisie-arrêt et de la cession des petits salaires et petits traitements ». C'est une loi sociale, en ce sens que dans l'intérêt bien compris de la société elle veut garantir au travailleur une part du produit de son travail pour sa propre subsistance et pour celle de sa famille. C'est le complément logique de la loi du 10 juillet 1915 qui fixe le minimum de rémunération auquel il a droit pour un travail donné. En effet, non seulement il importe que cette rétribution soit suffisante, mais encore il faut qu'une part en soit réservée pour la satisfaction des besoins primordiaux. C'était déjà le but que s'était proposé le législateur en 1895, mais tandis qu'en 1895 il distinguait entre les salaires, les gages, les traitements et les appointements pour leur assurer une protection différente, en 1921, il les a tous assimilés.

D'autre part, le taux des rétributions protégé par l'incessibilité et l'insaisissabilité partielles, a été modifié.

Enfin, si elle conserve la même quotité cessible et la même quotité saisissable que la loi du 12 janvier 1895, la loi du 27 juillet 1921 indique certaines indemnités qui ne doivent pas entrer en ligne de compte pour déterminer le taux des salaires protégé par la loi.

§ I. — TAUX DES SALAIRES PROTEGES

Assimilation des salaires, gages, traitements et appointements. — Fixation du taux de ces rémunérations protégé par la loi.

D'une façon générale, on appelle salaire toute rémunération d'un travail, fait à raison d'un contrat de louage d'ouvrage pour le compte et sous la direction d'une personne appelée entrepreneur. « Le salarié est celui qui vend son travail. L'entrepreneur est celui qui l'achète » (1). Dans un langage plus précis, on peut faire des distinctions selon la nature du travail rétribué et user de vocables spéciaux pour indiquer chacune de ces catégories de rémunération. Le salaire désigne la rémunération du travail manuel de l'ouvrier. L'appointement désigne la rémunération du travail, plutôt intellectuel, de l'employé ou du commis. Le traitement désigne la rémunération du fonctionnaire. On distingue même encore sous le nom de gages, la rémunération spéciale des domestiques et des gens de service, pour les soins donnés à la personne de leur maître.

La loi de 1895 avait fait grand cas de ces distinctions et ses mesures de protection n'avaient pas la même étendue pour les salaires, pour les traitements et pour les appointements. Les premiers étaient protégés par l'incessibilité et l'insaisissabilité partielles, quel que fût leur chiffre ; au contraire, les derniers, pour bénéficier de ces mesures ne devaient pas dépasser le taux annuel de 2.000 francs. Le législateur avait cru devoir consacrer cette différence, à raison des obstacles rencontrés pour établir le montant du salaire annuel d'un ouvrier (très variable avec la maladie et le chômage), comparativement à l'appointement ou au traitement dont le caractère stable permet une évaluation aisée. Mais outre les difficultés à peu près insurmontables qui pouvaient se présenter lorsqu'il s'agissait de rechercher

(1) Gide : *Principes d'Economie Politique*, 11^e édition, p. 461.

quel était l'élément intellectuel et quel était l'élément manuel fourni dans un travail un peu complexe, afin de savoir si l'on était en présence d'un salaire ou d'un traitement, l'inégalité entre les travailleurs était criante.

Aussi, par une très sage disposition, la loi du 27 juillet 1921 a mis sur le même pied toutes les diverses rémunérations. Elle a assimilé, selon ses propres expressions, « les salaires des ouvriers et gens de service, les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ». Ainsi que le disait M. Savary (1), l'art. 61 nouveau du Code du Travail « constitue une amélioration morale ». Nous ajouterons qu'elle constitue, en même temps, une simplification d'ordre pratique.

Désormais, au point de vue de la cession et de la saisie-arrêt, la distinction entre les salaires, les traitements et les appointement n'ayant plus aucun intérêt, nous ne nous servons, pour la commodité de l'exposition, que du terme unique de salaire.

Après avoir indiqué qu'elle les traiterait d'égale façon, la loi du 27 juillet 1921 spécifie qu'elle ne s'applique qu'aux « petits salaires et aux petits traitements ». Que faut-il entendre par là ? L'article 61 nous le dit expressément : Ce sont « tous ceux qui ne dépassent pas 6.000 francs par an ». Pour ce qu'on était convenu d'appeler les traitements et les appointements la nouvelle mesure est plus extensive que l'ancienne : avec la loi de 1895, en effet, la limite était 2.000 francs. Au contraire, pour les salaires proprement dits, la loi nouvelle a un champ d'application plus restreint : antérieurement à elle, ils n'avaient pas de limitation.

L'assimilation répond à un sentiment d'égalité, et l'élévation du taux de 2,000 francs à 6,000 francs est la conséquence des changements économiques consécutifs à la dernière guerre. Le coût de la vie ayant à peu près triplé, il était logique de tripler les chiffres à envisager.

(1) *J.O.*, 10 juin 1921 (Débats Sénat), p. 1342

Au-dessus de ce chiffre de 6.000 francs, il y a les « gros salaires » ; l'article 61 du Code du Travail, dans son dernier alinéa, dispose qu'ils ne bénéficient pas des mesures édictées pour les « petits » salaires. De graves discussions se sont pourtant élevées sur le point de savoir si ces gros salaires ne devaient pas jouir pour une première tranche jusqu'à 6.000 francs des déductions prévues par la loi. Après une longue controverse (1) — d'où n'avait point jailli la lumière — en 1915, on a fait remarquer très justement en 1921, que la question était tranchée par le titre même de la loi, qui ne s'occupe que des « petits » salaires. Elle est donc inapplicable aux « gros » salaires, même pour partie. Ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que ces gros salaires seront saisissables pour le tout. Parfois, ils seront protégés par une loi spéciale, telle que la loi du 21 Ventôse an IX, qui prévoit pour les fonctionnaires que leurs traitements à partir de 6.000 francs ne pourront être saisis que pour un tiers. Pour les autres cas, où aucune disposition particulière n'a été envisagée, ce sera une question d'appréciation laissée au pouvoir souverain des tribunaux. « C'est « ex-œquo et bono » et en se laissant influencer sans doute par les dispositions de la loi de Ventôse an IX que cette partie saisissable devra être arbitrée » disait M. Savary, rapporteur au Sénat (2), parlant il est vrai des créances alimentaires pour les petits salaires ; mais le raisonnement nous paraît devoir être le même ici. C'est d'ailleurs ce qu'a toujours fait la jurisprudence dès avant la loi du 12 janvier 1895, et dès avant la distinction entre les gros et les petits salaires.

Nous avons souligné que tandis que la loi de 1895 protégeait les salaires jusqu'à n'importe quel chiffre et les traitements seulement jusqu'à 2.000 francs, la loi nouvelle protège également les uns et les autres jusqu'à 6.000 francs, mais aucun d'eux au-delà de ce chiffre. Une importante

(1) *J.O.*, 28 mai 1915, Chambre Débats, p. 772.

J.O., 10 juin 1921, Sénat Débats, p. 1344.

(2) *J.O.*, 14 novembre 1906, Débats Sénat, p. 926.

question va donc se poser tout de suite : quel sera le sort d'une cession ou d'une saisie-arrêt pratiquée sous l'empire de la loi de 1895, mais devant encore produire des effets postérieurement à la promulgation de la loi du 27 juillet 1921 ? En un mot, qu'advient-il d'un traitement compris entre 2.000 francs (ancien maximum) et 6.000 francs (nouveau maximum), échu après la promulgation de la loi nouvelle de déjà frappé de saisie-arrêt ou de cession ?

Qu'advient-il également d'un salaire échu dans les mêmes conditions et supérieur à 6.000 francs, déjà saisi-arrêté ou cédé ?

C'est l'objet de l'article 2 de la loi du 27 juillet 1921. Tout d'abord il faut distinguer nettement la saisie-arrêt et la cession.

Pour ce qui est de la saisie-arrêt, la loi nouvelle s'appliquera tout de suite aux personnes qui ne jouissaient pas d'une protection aussi large, et au contraire, elle ne s'appliquera pas à celles qui jouissaient d'une protection plus large, de sorte que la loi du 27 juillet 1921 s'appliquera dès sa promulgation aux saisies-arrêts déjà pratiquées sur les traitements compris entre 2.000 et 6.000 francs, tandis qu'elle ne s'appliquera pas aux saisies-arrêts déjà pratiquées sur des salaires supérieurs à 6.000 francs.

Pour les cessions, la loi nouvelle ne parle que des traitements et appointements compris entre 2.000 francs et 6.000 francs ; elle ne parle pas des salaires supérieurs à 6.000 francs. C'est certainement par oubli, car aux uns et aux autres il y a lieu de faire application de la même solution. Voici quelle est cette solution : si les cessions ont été signifiées avant le 27 juillet 1921, c'est le droit commun existant antérieurement à cette date qu'il convient d'appliquer. Par conséquent, les cessions des salaires, même supérieurs à 6.000 francs, bénéficieront encore pour le reste de leurs effets à produire, de l'incessibilité partielle. Au contraire, les traitements entre 2.000 francs et 6.000 francs ne bénéficieront pas de cette mesure, que la loi de 1895 ne leur accordait pas. Au premier abord, cette dernière dispo-

sition pourrait un peu surprendre, car la loi nouvelle plus avantageuse pour le débiteur que l'ancienne, devrait, semble-t-il, la supplanter comme elle l'a fait en matière de saisie-arrêt, mais on comprend facilement à la réflexion les raisons de cette différence. La cession de salaires est un contrat : la loi qui le régit est celle en vigueur au moment où il est devenu parfait, c'est-à-dire au moment où s'est produit l'accord des volontés entre le cédant et le cessionnaire : c'est donc logiquement la loi du 24 janvier 1895 et non pas la loi du 27 juillet 1921.

§ II. — CE QU'IL FAUT ENTENDRE PAR SALAIRE

Ses éléments. — Exclusion des indemnités d'ordre familial : le sursalaire.

Nous avons dit que le salaire est le prix de vente d'un travail à un entrepreneur qui l'achète et le dirige. Le salaire étant la rémunération du travail, il n'y a pas lieu de rechercher la nature de ce travail, du moins depuis la loi du 27 juillet 1921, au point de vue de la saisie et de la cession. Par contre, il y a lieu de se demander de quels éléments se compose ce salaire pour savoir s'il atteint ou non 6.000 francs par an. Il est d'ailleurs d'évidence que pour parler utilement de *parties* (cessibles ou saisissables) il faut d'abord connaître le *tout*.

Lorsque — et c'est le plus souvent — le salaire est payé en argent, aucune difficulté ne peut se présenter pour en déterminer le montant. Au contraire, la difficulté serait très grande si le salaire était uniquement payé en nature, parce que le juge aurait à apprécier la valeur des prestations fournies. Cependant, la loi, en principe, ne paraît pas exclure de la saisie-arrêt ce mode de rétribution du travail. On ne saurait en effet admettre que même dans ce cas le salaire représente uniquement le « pain quotidien ». C'est une règle d'économie politique, mise brillamment en lu-

mière par M. Gide (1), qu'une marge séparant la part du salaire affecté à l'alimentation et le salaire total existe et va toujours grandissante.

Tout d'abord, dans cet ordre d'idées, il semble que l'on puisse distinguer selon que les prestations en nature consistent uniquement dans la fourniture de la nourriture, du logement, du vêtement, du blanchissage... ou consistent dans la fourniture de denrées ayant un cours : grains, vin bois... Dans le premier cas, la saisie-arrêt ne paraît guère pratiquement possible et l'évaluation serait fort difficile. Par contre, dans le deuxième cas, il semble facile de se livrer à une évaluation d'après les mercuriales.

Assez souvent, il arrive que le salaire payé en argent soit accompagné de certains accessoires, tels qu'indemnités de logement, de nourriture, de chauffage... présentant, semble-t-il, un certain caractère alimentaire. Est-ce qu'au point de vue de la saisie-arrêt ces indemnités font partie des salaires ? On n'est pas absolument d'accord. Pour certains, ces indemnités ne font pas partie du salaire, parce qu'elles tiennent lieu de prestations en nature que l'employeur devrait fournir, et dont il doit être fait abstraction pour l'application de la loi (2). Pour d'autres, ces indemnités que les intéressés reçoivent d'une façon permanente et régulière à raison de l'emploi qu'ils occupent sont bien des parties intégrantes du salaire (D. 98, 2, 515. D. 1901, 2, 155). Par analogie avec la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, cette dernière solution nous semble devoir s'imposer. L'article 10, en effet, de la loi du 9 avril 1898 dit que le salaire de base devra être calculé sur la rémunération effective « soit en argent, soit en nature ».

D'un autre côté, d'aucuns voudraient que dans le calcul du salaire, au point de vue de la saisie, on ne tienne compte que des seules rémunérations fixes et non des rémunérations aléatoires ; ainsi, notamment, pour les em-

(1) Gide : *Les Institutions du Progrès Social*, p. 77.

(2) Tribunal civil de Corbeil, 2 mars 1898 (D. 99, 2, 220), sic Hébert, *Etude sur la loi du 12 janvier 1895*, p. 54. (Thèse).

ployés de commerce, il n'y aurait pas lieu de prendre en considération les commissions et les gaeltes, mais seulement, le traitement lui-même assuré par le patron (1). La jurisprudence au contraire, estime assez généralement que remises et commissions doivent servir au calcul de la quotité saisissable et de la quotité cessible (2).

On s'accorde à reconnaître que le pourboire remis directement par le client n'est pas un élément du salaire. Il en est autrement, si les pourboires sont centralisés par le patron et distribués par lui à son personnel : ils deviennent en ce cas des gratifications périodiques assurées.

En résumé, à notre avis, pour évaluer un salaire, il faut considérer tous les éléments qui constituent la rémunération d'un travail, qui sont appréciables en argent et qui sont versés par le patron. Il n'y a pas à rechercher s'ils sont fixes ou variables, s'ils présentent un caractère alimentaire ou non. S'agit-il de rémunérations variables, il n'y a qu'à prendre pour base celles des douze derniers mois qui ont précédé le moment où l'on veut faire l'évaluation. C'est la solution admise en termes formels par la loi du 9 avril 1898 (art. 10).

Dans tous les cas, il nous paraît inadmissible de se laisser influencer par le caractère alimentaire de certaines rémunérations, dès le moment où leur appréciation en argent est possible. En effet, il s'agit de faire une estimation globale de tout ce qui est versé à raison du travail fourni, et cet ensemble étant déterminé, l'insaisissabilité partielle a précisément pour but de conserver au salarié ce qui a été jugé indispensable à sa subsistance. Si donc, à ce titre alimentaire, on exclut déjà de l'estimation certaines parties du salaire on fait à l'ouvrier payé pour partie en nature (ou en indemnités représentatives) une situation doublement favorable ; d'abord, ces prestations en nature seraient

(1) Chambre des Députés. Documents, proposition Siret, Annexe, n° 1358, p. 1091.

(2) Tribunal civil de Lyon, 20 janvier 1898 (D. 99, 2, 220).
Cass. Req., 2 décembre 1903 (D. 04, 1, 373).

insaisissables, et le surplus du salaire, en argent, serait encore insaisissable pour partie et incessible pour partie. En établissant de telles distinctions, on créerait des inégalités — voire des iniquités — que n'a point voulues la loi. Tout au contraire, cette dernière, par l'assimilation qu'elle a faite des salaires, des traitements et des appointements, a prouvé son désir de traiter pareillement tous les travailleurs. Pas plus qu'on ne doit distinguer la nature du travail, on ne doit en cette matière distinguer le mode de rétribution.

Enfin, si nous exigeons que les éléments devant entrer en ligne de compte pour l'évaluation du salaire passent par les mains du patron, c'est d'abord, en vue d'un contrôle possible, et ensuite parce que c'est le seul moyen pratique de les saisir-arrêter. On ne voit guère comment, par exemple, on pourrait saisir-arrêter entre les mains d'un client éventuel une gratification plus éventuelle encore ?

On est d'accord pour décider qu'il ne faut pas déduire du chiffre du salaire le montant des retenues opérées pour une Caisse de retraite, parce que tout se passe comme si le salarié touchait d'abord intégralement son salaire, puis ensuite versait sa prime de pension (D. 97, 2, 41). Quant à la pension de retraite elle-même, elle a pu être assimilée à du salaire mis en réserve et versé à l'expiration du contrat de travail, à raison du travail fourni en vertu d'un louage d'ouvrage. Elle est insaisissable jusqu'à 360 francs, et pour le surplus, dit la loi du 17 avril 1906, « dans les limites prévues par la loi du 12 janvier 1895 ». Il faut lire maintenant : « prévues par la loi du 27 juillet 1921 », pensons-nous.

Dans ces dernières années, pour répondre à un besoin de justice et d'humanité, on a créé ce que l'on appelle le « sursalaire familial ». L'article 61 nouveau du Code du Travail a pris le soin de dire expressément que dans le montant des salaires servant de base à l'application de la loi, ce « sursalaire familial » ne serait pas compris. Comme le disait fort bien, lors des derniers débats sur la loi au

Sénat, M. François Saint-Maur (1), la différence entre l'allocation familiale et le salaire est essentielle, « elle tient à la fois au point de départ et au point d'arrivée ». Le salaire, rétribution d'un travail donné et proportionnel à ce travail, est égal pour tous, à égale quantité de travail. L'allocation familiale est donnée au salarié, à raison de la composition de sa famille, indépendamment du travail qu'il fournit. Le salaire est donné à celui qui effectue un travail comme rémunération de sa peine. L'allocation familiale est donnée à celui qui a la charge familiale et uniquement pour cette charge. On le voit, ces indemnités n'ont aucun rapport avec le travail fourni : elles ne peuvent donc en avoir avec le salaire, prix de ce travail.

D'ailleurs, ces allocations d'ordre familial, si elles ne figurent pas dans le calcul de la quotité saisissable par les créanciers ordinaires, sont entièrement saisissables par les créanciers alimentaires. C'est de la logique pure : versées uniquement en vue des charges de famille, elles doivent leur être entièrement affectées.

§ III. — QUOTITE CESSIBLE ET QUOTITE SAISSISSABLE

Limitation à un dixième du salaire. — Exceptions : retenues patronales et dettes alimentaires.

La loi du 27 juillet 1921 n'a pas modifié la quotité cessible, ni la quotité saisissable fixées par la loi du 12 janvier 1895. Aux termes de l'article 61 nouveau du Code du Travail, les salaires (nous prenons ce mot dans son sens large), dont le montant annuel ne dépasse pas 6.000 francs, ne sont saisissables que pour 1/10^e. L'article 62 ajoute qu'ils ne peuvent être cédés que dans la mesure où ils sont saisissables.

En règle générale, ce qui est insaisissable est incessible : l'inaliénabilité découlant de la loi s'impose aussi bien

(1) J.O., 10 juin 1921, Débats Sénat, p. 1344.

au débiteur lui-même qu'à ses créanciers : par exemple, l'inaliénabilité de l'art. 631 et de l'art. 634 du Code Civil pour les droits d'usage et d'habitation. Toutefois, la règle souffre des exceptions : c'est ainsi que les rentes sur l'Etat sont insaisissables, mais sont parfaitement cessibles.

L'article 62 du Code du Travail dit : « cessibles dans la mesure où ils sont saisissables ». L'expression est laconique et équivoque. On peut se demander s'il s'agit d'un simple renvoi au droit commun. Dans ce cas, les « petits salaires » ne seraient saisissables ou ne seraient cessibles que pour 1/10^e, les neuf autres dixièmes étant intangibles. Ce serait certainement une erreur. Sans doute, le texte ancien de la loi de 1895 était mieux rédigé et disposait expressément qu'« ils ne pourraient être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième. » Ces termes n'ont pas été reproduits, mais néanmoins l'interprétation du nouveau texte ne saurait être douteuse, car, plus loin, le paragraphe 7 du même article décide que « le créancier cessionnaire n'est pas admis à participer, en vertu de la même créance, à la distribution de la fraction saisie. » La fraction saisie ne se confond donc pas avec la fraction cédée.

L'incessibilité est le corollaire naturel de l'insaisissabilité. Il aurait été inutile de limiter la saisie, si le créancier avait pu se faire céder l'intégralité du salaire de son débiteur. Le salarié, dans un moment d'affolement, pour se procurer un crédit immédiat et souvent inutile, n'aurait parfois pas hésité à faire une cession totale du produit à venir de son travail, et par la suite, il n'aurait plus pu percevoir cette part de salaire que le législateur a voulu lui conserver, estimant qu'elle lui était indispensable.

C'est pourquoi, la fraction cessible ne doit pas être supérieure à la fraction saisissable. Elle doit néanmoins être distincte, afin de permettre au salarié, déjà frappé d'une saisie-arrêt, de trouver encore du crédit en consentant une cession ; mais sagement, le législateur prend la précaution d'éviter que ces deux fractions profitent à la fois à un seul créancier, pour une même créance. S'il en était

autrement, le créancier commencerait par se faire consentir une cession de 1/10^e. Ensuite, il ferait opposition sur le 1/10^e saisissable. Non seulement ainsi, il priverait le salarié des 2/10^{es} de son salaire, mais s'il y avait d'autres oppositions, il amoindrirait la part des autres opposants, puisqu'il viendrait en concours avec eux sur l'unique dixième qui est leur gage commun, alors que lui, il aurait déjà tout un dixième cédé. Il n'y aurait pas égalité entre les créanciers, et c'est cette égalité que la loi veut maintenir, dès qu'on recourt à des voies d'exécution sur les salaires. Il lui a paru bon pour le crédit du salarié, que la fraction cessible et la fraction saisissable, pussent servir au plus grand nombre des créanciers et non pas à un seul ou à quelques-uns seulement.

En principe donc, les petits salaires ne sont saisissables que pour un dixième et cessibles que pour un autre dixième. Il y a cependant, à cette règle, des exceptions, en plus et en moins. Certaines insaisissabilités pourront être plus larges. L'art. 3 de la loi du 27 juillet 1921 dit que « toutes les dispositions antérieures, contraires à la présente loi sont abrogées », mais, comme il s'agit d'une loi ayant pour but de protéger les débiteurs, il faut en conclure que la loi nouvelle doit fléchir devant les lois anciennes, toutes les fois que ces dernières leur accordaient une protection plus ample. Nous déciderons notamment, que, conformément à l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745, les loyers des matelots continueront à être entièrement insaisissables, de même que les pensions militaires en conformité de la loi des 11, 14 avril 1831. Au contraire, les lois spéciales doivent s'effacer devant la loi nouvelle, quand celle-ci se montre plus bienveillante envers ceux qu'elle veut protéger : ainsi, jusqu'à 6.000 francs, la loi du 21 Ventôse an IX ne doit plus être appliquée parce qu'elle ne prévoyait jusqu'à ce chiffre qu'une insaisissabilité de un cinquième et de un quart.

L'insaisissabilité et l'incessibilité partielles de la nouvelle loi n'ont été édictées qu'à l'encontre des créanciers.

ordinaires : il y a certaines catégories de créanciers qui ne doivent pas connaître ces restrictions.

Ce sera d'abord le patron qui pourra, dans certains cas, limitativement énumérés par la loi, faire des retenues pour se rembourser. A vrai dire, la loi du 27 juillet 1921 n'en parle pas, mais la loi du 12 janvier 1895 avait deux articles traitant cette question :

ART. 4. — « Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

1° Des outils ou instruments nécessaires au travail ;

2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ;

3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets. »

Ces exceptions légales s'expliquent très bien par le « caractère de nécessité pour le travail que revêtent de telles fournitures » (1). En effet, sans outils, l'ouvrier ne pourrait fournir aucun travail : il faut donc qu'il puisse se les procurer, et la mesure particulièrement bienveillante faite à ses bailleurs de fonds pour cette acquisition est la meilleure assurance de lui ouvrir du crédit à cet effet. D'ailleurs une fois acquis, ces instruments de travail deviendront insaisissables (art. 592 C. Proc. Civ.).

L'article 5 de la loi du 12 janvier 1895 ajoutait : « Tout patron qui fait une avance en espèces, en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 4, qui précède, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles. La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible ». Le patron en effet qui fait des avances paie par anticipation du travail à fournir ; il est logique qu'il n'ait

(1) Rapport de M. Régismanset au Sénat (D. 95, 11, 16).

pas à repayer ce travail au moment où il est fourni, et si néanmoins, pour ne pas déposséder totalement l'ouvrier, il n'est pas permis au patron de retenir tout le salaire, il n'est que juste qu'il pratique sa retenue sur une part, à lui exclusivement réservée. C'est d'ailleurs l'intérêt du crédit de l'ouvrier. C'est en effet des avances patronales que le salarié a le plus souvent besoin pour boucher les trous les plus menaçants de son budget. Or, si pour ces avances le patron savait devoir être confondu avec la masse des autres créanciers possibles, il refuserait simplement de les consentir.

En somme, pour tout ce qui a trait aux retenues patronales, il s'agit d'un troisième dixième du salaire, distinct du dixième saisissable et du dixième cessible, de sorte que, pour ces cas spéciaux, le salaire pourra, lors de la paye, se trouver diminué de trois dixièmes (et même davantage, si le salarié est débiteur de son patron pour fournitures d'outils ou de matériaux). D'ailleurs, même pour ces hypothèses, le juge conserve le droit de déterminer l'étendue des retenues, qui ne devront jamais être totales.

Les dispositions dont nous venons de parler ont été incorporées, en vertu de la loi du 28 décembre 1910, dans le Code du Travail : elles ont fourni les articles 50 et 51. C'est ce qui explique qu'elles semblent avoir échappé aux rédacteurs de la loi du 27 juillet 1921 qui n'ont plus vu la loi du 12 janvier 1895 qu'ils entendaient modifier, que dans les articles du Code du Travail allant de 61 à 73. C'est un oubli de rédaction, mais ces dispositions des articles 50 et 51 doivent désormais être mises en harmonie avec les articles 61 à 73 nouveaux.

D'abord, un point est certain : l'art. 51 pour les cas visés par lui et par l'article 50, assimile « les traitements de l'article 61 » et les salaires. Cette assimilation se fera donc désormais jusqu'à 6.000 francs (et non plus jusqu'à 2.000 francs). D'un autre côté, selon nous, l'art. 51 étant régi par l'art. 61, le patron n'aura plus à limiter à un dixième ses retenues sur le « salaire » de son ouvrier que si ce

salairé n'excède pas 6.000 francs ; auparavant, il était tenu à cette limitation, quel qu'en fût le montant.

L'exception la plus importante au principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité partielles des salaires a été apportée en faveur des créanciers alimentaires. On sait qu'il ne faut point entendre par cette expression les titulaires de créances ayant pour cause la fourniture de produits alimentaires, mais bien certaines catégories particulières de créanciers énumérés par la loi elle-même dans l'article 63 du Code du Travail. La loi donne ici au mot d'aliments le sens extensif de « tout ce qui est nécessaire à la subsistance ». Elle s'applique : aux aliments dûs par les enfants à leurs parents dans le besoin (art. 205 du Code Civil) et à ceux dûs par les parents à leurs enfants (art. 203 du Code Civil), aux aliments dûs par les gendres et belles-filles à leurs beaux-parents (art. 206 du Code Civil) et à ceux dûs par les beaux-parents à leurs gendres et belles-filles (art. 207 du Code Civil), à la provision allouée à la femme en cas d'instance en divorce (art. 208 et 240 du Code Civil) et à la pension alimentaire allouée à l'époux qui a gagné le divorce (art. 301 du Code Civil), aux aliments dûs par l'adoptant à l'adopté et réciproquement par l'adopté à l'adoptant (art. 349 du Code Civil), aux aliments dûs l'un à l'autre par les époux, pendant le mariage (art. 212 du Code Civil) et spécialement par le mari à la femme (art. 214 du Code Civil). L'article 63 du Code du Travail comprend encore la créance de l'un des époux contre l'autre pour contribution forcée aux charges du ménage et pour laquelle une procédure spéciale a été instaurée par la loi du 13 juillet 1907. Toutes ces créances, dit le texte de la loi que nous étudions, « ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent », concernant la saisissabilité et la cessibilité. Même les salaires, déclarés totalement insaisissables perdent cette immunité à l'égard des créanciers d'aliments. Cela a été jugé pour le loyer des matelots (par exemple, Cass. Civ., 28 novembre 1900. D. 04. 1. 291) et pour les pensions dues par l'Etat (Cass. Civ., 19 avril 1921. D. 1921, 1. 8).

« L'insaisissabilité, dit un jugement du Tribunal civil de Dieppe (1), ne peut être invoquée contre des engagements qui ne procèdent pas de la volonté des débiteurs, mais ont leur source dans un principe d'ordre public et dérivent directement de la loi elle-même, comme les obligations nées du mariage, de nourrir la femme et les enfants. »

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Cassation du 9 janvier 1917 (2), que l'insaisissabilité a été édictée en vue d'assurer convenablement les moyens d'existence du militaire retraité et ceux de sa famille qui se confondent avec les siens propres... les arrérages de la retraite ayant un caractère essentiellement alimentaire constituent le gage des créanciers d'aliments, et notamment de la femme, au cours d'une instance en divorce. »

On le voit, le principe ne semble pas sérieusement contesté et c'est logique. Le législateur a voulu par l'insaisissabilité et l'incessibilité qu'il a édictées, totalement ou partiellement, assurer à l'ouvrier sa subsistance et celle de sa famille. Les dettes alimentaires ont précisément ce but de subsistance familiale : il est naturel qu'elles puissent être acquittées précisément sur les fonctions de salaire que la loi a entendu leur réserver.

« Créanciers et débiteurs luttent pour l'existence, et le caractère alimentaire de la créance du saisissant annule le caractère alimentaire du salaire » (3). C'est par application de ce principe que le sursalaire, insaisissable et incessible, perd ce caractère dès qu'il s'agit de dettes alimentaires.

De plus, le législateur n'avait pas à protéger le débiteur d'aliments contre son propre entraînement, ni contre la voracité de ses créanciers. Les créances alimentaires, les pensions, ainsi qu'on les appelle souvent, sont ou accor-

(1) Tribunal civil, Dieppe, 18 mars 1902 (D. 1904, 2, 225).

(2) D. 1917, 1, 125.

(3) Garsonnet et Jossérand : *Traité des Voies d'Exécution*, 6^e édition, p. 46.

dées par les tribunaux ou consenties par les parties après entente amiable. Dans l'un et l'autre cas, les ressources du débiteur ont été froidement examinées, et si, par la suite, des modifications interviennent dans la situation des parties, ou des empêchements, l'article 209 du Code Civil permet de demander une réduction. De même encore pour les dettes contractées pour les besoins du ménage : s'il y a contestation, c'est une pure question de fait que le juge doit apprécier souverainement. Il n'y a donc pas d'exagération à craindre.

Il avait cependant été proposé, au cours des travaux préparatoires, par M. Trannoy (1), de limiter même en matière alimentaire, la saisissabilité des salaires à 50 %, mais le rapporteur, M. Savary, a fait remarquer qu'un tel amendement irait à l'encontre du but poursuivi, « le juge devant alors avoir une tendance à se rapprocher de cette limite, tandis que, dans la situation actuelle, il ne va que fort rarement jusqu'à elle ». L'amendement Trannoy ayant été repoussé, on peut donc dire que la saisissabilité (et la cessibilité) des salaires pour cause alimentaire ne peut connaître d'autres limitations que celles arbitrairement fixées par le juge, lequel, en fait, ne dépasse jamais totalement l'ouvrier de son salaire, afin de lui laisser, dans la part qu'il pourra encore toucher, un stimulant au travail.

(1) *J.O.*, 20 novembre 1906, Débats Sénat, p' 926.

CHAPITRE II

Innovations en matière de cession de salaires

La loi du 12 janvier 1895 avait apporté une grave dérogation au droit commun des cessions, en matière de salaires. Elle décidait, en effet, qu'ils ne pouvaient être cédés que pour 1/10^e. On trouva cependant que cette limitation était insuffisante pour la sauvegarde du salarié, qui, inconsiderément, consentait trop souvent cette cession du 1/10 de son salaire. Aussi, la loi du 27 juillet 1921 est-elle venue encore apporter de nouvelles restrictions aux cessions de salaire, en imposant pour leur validité certaines formes exorbitantes du droit commun, tant à l'égard des parties qu'à l'égard des tiers.

Quant aux effets, si la cession d'un salaire produit approximativement les mêmes que la cession d'une créance ordinaire, elle réduit néanmoins, contrairement au droit commun, les droits d'ordre général du cessionnaire et le frappe de certaines incapacités.

Enfin, la loi du 27 juillet 1921 présente une grosse lacune en ce qui touche la façon de renseigner le greffier sur la marche des cessions de salaires, dont la procédure ne peut cependant pas être instaurée sans son concours.

Toutes ces dispositions relatives à la cession des salaires sont contenues dans les articles 62 et 63 du Code du Travail, insérés dans un paragraphe premier, qui devrait, selon son titre, ne traiter que de la limitation de la saisie-arrêt et de la cession, et non de la procédure de cette dernière.

SECTION I

FORMES EXORBITANTES DU DROIT COMMUN

De droit commun, la cession de créance est régie par les articles du Code Civil, allant de 1108 à 1133 pour ce qui intéresse les parties, et de 1689 à 1695 pour ce qui touche les tiers. En matière de salaire, des dérogations très importantes sont contenues dans l'article 62 du Code du Travail.

§ I. — *Entre les parties : Comparution personnelle et déclaration au greffe. — Exclusion de l'acte sous-seing privé et de l'acte notarié.*

En principe, la cession de créance peut être faite indifféremment sous la forme d'un acte notarié ou sous celle d'un acte sous-seing privé. Au contraire, aux termes de l'article 62 du Code du Travail, paragraphe 2, le cédant est obligé de recourir à une forme spéciale. Tout d'abord, il doit comparaître en personne au greffe de la justice de paix. L'expression « en personne » interdit toute espèce de représentation. La sanction est, nous le verrons, plus sévère que pour la saisie-arrêt, dans laquelle, théoriquement, en dépit des frais de procuration en fait prohibitifs, le créancier saisissant peut se faire représenter. La mesure se comprend. Le législateur veut que cette comparution personnelle oblige le cédant à réfléchir à la portée de son acte. S'il pouvait donner une procuration, il la donnerait souvent à son cessionnaire — ou son complice — et ainsi rien n'aurait été changé. Le cédant aurait pu subir chez lui la contrainte de son créancier pour donner ce pouvoir, et c'est précisément pour éviter cette contrainte que la présence du greffier a été imposée.

C'est devant le greffier de la justice de paix de sa résidence (peu importe que ce soit celle de son domicile) que le cédant devra se transporter personnellement. Là, il aura à « souscrire » une déclaration de cession. En général, souscrire veut dire : apposer une signature, et non pas con-

fectionner un écrit. Nous pensons donc que le cédant pourra faire sa déclaration verbalement et que le greffier la mentionnera sur son registre. L'acte ainsi monumenté sera déclaré conforme et signé par le cédant — ainsi que l'article 65 l'exige pour les oppositions des créanciers intervenants quand une saisie-arrêt a déjà été pratiquée.

On pourrait tout d'abord se demander quel est en cette affaire le rôle du greffier, et si la mention qu'il porte sur son registre n'est pas seulement requise comme moyen de preuve. Devant les termes impératifs du texte et étant donnée la pensée générale de la loi, nous croyons que la déclaration devant le greffier et la mention par ce dernier sur son registre sont requises à peine de nullité, comme éléments essentiels à la formation de la cession.

Le greffier reçoit donc la déclaration et en dresse acte, tout comme un notaire. Cet acte est authentique, faisant foi de son existence et de son contenu. Les mentions qui y sont portées des faits constatés par le greffier : comparution, déclaration, date, ne pourront être contestées que par l'inscription de faux. C'est pourquoi le greffier devra se montrer circonspect. Il n'aura pas, bien entendu, à s'assurer de l'identité des comparants, car dans la suite, la preuve que le déclarant n'avait pas l'identité et la qualité qu'il s'était données, pourra être faite par tous les moyens, le greffier n'ayant que reproduit ce qui lui était déclaré.

Nous venons de dire que le greffier faisait le travail d'un notaire; cependant, un notaire ne pourrait pas le suppléer. L'article 62 du Code du Travail dit, en effet, clairement que la cession de salaire « ne peut être consentie que devant le greffier ». Lors des travaux préparatoires, la question avait été débattue. M. Lefebvre du Prey (1) voulait laisser aux salariés la faculté de se servir de l'acte authentique — comme du reste de l'acte sous-seing privé — « pour ne pas les dépouiller des autres formes accordées aux autres citoyens », mais, sur l'intervention du Ministre

(1) *J.O.*, 28 mai 1915, Chambre Débats, p. 759.

du Travail, l'amendement fut repoussé et aucune incertitude à ce sujet ne peut plus subsister.

Bien entendu, cette déclaration du cédant devra être claire et contenir les noms et adresses du cédant, du cessionnaire et du débiteur cédé, ainsi que le montant de la cession. Dans certains cas mêmes, lorsque la cession dépassera le $\frac{1}{10}$ normal du salaire, la cause de cette cession devra être indiquée.

Enfin, pour faire valablement une déclaration de cession de salaire, il faut être capable. Tout de suite, deux incapacités se présentent à notre esprit : celle du mineur et celle de la femme mariée.

Pour le mineur, l'article 387 déclare que les produits de son travail échappent à la jouissance légale de ses parents. Nous croyons donc que, sans restrictions autres que la limitation générale à $\frac{1}{10}$ le mineur pourra céder son salaire, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux. Pour la femme mariée, depuis la loi du 13 juillet 1907, article premier, alinéa 3, elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens provenant du produit de son travail personnel. Elle peut donc céder son salaire, dans les limites permises par la loi. Par contre, la cession à titre gratuit nous paraît prohibée — sauf pour le cas exceptionnel prévu par la loi du 19 mars 1919, où la femme âgée de plus de 45 ans, n'ayant pas de descendants, dispose en faveur d'œuvres d'assistance pour la protection de l'enfance et les orphelins de la guerre.

§ 2. — *A l'égard des tiers : Notification par lettre recommandée du greffier. — Délai. — Péremption.*

La déclaration du cédant, reçue et mentionnée par le greffier, ne rend point la cession parfaite : elle doit encore être signifiée. De droit commun, en effet, la cession n'est opposable qu'après cette signification. En matière de salaires, le principe subsiste, mais l'exploit d'huissier est remplacé par une lettre recommandée, expédiée par le greffier. On avait d'abord envisagé « la signification d'office », mais, fort

justement, on a fait remarquer que cette cession pouvait parfois n'être dans l'esprit du cessionnaire qu'une garantie éventuelle, qu'il n'aurait peut-être pas à réaliser, et, dès lors, qu'une notification immédiate pouvait être maladroite. « Mieux vaut, dans ce cas, éviter au débiteur l'ennui de faire savoir à son patron qu'il a été obligé de recourir à une cession » (1) qui, sitôt signifiée (ou plutôt : notifiée) commencerait à produire ses effets, alors qu'autrement ces effets ne se produiraient peut-être jamais. Aussi, la loi a-t-elle décidé que le greffier ne ferait cette notification que lorsqu'il aurait été requis « par les parties ou l'une d'elles ». Il n'est dit nulle part en quelle forme serait faite cette réquisition. Elle pourra donc, pensons-nous, être verbale, et mention de cette réquisition devra être portée par le greffier sur son registre, où, selon l'expression de la loi, « seront inscrites toutes les formalités ».

La lettre recommandée expédiée par le greffier devra être adressée au débiteur cédé, c'est-à-dire au patron, suivant le droit commun. Elle pourra également être envoyée au représentant du patron, préposé par ce dernier au paiement des salaires, dans le lieu où travaille le cédant : c'est une innovation de la loi du 12 janvier 1895, conservée par la loi du 27 juillet 1921. On a ainsi voulu simplifier et dispenser le patron, averti de la cession, d'avoir à son tour à en aviser son représentant, qui aura, en payant le cédant, à effectuer la retenue indiquée, pour le compte du cessionnaire. Il faut, bien entendu, pour répondre à ce désir de simplification, que le représentant du patron soit chargé de faire les paiements de salaire à l'ouvrier; s'il n'était chargé que de diriger les travaux, il n'aurait pas qualité pour recevoir une notification de cession.

La forme de la lettre recommandée est donc imposée par les textes; est-ce que, toutefois, cette lettre expédiée par le greffier ne pourrait pas être suppléée par un exploit d'huissier ? En principe, l'exploit d'huissier a été écarté de

(1) *J.O.*, 14 novembre 1906; *Débats Sénat*, p. 875.

toute cette procédure, comme étant trop coûteux. Dans tous les cas, si l'on admettait qu'il puisse être accueilli pour signifier une cession de salaire, il faudrait quand même exiger la mention par le greffier sur son registre que cette signification a été faite, à sa date, afin de pouvoir vérifier s'il n'y a pas eu péremption. Les frais de l'exploit, considérés comme frustratoires, devraient rester à la charge, non du cédant, mais du cessionnaire.

De droit commun, l'article 1690 du Code Civil, paragraphe 2, reconnaît comme équivalent de la signification l'acceptation du débiteur cédé dans l'acte même de cession. Est-ce que le patron, présent au greffe, le jour de la déclaration de la cession, ne pourra pas immédiatement l'accepter ? Il faut reconnaître d'abord que l'espèce sera rare, le patron ayant autre chose à faire qu'accompagner ses salariés aux justices de paix. Sans doute, ce serait un moyen économique d'éviter les frais de la notification, mais ils ne sont pas très élevés. Au surplus, ce serait aller à l'encontre du vœu du législateur qui, nous allons le voir, entend laisser à la cession consentie une possibilité de ne pas ressortir ses effets, si elle n'est pas notifiée dans un certain délai. Or, de cette façon, elle serait exécutée immédiatement. (La pensée dominante de la loi du 27 juillet 1921 est, en effet, aussi bien en matière de cession qu'en matière de saisie-arrêt, d'inciter le salarié à s'entendre, et régler ses affaires avec ses créanciers sans recourir à ces formalités juridiques, toujours trop longues et trop coûteuses.)

La lettre recommandée, contenant la notification d'une cession, jouit de la franchise postale. L'article 73 du Code du Travail prévoit cette gratuité pour « tous les actes et formalités auxquels donne lieu l'exécution de la présente section ». Or, dans cette section, il a été parlé de la cession au paragraphe premier; d'ailleurs, à défaut de texte, il ne faudrait pas hésiter, car les motifs sont les mêmes pour la cession que pour la saisie-arrêt : l'économie des frais.

Pour la signification des cessions de créances ordinaires, l'article 1690 du Code Civil n'impose aucun délai fatal :

il s'en rapporte à la diligence du cessionnaire, qui a intérêt à rendre son droit opposable aux tiers le plus tôt possible. Au contraire, l'article 62 du Code du Travail, paragraphe 5, exige que la notification de la cession de salaire soit faite dans le délai d'un an, à peine de péremption. Que faut-il entendre par là ? Tout d'abord, si un délai d'un an s'est écoulé depuis la date de la déclaration du cédant au greffe, sans que le cessionnaire (ou le cédant) ait requis du greffier la notification de cession au patron, débiteur cédé, la cession ne pourra plus avoir d'effets. Les parties, si elles persistent dans leurs intentions, auront à faire une cession nouvelle, c'est-à-dire que le cédant aura une nouvelle déclaration à souscrire, au greffe.

Une difficulté peut se présenter. Nous verrons que, dès que le patron a reçu la notification de cession, il doit commencer ses retenues; mais, pour que cette notification soit valable, il faut qu'elle ait été faite dans l'année de la déclaration; en conséquence, est-ce que le patron aura d'abord à s'assurer s'il n'y a pas plus d'un an que la déclaration a été faite ? Son seul moyen de contrôle serait la copie de la déclaration. Il nous semble donc que le greffier est plus qualifié que lui pour ce travail. En effet, le greffier requis de faire une notification mentionne sur son registre cette réquisition, à sa date. Or, sur le même registre et également à sa date, il a mentionné la déclaration de la cession. Il lui est facile, par comparaison, d'établir si le délai d'un an est ou non expiré entre l'accomplissement des deux formalités. En cas d'affirmative, il refuse de faire la notification requise. Nous estimons, en effet, d'après les termes mêmes de l'article 62, que le droit du cessionnaire est éteint *ipso jure* et que le cédant n'a même pas à soulever d'exception. Sans doute, de droit commun, en est-il autrement, et la péremption d'instance ne peut-elle pas être appliquée d'office. Le défendeur ne peut même pas l'opposer sous forme d'exception (art. 399 du Code de Procédure Civile) (1). Mais ici il s'agit d'une toute autre chose que d'une pé-

(1) Garsonnet et Cézard-Bru (8^e édition), *Précis de Procédure civile*, p. 551.

remption d'instance, puisqu'il n'y a pas d'instance. La péremption visée par le Code du Travail est d'une nature distincte de celle visée par le Code de Procédure Civile : elle peut donc avoir des règles distinctes. Nous estimons que la péremption de l'article 62 du Code du Travail est d'ordre public, et qu'on ne pourrait même pas y renoncer.

Par contre, cette péremption ne nous paraît avoir aucun rapport avec la péremption quinquennale, visée par l'article 14 de la loi du 9 juillet 1836 et concernant les créances dues par l'Etat. Une notification dans l'année de la déclaration n'empêcherait point, par la suite, pour de telles créances, la péremption quinquennale de courir.

Les formalités de l'article 62, que nous avons indiquées comme étant essentielles à la validité des cessions de salaire, sont restrictives du droit commun. Par exception, elles ne sont pas exigées, nous dit l'article 63, lorsqu'elles sont faites pour le paiement des dettes alimentaires telles que nous avons déjà eu l'occasion de les définir. Cet article dispose, en effet, que ces cessions « ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent ». Qu'est-ce à dire, sinon que, de même qu'elles échappent à la limitation de la partie cessible, elles échappent aussi à la spécialité des formes imposées. C'est du moins notre opinion. En fait, d'ailleurs, même pour ces cas, nous croyons qu'il vaut autant recourir aux formes de l'article 62 du Code du Travail. Sans doute, elles peuvent paraître gênantes, mais elles ne sont point coûteuses. Si donc, pour des cessions de salaire — et même de sursalaire — pour cause alimentaire, on peut recourir aux formes de droit commun, et notamment à l'acte sous-seing privé, il faudra ensuite signifier cette cession au patron par exploit d'huissier; il sera plus coûteux que la mention du greffier sur son registre et l'envoi de la lettre recommandée de notification. Une seule espèce pourrait présenter quelque avantage : c'est lorsque le débiteur cédé, présent à la confection de l'acte de cession, aura donné son acceptation dans l'acte lui-même. Par conséquent, si la loi a entendu dispenser des formes de l'article 62, les cessions

de salaires pour cause alimentaire, elle ne nous semble pas les en avoir exclues. Ces formes, en définitive, nous paraissent un moyen peu coûteux mis à la disposition du salarié pour céder son salaire, lorsqu'il est obligé d'y recourir.

Enfin, une dernière catégorie de cessions de salaire échappe aux formes de l'article 62 du Code du Travail : ce sont celles qui ont été faites antérieurement à la promulgation de la loi nouvelle et signifiées au patron. Pour être complète, cette loi aurait dû impartir un délai pour les inscrire au greffe, afin d'éclairer les créanciers sur la situation du cédant.

SECTION II — EFFETS

Les effets de la cession de salaire sont à envisager d'abord à l'égard du cédant et du cessionnaire, et ensuite à l'égard du débiteur cédé et des autres cessionnaires.

§ 1. — *Effets entre les parties : droit exclusif du cessionnaire sur la fraction cédée — droit de percevoir les retenues — exclusion du cessionnaire de la distribution du dixième saisi.*

Dès que le cédant a déclaré faire cession de son salaire devant le greffier de la justice de paix, le contrat est parfait entre lui et son cessionnaire : il ne tient qu'à eux de le mettre à exécution. Cette mise à exécution s'opère par la requête au greffier de notifier la cession, par lettre recommandée, au débiteur des salaires (art. 62, C. Trav., parag. 3).

Dès la notification de la cession opérée, le cessionnaire acquiert à l'encontre du débiteur cédé le droit de percevoir les retenues qu'il a faites sur le salaire du cédant. Néanmoins, pour toucher ces retenues, le cessionnaire devra produire « une copie de la mention de déclaration » faite au greffe : il faudra donc d'abord qu'il fasse la demande de cette copie. Le texte dit que la copie mentionnera « la déclaration du cédant ». Elle ne relatera pas, sans doute, la demande de notification. Cependant, cette formalité a

une très grosse importance. Si la notification n'a pas été faite, en vain le cessionnaire se présentera au patron, débiteur cédé, même après s'être muni de la copie de la déclaration de cession. Aucune retenue n'aura été pratiquée. Tout au plus, la présentation de cette copie de déclaration pourra valoir comme une notification, susceptible de motiver des retenues dans l'avenir. Il semblerait donc qu'avant de délivrer au cessionnaire la copie qu'il sollicite, le greffier devrait s'assurer que la déclaration a été notifiée. Si elle ne l'avait pas été, et si le délai d'un an n'était pas expiré, il devrait le faire, la demande de la copie équivalant à n'en pas douter à une demande de notification.

Nous avons vu que la loi fixait un délai maximum au-delà duquel la notification n'était plus possible. A l'inverse, si cette notification a été faite en temps opportun, la loi n'impartit aucune forclusion au cessionnaire pour produire la copie de la déclaration de cession et retirer les fonds retenus. Cela nous semble une lacune regrettable.

Aux termes de l'art. 2271 C. Civil (alinéa 3) l'action des ouvriers pour paiement des salaires se prescrit par six mois. Ne pourrait-on pas soutenir que le cessionnaire qui ne se présente pas pour toucher son dû dans les six mois qui suivent la notification, n'aura plus d'action pour se faire délivrer les sommes retenues antérieurement aux six derniers mois écoulés ? Nous ne le pensons pas, car la prescription de l'art. 2271 C. Civil ne vaut à l'égard du patron que contre l'ouvrier négligent. Ici, ce n'est pas l'ouvrier qui est négligent, mais son créancier. Ce créancier ne représente pas le salarié, car par la notification de la cession, il a acquis une créance nouvelle, distincte de la créance du salarié. La cause de la créance du salarié est le travail fourni. La cause de la créance du cessionnaire est la notification de la cession. Il ne peut donc légalement y avoir assimilation, à l'égard de l'art. 2271 C. Civ. Néanmoins, les causes qui ont motivé la courte prescription de l'art. 2271 C. Civ. à l'encontre du salarié sont les mêmes que celles qu'on peut invoquer à l'encontre de cessionnaire : à savoir, l'allége-

ment des charges patronales et la facilité des comptes. Il est vrai qu'en matière de cession de salaire il reste au débiteur cédé la faculté de déposer les fonds retenus, à la Caisse des Dépôts et Consignations, au compte du cessionnaire.

Enfin, la cession consentie produit à l'égard du cessionnaire un autre effet (que nous retrouverons en étudiant la saisie-arrêt). « Le créancier cessionnaire n'est pas admis à participer, en vertu de la même créance, à la distribution de la fraction saisie » (art. 62 Code du Travail, paragr. 7). Tout d'abord, une remarque s'impose : cet effet ne se produit pour le créancier que relativement à une même créance. Aucune difficulté, par conséquent, s'il est cessionnaire en vertu d'une créance, et saisissant en vertu d'une autre. Pas davantage de difficultés, s'il s'agit d'un créancier alimentaire, dont la créance échappe aux limitations de la loi du 27 juillet 1921. Mais, voici un point plus difficile : à partir de quand se produit cet effet ? Est-ce à partir de la déclaration ou est-ce à partir de la notification ? Sur ce point les travaux préparatoires sont muets. Par application du droit commun, il semblerait que ce devrait être à partir de la notification, qui seule a rendu le droit du cessionnaire opposable aux tiers. Mais nous verrons précisément que pour la cession de salaire, l'inscription au registre du greffier de la déclaration de cession est une formalité de publicité suffisante pour assurer le droit du cessionnaire *erga omnes*. Nous déciderons donc que le droit à la cession étant définitivement acquis au cessionnaire par la déclaration du cédant, c'est dès ce moment que le cessionnaire sera frappé de l'incapacité du paragraphe 7 de l'art. 62, Code du Travail.

§ II. — *Effets à l'égard des tiers: Nécessité de faire les retenues (droit commun) et de les verser au cessionnaire (différences avec la procédure de saisie-arrêt).*

A l'égard du débiteur-cédé, c'est-à-dire du patron, la cession de salaire n'existe qu'à partir de la notification :

cette notification rend indisponible entre ses mains la fraction cédée. Si le patron débiteur-cédé versait ensuite cette fraction de salaire au salarié lui-même, il s'exposerait à être contraint de payer une seconde fois. « La retenue est opérée sur la seule notification », dit le paragraphe 4 de l'article 62 du Code du Travail.

Obligé à faire les retenues indiquées dans la déclaration de cession dès qu'elle lui est notifiée, le patron doit verser ces retenues au cessionnaire dès que celui-ci lui présente une copie de la déclaration, délivrée par le greffier. Le cessionnaire, en cas de refus du débiteur-cédé, aurait contre lui une action directe pour obtenir ce versement.

Une complication pourra surgir, lorsque le patron aura reçu plusieurs notifications de plusieurs cessions concernant le même salarié. A qui devra-t-il remettre les fonds retenus ? La loi du 27 juillet 1921 dit simplement : à celui qui présentera une copie de la déclaration de cession. De droit commun, de plusieurs cessionnaires successifs de la même créance, est préféré celui qui le premier a signifié son titre au débiteur cédé. En effet, le cédant reste titulaire de la créance cédée à l'égard des tiers — et par conséquent des autres cessionnaires — tant que le premier cessionnaire ne leur a pas rendu son droit opposable (1). En est-il de même pour la cession de salaire ?

M. Japiot (2) ne le croit pas. Il estime que l'inscription au registre du greffier est une publicité suffisante pour sauvegarder les droits du premier cessionnaire à l'encontre des cessionnaires ultérieurs : ceux-ci en effet ont toutes facilités pour se renseigner au greffe et savoir s'il y a déjà eu des cessions consenties. La notification n'aurait d'utilité que pour sauvegarder les droits du cessionnaire à l'encontre du débiteur cédé et faire opérer les retenues. Nous nous rangeons volontiers à cette conception. La loi en effet semble n'autoriser la saisie-arrêt des salaires qu'à regret et

(1) Baudry-Lacantinerie : *Droit civil*, t. 2, p. 549.

(2) *Lois Nouvelles*, 1921, 1., p. 455.

semble souhaiter qu'une cession déjà consentie ne soit pas exécutée. Elle a pensé sans doute que certains cessionnaires ne demandaient une déclaration de cession que pour se ménager une garantie contre une certaine éventualité. Si cette éventualité ne se produit pas dans l'année, il n'y aura pas de notification. Au contraire, si ce cessionnaire patient que nous venons d'imaginer savait qu'un autre pouvait le supplanter par une notification, aussitôt il ferait lui-même, pour garder sa priorité, notifier la cession dont il est titulaire, et ainsi, inutilement un salarié serait privé du dixième de son salaire, et inutilement son patron serait obligé de tenir une comptabilité spéciale et supplémentaire. (Nous avons indiqué plus haut que c'était pour les mêmes raisons que le législateur avait écarté la notification d'office par le greffier.)

Si donc, plusieurs créanciers produisent au même moment chacun une copie d'une cession qui lui soit propre, le patron devra payer celui qui le premier a été bénéficiaire de la cession, mais nous estimons que sa responsabilité ne saurait être engagée en payant le cessionnaire qui aurait le premier notifié la cession qui lui avait été consentie. A défaut de texte suffisamment précis, il s'abriterait derrière le droit commun.

Une grande différence sépare la cession des salaires de la saisie-arrêt au point de vue de la remise à leurs destinataires, des fonds retenus : dans la cession, c'est le patron qui les remet directement au destinataire, dans la saisie-arrêt, c'est le greffier. Il y a là un manque d'harmonie fâcheux. On a voulu en matière de saisie-arrêt décharger le patron du fardeau de la conservation des fonds et des paiements multiples, qui nécessitaient une comptabilité spéciale : on aurait dû en faire autant en matière de cession. Il serait bien plus logique que le patron versât au greffier, en même temps que le montant des retenues faites pour la saisie, le montant des retenues opérées pour la cession. La seule explication de cette mesure peut être une raison d'économie. Le greffier en effet percevrait un émolument à cha-

que remise de fonds au cessionnaire, alors que le patron n'en perçoit pas. D'autre part, le travail est moindre pour le patron, lorsqu'il s'agit d'une cession que lorsqu'il s'agit d'une saisie-arrêt : il n'a qu'un cessionnaire à payer, tandis que presque toujours il y a plusieurs opposants.

Quoiqu'il en soit, cette dualité de caisses ouvertes au crédit du salarié, l'une chez son patron pour la cession, l'autre au greffe pour la saisie, est nuisible à la bonne marche de ses affaires. Il serait très utile, pour l'application même de la loi du 27 juillet 1921, que ces deux comptabilités fussent centralisées entre les mains d'un seul, ainsi que nous le démontrerons bientôt.

SECTION III

FIN DE LA CESSION. — CONTESTATIONS. FRAIS.

Ayant examiné comment se forme la cession des salaires et comment elle produit ses effets, il nous reste à nous demander comment elle finit. Le législateur n'en a rien dit : tout naturellement, la cession prend fin quand les causes pour lesquelles elle était pratiquée sont éteintes. La déclaration de cession, sa notification (et sa copie) doivent indiquer pour quelle somme elle est faite. Le patron débiteur-cédé qui effectue les retenues saura quand elles seront suffisantes pour atteindre cette somme. Mais cette somme une fois atteinte, pourra-t-il de son propre chef verser au salarié son salaire entier ou devra-t-il pour cela attendre l'accomplissement de quelque formalité ?

A notre avis, le patron n'a reçu la défense de payer à son salarié une certaine fraction de son salaire que jusqu'à concurrence de la somme indiquée ; dès que cette somme est parfaite, il nous semble qu'il ne peut y avoir aucun motif de ne pas payer intégralement au salarié tout ce qu'il a gagné.

Néanmoins, sur le registre du greffe de la justice de paix, la déclaration de la cession souscrite continue de

figurer. Sauf le cas de péremption pour défaut de notification dans l'année, le greffier ne peut pas savoir, dans l'état actuel de la législation, quand une cession de salaire est éteinte. L'art. 70 a C. Trav. ne s'occupe que de la main-levée de la saisie-arrêt. Il y aurait pourtant un grand intérêt à tenir à jour le registre du greffe, aussi bien pour les cessions que pour les saisies-arrêts. Supposons, en effet, une espèce qui peut très bien se présenter. Un créancier alimentaire se fait céder le salaire de son débiteur. Il le peut. Toutefois sa créance n'étant pas privilégiée, sur le dixième du salaire saisissable, il ne pourra que venir en concours avec les autres créanciers saisissants. Comment le juge de paix pourra-t-il pour la collocation vérifier ce qui reste dû encore à ce créancier alimentaire, après les retenues pour cause de cession qu'il a touchées et que le patron qui les lui a versées est seul à connaître ? La vérification serait au contraire facile, si de même qu'il tient la comptabilité des saisies-arrêts, le greffier tenait la comptabilité des cessions de salaires.

Il conviendrait, selon nous, de compléter la loi du 27 juillet 1921 sur ce point et d'imposer au patron débiteur-cédé d'aviser le greffier de chaque paiement qu'il effectue — ou pour simplifier sa tâche déjà lourde, de l'aviser des paiements effectués au cours des derniers trois mois, ou si les retenues ont déjà été suffisantes, de l'aviser que la cession qui lui a été notifiée est éteinte.

Nous noterons en terminant que des contestations peuvent s'élever au cours des opérations de la cession des salaires, soit au point de vue de sa validité, soit au point de vue de son exécution. A défaut de textes spéciaux, c'est le droit commun qui est applicable. Le différend sera porté devant le juge de paix, s'il n'excède pas 600 francs. S'il est indéterminé ou excède 600 francs, il sera porté devant le tribunal civil.

Quant aux frais, l'art. 73 b C. Trav. fixe comme suit

les allocations dues aux greffiers pour les « actes et formalités prévus » par la loi.

Enregistrement au greffe (de la déclaration). Fr.	0.50
Lettre recommandée (de notification)	0.50
Copie de la mention de cession	0.50

Enfin, un droit de 0 fr. 50 est prévu pour la main-levée d'une saisie-arrêt. Nous estimons qu'il serait également applicable au cas de radiation de la déclaration de cession, que nous voudrions voir adopter.

CHAPITRE III

Innovations en matière de saisie-arrêt

La saisie-arrêt, ainsi qu'on le sait, est une procédure qui a pour but de permettre à un créancier d'atteindre aux mains d'un tiers ce qui est dû par ce tiers à son débiteur. Elle suppose trois personnes : un créancier : c'est le saisissant — un débiteur de ce créancier : c'est le saisi — et un troisième personnage qui est étranger au saisissant, mais qui est lui-même débiteur du débiteur-saisi : c'est le tiers-saisi. Dans le cadre de la loi du 27 juillet 1921, le créancier saisissant est généralement un fournisseur — le débiteur-saisi est un salarié et le tiers-saisi est un patron. Le saisissant fait défense au patron de payer à son salarié une certaine fraction du salaire qu'il lui devra.

Le législateur a eu surtout en vue d'éviter les saisies-arrêts de salaires et, à cet effet, il a cherché à développer les mesures de conciliation entre créanciers et débiteurs, puis pour les cas, où en dépit de ses efforts, l'appareil judiciaire se déclancherait quand même, il a tenté de diminuer autant que possible, les frais à exposer. C'est ainsi qu'il a été amené à établir des dispositions spéciales, modificatives des règles ordinaires de compétence et de procédure.

A) — MODIFICATIONS DES REGLES DE COMPETENCE

Au seuil même d'une étude sur la saisie-arrêt des salaires, nous devons nous demander devant quels magistrats

se déroulera la procédure, ou en d'autres termes, nous devons nous occuper des règles de compétence, la compétence étant définie, d'une façon très générale, l'aptitude à connaître d'une affaire.

Pour la commodité des explications, nous envisagerons cette compétence sous son double aspect classique : « *ratione materiæ* » et « *ratione loci* ».

§ I. — *Compétence « ratione materiæ » : le Juge de Paix.*

Aux termes de la loi du 27 juillet 1921, les juges de paix sont compétents pour tout ce qui a trait à la saisie-arrêt des salaires. C'est le maintien d'un état de chose créé par la loi du 12 janvier 1895, et une manifestation nouvelle de la tendance à restreindre de plus en plus la compétence des tribunaux civils en faveur de celle des juges de paix.

La procédure des saisies-arrêts ordinaires est portée, d'après le droit commun, soit devant les tribunaux civils soit devant les juges de paix, selon le chiffre de la créance. Les juges de paix ne connaissent des saisies-arrêts, d'après l'art. 14 de la loi du 12 juillet 1905, que « lorsque les causes des saisies n'excèdent pas les limites de leur compétence ordinaire », soit 300 francs en dernier ressort et 600 francs en premier ressort.

Les saisies-arrêts des salaires doivent, au contraire, toujours être portées devant le juge de paix, du moins si le salaire ne dépasse pas annuellement le taux de 6.000 francs, quel que soit le chiffre de la créance du saisissant.

La différence entre la saisie-arrêt ordinaire et la saisie-arrêt des salaires, au point de vue de la compétence, s'explique par ce fait que, dans le premier cas, le législateur n'a envisagé que la modicité de la créance du saisissant, tandis que dans le second, c'est à la nature de la créance saisie (salaire) qu'il s'est attaché. Pour l'un il a voulu éviter les frais d'une procédure devant un tribunal civil, parce que l'intérêt en jeu ne valait pas de les exposer ; pour l'autre, il a voulu les éviter parce que la défense du salarié lui a paru mériter toute sa sollicitude.

Bien entendu, le juge de paix devrait se déclarer incompetent s'il s'agissait d'un salaire de plus de 6.000 francs par an. La compétence s'établit d'après le taux du salaire au moment où le juge de paix est appelé à rendre son ordonnance de saisie : il ne devient pas compétent parce que par la suite le salaire supérieur à 6.000 francs est passé au-dessous de ce chiffre ; il ne devient pas incompetent parce que le chiffre initial de 6.000 francs a été ultérieurement dépassé. C'est ce que dit expressément l'art. 70 c du C. du Trav. (paragraphe 3). De telles dispositions, nous le redirons, n'ont été prises qu'en vue d'assurer l'unité de la procédure.

La compétence des juges de paix en matière de saisie-arrêt des salaires est d'ordre public, croyons-nous. Une procédure de saisie-arrêt de salaire, commencée devant toute autre juridiction que devant le juge de paix, serait radicalement nulle. Tout magistrat, autre qu'un juge de paix, devant qui serait portée une procédure de saisie-arrêt de salaire, devrait d'office se déclarer incompetent. Ainsi a-t-il été jugé par la Cour d'Appel de Bordeaux, le 10 août 1897 (1).

Pour ce qui est des difficultés relatives à l'existence et à la qualité de la créance en vertu de laquelle une demande de saisie-arrêt de salaire est formée, le juge de paix n'a pas une compétence exclusive : il peut même être incompetent. Sous l'empire de la loi du 12 janvier 1895, la Cour de Cassation (2) a jugé que le magistrat cantonal ne connaissait de ces litiges que si le montant de la créance litigieuse ne dépassait pas 600 francs. La loi du 27 juillet 1921 n'a certainement rien entendu modifier sur ce point.

C'est la même solution qu'il conviendrait de donner aux contestations sur les frais de la procédure, notamment sur les émoluments perçus par les greffiers. L'art. 7 de la loi du 12 juillet 1905 dispose que « les juges de paix con-

(1) S. 99. 2.81.

(2) Cass., 19 mai 1914, (D. 1917, 1, 176).

naissent des frais faits ou exposés devant leur juridiction ». M. Pabon (1) estime qu'ils sont compétents, quel que soit le chiffre de la somme faisant l'objet de la contestation. Sans doute, on pourrait objecter qu'il est parlé dans cet art. 17 des « frais d'instance » et que la « saisie-arrêt » n'étant pas une instance, les frais de procédure de la saisie-arrêt de salaires ne doivent pas être assimilés aux frais d'instance. La discussion ne nous paraît pas d'un grand intérêt. En notre matière, les frais ne devront jamais être très élevés ; de sorte que la compétence ordinaire des juges de paix leur permettra toujours d'en connaître.

§ 2. — *Compétence ratione loci : le juge de paix de la résidence du débiteur-saisi.*

Seul, avons-nous dit, le juge de paix est compétent pour connaître d'une saisie-arrêt de salaire : il nous faut rechercher quel sera ce juge de paix.

De droit commun, l'article 558 du Code de Procédure Civile, donne concurremment pouvoir d'autoriser une saisie tant au juge du domicile du débiteur qu'à celui du domicile du tiers-saisi.

La loi du 12 janvier 1895, en matière de salaires, a restreint ce pouvoir au seul juge du domicile du débiteur. Les critiques contre cette disposition avaient été nombreuses : les unes, à raison de la gêne qu'elle apportait aux employeurs, obligés ainsi à comparaître devant diverses justices de paix, souvent assez éloignées, — les autres, à raison de l'instabilité du domicile des salariés, qui à chaque changement de canton provoquent un changement de magistrat.

Le législateur de 1921, a seulement tenu compte dans ses réformes des obstacles apportés à l'unité de la saisie ; il n'a point pris en considération la lourde tâche du patron, et il a conservé, en principe, la même disposition que celle de la loi du 12 janvier 1895. Il l'a même aggravée : il a rem-

(1) *Traité de la saisie-arrêt des salaires*, 4^e édition, p. 36.

placé le « domicile » du saisi par sa « résidence », c'est-à-dire par quelque chose de moins stable encore. Il lui a paru que la recherche du domicile pouvait être difficile « sinon impossible » (1), tandis qu'il était relativement facile de connaître une résidence, c'est-à-dire le lieu où l'on habite momentanément.

C'est donc devant le juge de paix de la résidence actuelle du débiteur que débutera la procédure.

A peine la procédure liée, des changements peuvent se produire dans la situation des parties : quel sera le sort de la saisie-arrêt entreprise ?

Si c'est le créancier qui change de domicile (art. 65 C. du Trav. paragr. 2), rien n'est modifié : il devra seulement en avvertir le greffier, qui fera mention du changement sur son registre. Nous verrons qu'au cours de la procédure le greffier a de nombreuses notifications à faire aux créanciers et que pour les faire utilement il faut qu'il sache où ils sont, sinon ses recherches amèneraient des frais supplémentaires, qui devraient rester à la charge des créanciers, puisqu'ils auraient été occasionnés par leur faute. Le texte, extrêmement mal rédigé, peut prêter à équivoque : « En cas de changement de domicile »... ils devront « déclarer leur « nouvelle résidence ». C'est un lapsus. M. Japiot (2) estime que c'est le mot résidence qui est impropre et qu'il ne faut tenir compte que du domicile. C'est bien, en effet, au domicile que doivent être signifiés ou notifiés tous les actes. Cependant, à notre avis, c'est de la résidence qu'a voulu parler la loi du 27 juillet 1921. La mesure édictée nous semble, en effet, n'avoir pas d'autre but que celui de permettre au greffier d'adresser sans tâtonnement les notifications prescrites, dans les lieux où les créanciers seront vite et sûrement atteints, c'est-à-dire : où ils résident.

Si c'est le débiteur saisi qui change de résidence (art. 70 C. du Code du Travail), il n'y aura aucune modification.

(1) M. Savary : *J.O.*, 20 novembre 1906, Débats Sénat, p. 930.

(2) *Lois Nouvelles*, 1921, 1, p. 452.

apportée à la procédure, s'il ne change pas de canton. Si même il change de canton, il pourra n'y avoir encore pas de modification, tant que dans ce canton de sa nouvelle résidence il n'aura pas été procédé à une saisie, entre les mains du même tiers-saisi. Si, au contraire, une nouvelle saisie-arrêt est pratiquée dans le nouveau canton, entre les mains du même patron, le juge du premier canton reste compétent pour la première saisie qu'il termine et liquidé en distribuant les sommes retenues. Le juge du nouveau canton sera seul compétent pour la nouvelle saisie.

§ 3. — *Unité de la procédure de la saisie-arrêt des salaires.*

En désignant le juge de paix de la résidence du débiteur-saisi comme l'unique magistrat qui aurait à connaître des saisies-arêts de salaires, le législateur s'est proposé un but, qui est d'assurer l'unité dans la procédure. Il a voulu que ce soit devant le même juge que se déroulent toutes les opérations, depuis les préliminaires de la tentative de conciliation jusqu'à la fin de la distribution des fonds retenus et la main-levée de la saisie. C'est pourquoi, seul le juge de paix de la résidence du saisi a compétence pour donner au créancier l'autorisation de saisir-arrêter une fraction de salaire. Si plusieurs juges étaient à la fois compétents, il pourrait y avoir plusieurs autorisations.

Dé même, lorsqu'une saisie-arrêt a été autorisée, s'il se présente de nouveaux créanciers, ils ne pourront point pratiquer de nouvelles saisies : on leur permettra seulement de s'associer à la procédure commencée. Ces nouveaux opposants seront « intervenants » dans la première saisie, et pour qu'ils ne soient pas lésés, ils seront mis sur le même pied que le saisissant pour participer aux retenues.

C'est encore pour éviter un changement du juge que, nous l'avons vu, les modifications apportées au taux du salaire au cours de la procédure n'influent en rien sur la compétence.

C'est pour la même raison d'unité que le patron tiers-saisi est contraint à venir faire sa déclaration affirmative

devant le juge de la résidence du saisi, alors qu'aux termes de l'article 570 du Code de Procédure Civile, il devrait avoir la faculté de demander son renvoi devant le juge de son propre domicile.

C'est le juge qui a autorisé la saisie qui tranchera les difficultés relatives aux opérations de cette saisie, et si, pour quelques cas, notamment s'il y a contestations sur l'existence ou le montant de la créance, le différend excède les limites de sa compétence, il ne sera point dessaisi de la procédure : il se bornera à surseoir, jusqu'à ce que la question préjudicielle qui se pose ait été tranchée par le Tribunal civil (1).

Enfin, l'article 70 C. du Code du Travail, paragraphe 1, n'a point d'autre inspiration que les dispositions que nous venons de rappeler. Le changement de résidence du débiteur-saisi dans un autre canton est sans influence : le juge de l'ancienne résidence est toujours compétent. Et si, dans le nouveau canton, le juge de paix autorise une nouvelle saisie-arrêt, aussitôt avis en est donné à son collègue par le tiers-saisi; il y a une distribution des retenues et la saisie-arrêt ancienne est finie.

On le voit, par ces quelques notions rapidement indiquées, la loi du 27 juillet 1921, pour toute la procédure qu'elle a instaurée et que nous allons étudier, a voulu qu'il n'y ait jamais qu'un seul juge compétent en matière de saisie-arrêt de salaires, — dussent certaines dispositions paraître particulièrement rigoureuses, — et ce juge, c'est celui de la résidence du saisi. C'est pourquoi, à notre avis, tout autre juge de paix devrait se déclarer incompétent, à raison de l'article 64 du Code du Travail, absolument formel.

B) — MODIFICATIONS DANS LA MARCHÉ DE LA PROCÉDURE

La loi du 27 juillet 1921 a apporté de très nombreuses et très importantes modifications à la marche de la procé-

(1) Cass. Civ., 22 février 1905, (D. 05, 1, 303).

de la saisie-arrêt sont assez complexes, la seule énumération des réformes de la loi nouvelle risquerait fort d'être obscure. Aussi passerons-nous en revue toute la procédure de la saisie-arrêt des salaires, en indiquant au fur et à mesure que nous les rencontrerons, les changements opérés.

SECTION I

Préliminaires de la saisie-arrêt.

Désireux avant tout d'éviter les saisies-arrêts des salaires, le législateur a traité avec une certaine abondance les opérations préliminaires, espérant trouver en elles un dernier moyen d'entente entre débiteurs et créanciers.

Avant, en effet, de pouvoir entamer une procédure de saisie-arrêt d'un salaire, le créancier devra d'abord se rencontrer avec son débiteur, en conciliation, — et ensuite, à défaut d'accord, il devra solliciter du juge l'autorisation de saisir.

Toutefois, ces mesures ne sont imposées aux créanciers que tant qu'une première saisie-arrêt n'a pas été commencée. Dès qu'une saisie a été autorisée, les autres créanciers qui veulent faire opposition n'ont pas à recourir à ces préliminaires; une disposition spéciale a été prévue pour eux : c'est ce qu'on appelle l'« intervention ».

§ 1. — *La tentative de conciliation obligatoire devant le magistrat appelé à juger. — Comparution personnelle des parties. — Procédure de la conciliation.*

Dans la conception romantique des hommes de la Révolution, le juge de paix, institué par le décret des 16-21 août 1790, était un personnage important du canton, allant plutôt à travers champs au-devant des justiciables que les attendant dans son prétoire, investi de la confiance de tous les citoyens et écoutant chacun lui exposer ses griefs contre son ennemi, le plus souvent son voisin. Conseiller plutôt

que juge, son rôle était non point de statuer sur les cas qui lui étaient soumis, mais de susciter des arrangements.

Le Code de Procédure Civile de 1806 inséra qu'au début de toute instance il y aurait un préliminaire de conciliation, mais il ne sembla pas beaucoup croire à l'efficacité de cette disposition. Il permit aux parties de se faire représenter par des mandataires, — c'est-à-dire le plus souvent par des hommes d'affaires dont l'intérêt est de ne pas se concilier. Il leur permit même de ne pas comparaître, une simple amende de dix francs étant seulement prévue par l'article 56 contre le défaillant. Sans doute, l'article 48 du Code de Procédure Civile prévoit pour le défendeur cité d'emblée devant le tribunal, sans préliminaire de conciliation, la possibilité de soulever une fin de non-recevoir, mais la jurisprudence admet que cette nullité n'est pas d'ordre public et peut être couverte par une défense au fond (1).

Enfin, le Code de Procédure Civile prévoit lui-même des espèces dispensées de tout essai de conciliation, notamment les affaires requérant célérité, et parmi elles, les demandes en matière de saisie. Avec un sens assez juste de l'honnêteté courante, les rédacteurs du Code avaient pensé qu'annoncer au débiteur qu'il était menacé d'une saisie, c'était l'inciter à faire disparaître tous les objets saisissables. En matière de saisie-arrêt de salaires, cette crainte, il est vrai, est moins fondée. Sans doute, à l'annonce d'une saisie, le salarié pourra se précipiter à la caisse de son patron pour se faire régler son compte et changer de place aussitôt, mais comme la saisie-arrêt porte sur des salaires à échoir, ces derniers pourront aussi bien être frappés chez le nouveau patron que chez l'ancien. Il n'y aura qu'une saisie de plus, et partant, des frais nouveaux qui resteront en définitive à la charge du débiteur. Le salarié n'aura même pas, pour échapper à son créancier, la ressource de céder son salaire à un ami complaisant puisque le dixième saisissable n'est pas cessible, ainsi que nous l'avons vu.

(1) Civ. C., 20 juillet 1892 (D. 93, 1, 86).

Aussi, la loi du 12 janvier 1895 prévoyait-elle la tentative de conciliation pour la saisie-arrêt des salaires, du moins dans un cas. Si le créancier avait un titre, il n'avait pas besoin d'autorisation de saisir ; il ne pouvait donc pas être question de tentative de conciliation. Au contraire, si le créancier n'avait pas de titre, il lui fallait d'abord obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir. Or, comme par essence le juge de paix a un rôle conciliateur, il était tout naturel qu'il pût essayer d'un arrangement, avant d'accorder cette autorisation. Ce n'était point une obligation, mais une simple faculté pour le juge de paix et il avait la souveraine appréciation de l'opportunité de cette tentative.

La loi du 27 juillet 1921 a franchi un pas de plus. Elle ne distingue pas selon qu'il y a un titre ou qu'il n'y en a pas : dans l'un et l'autre cas, l'essai de conciliation est rendu obligatoire (art. 64 du C. du Trav.), tant le législateur souhaite que les parties conviennent d'un arrangement, sur les conseils et en présence du magistrat cantonal qui n'aura qu'à en dresser procès-verbal. (En effet, dès le seuil de la procédure de saisie-arrêt et jusqu'à la fin, des occasions sont offertes aux parties pour se mettre d'accord. Si en dépit de la tentative de conciliation initiale, la procédure a été engagée, l'arrangement est encore possible jusqu'au moment où le juge va procéder à la répartition des fonds (art. 70 C. du Trav., paragr. 4). Cependant, dès qu'une saisie-arrêt a été autorisée sur des salaires, les créanciers subséquents qui veulent faire opposition sont dispensés des préliminaires de la conciliation. C'est à première vue irrationnel. Comme le faisait remarquer à la Chambre, M. Lorient (1) si la tentative de conciliation est une très heureuse disposition de la loi, pourquoi ne pas l'appliquer à tous les créanciers ? Le Ministre du Travail (2) a répondu que « l'essai de conciliation ne se comprenait que tant qu'il n'y avait pas encore de saisie, parce que par la comparution des par-

(1) *J.O.*, 28 mai 1915, Chambre Débats, p. 766.

(2) *J. O.*, 28 mai 1915, Chambre Débats, p. 767.

ties devant le juge, il était permis d'espérer qu'une entente s'établirait et que la saisie-arrêt serait évitée ; mais que dès que cette saisie-arrêt était pratiquée, l'essai de conciliation des intervenants ne pouvait plus avoir pour but de l'empêcher. » L'argument ne nous paraît point décisif, car si la saisie-arrêt existe déjà quand se produisent de nouvelles oppositions, il n'en est pas moins vrai que plus il y aura d'opposants, plus longue sera la saisie-arrêt, et que par conséquent, il y aurait intérêt à éviter ces nouvelles oppositions, en essayant de la conciliation. Logiquement, il y a une lacune dans la loi.

Sous le bénéfice de cette observation, — dont la portée est assez faible, parce qu'en fait, quand un débiteur est frappé d'une saisie-arrêt, ses autres créanciers impayés sont obligés de faire opposition pour conserver leurs droits et ne point passer après les autres opposants, — le législateur de 1921 a imposé au créancier, avant tout acte de saisie proprement dite, un essai de conciliation. Ce n'est d'ailleurs qu'une application d'une tendance générale : de plus en plus, dans des lois récentes, se développe le rôle conciliateur du juge. C'est même devant le magistrat qui éventuellement sera appelé à juger l'affaire que doit se dérouler la tentative de conciliation. En matière de saisie-arrêt des salaires ce sera toujours le juge de paix, mais en matière de loyers, par exemple, la loi du 31 mars 1922 prévoit pour les loyers dépassant annuellement mille francs, que la tentative de conciliation se fera devant un juge du tribunal civil, qui pourra par la suite avoir à juger le différend. Les auteurs de ces lois ont estimé que le juge pouvait mieux éclairer sa religion, dans le silence de son cabinet, en présence des seules parties, que dans l'encombrement d'une audience. De plus, comme le juge fera pressentir au plaideur récalcitrant dans quel sens il rendra plus tard son jugement, il dispose d'un moyen puissant d'intimidation pour obtenir un arrangement.

Le législateur a pensé que c'était un bien, parce que des frais de procédure étaient ainsi évités. Certains pen-

sent que ce peut être un mal, parce que l'une des parties, moins habile pour exposer son affaire et plus facilement intimidable que son adversaire, pourra se laisser influencer et compromettre ses droits. Il est vrai que les mêmes inconvénients pourraient se produire à l'audience, et la partie perdante aurait en plus les frais d'un jugement à payer. Au surplus, les parties pourront se faire assister d'un défenseur, (avocat ou avoué) : la loi du 31 mars, sur les loyers, le dit expressément.

Quoi qu'il en soit, pour que cette tentative ait quelque chance de succès, le législateur a imposé aux parties de comparaître en personne — du moins, aux créanciers. — L'art. 73 du Code du Travail (paragr. 3) dispose que « les procurations données par le créancier saisissant doivent être spéciales pour chaque affaire et sont soumises aux droits de timbre et d'enregistrement ». La mesure tout d'abord paraît étrange, quand on la compare à celle qui exempte de tous droits les procurations données par les débiteurs-saisis et par les tiers-saisis. Cependant, elle se conçoit très bien. Le législateur a pensé qu'une conciliation n'était possible qu'entre parties et non entre agents d'affaires. La procuration donnée par le saisissant doit être spéciale afin précisément d'éviter que des agents plus ou moins véreux obtiennent moyennant une faible rétribution — le plus souvent un tant pour cent — un pouvoir général du créancier, et qu'ainsi, maîtres à bons prix des créances arriérées, ils puissent pour leur propre compte poursuivre le débiteur et faire impitoyablement saisir-arrêter son salaire, alors que le créancier originaire — la vente de sa créance à prix réduit l'a montré — aurait consenti une transaction.

C'est bien dans un but d'éviction des agents d'affaires, que les procurations données par les saisissants sont assujetties aux droits de timbre et d'enregistrement. Ces droits sont suffisamment élevés, de sorte que le créancier, si sa créance n'est pas d'une certaine importance, ne chargera point un tiers de la recouvrer, car les frais de procuration égalerait — ou dépasseraient — le montant mê-

me de cette créance. Il se présentera en personne et comme il ne tiendra point à connaître les lenteurs de la procédure, il sera tout disposé à faire au débiteur une remise, moyennant un paiement comptant — la même remise que celle qu'il aurait faite à l'acquéreur de sa créance. — Et ainsi aura été évitée une saisie-arrêt ! Du moins, c'est ce qu'a souhaité le législateur de 1921 ; peut-être n'y a-t-il pas complètement réussi. M. Lorient (1) l'indiquait en 1915, le plus grand ennemi du salarié, c'est l'établissement de vente à crédit. C'est lui, d'après les statistiques qui fait la grosse majorité des saisies-arrêts. Or, précisément, ces grandes sociétés « du mauvais crédit » ont des représentants attitrés qui n'auront pas besoin de procuration spéciale et qui pourront tourner les dispositions de la loi.

Néanmoins, dans l'ensemble, ces dispositions de la loi du 27 juillet 1921, relatives à la conciliation, se défendent fort bien. Nous allons étudier maintenant la procédure elle-même de cette conciliation.

Tout d'abord, le juge de paix de la résidence du débiteur doit être requis par le créancier, afin de convoquer son débiteur : comment se fait cette requête ? La loi est muette, cependant, elle semble bien exiger que le créancier se présente lui-même, car le paragraphe 3 de l'article 64 du Code du Travail dispose que les « lieu, jour et heure de l'essai de conciliation seront indiqués verbalement au créancier au moment où il formule sa réquisition ». Pour qu'on puisse lui donner un renseignement verbal, il faut qu'il soit présent et par conséquent, étant présent, c'est verbalement qu'il présentera sa requête. A qui doit-il la présenter ? Evidemment pas au juge de paix lui-même, car en dehors des heures d'audience il ne réside pas à la justice de paix, et ce n'est pas non plus pendant les audiences que le législateur a voulu que les créanciers viennent se présenter pour demander une convocation de leurs débiteurs ? Par conséquent, c'est au greffier qu'ils devront s'adresser. Celui-ci

(1) J.O., 28 mai 1915, Chambre Débats, p. 770,

gardera trace de cette requête et du jour qu'il indiquera pour la conciliation. Il nous semble que mention devra en être portée sur le registre spécial, qu'aux termes de l'art. 72 du Code du Travail, le greffier est obligé de tenir, et sur lequel « sont mentionnés tous les actes d'une nature quelconque, décisions et formalités », auxquels donne lieu la saisie-arrêt des salaires. La formule, on le voit, est large et la requête de convoquer le débiteur en conciliation étant l'acte nécessairement initial, nous paraît avoir sa place parmi « les formalités ».

La demande ainsi formulée par le créancier, inscrite par le greffier qui a fixé un jour, doit être portée à la connaissance du juge de paix qui doit théoriquement convoquer le débiteur. Le texte dit un peu plus loin que la convocation est faite par le greffier au moyen d'une lettre recommandée. En bonne logique, le créancier devrait demander un jour au greffier, le juge fixerait ce jour et ordonnerait la convocation du débiteur : le greffier, une fois fixé, aviserait par lettres recommandées et le créancier requérant et le débiteur. Mais dans son très légitime désir de diminuer les frais, le législateur a voulu éviter l'envoi d'une lettre recommandée au créancier, en fournissant verbalement à ce dernier les indications utiles de jour et d'heure de la tentative de conciliation. Seulement, pour atteindre cette fin, il fallait ou bien obliger le créancier à s'adresser au juge de paix lui-même, — ce qui paraît bien peu pratique, — ou bien lui permettre de s'adresser au greffier, qui fera lui-même le nécessaire, ce qui est bien plus commode, les greffes étant ouverts tous les jours. Aussi pensons-nous que, lorsque le créancier présente sa requête verbalement au greffier, celui-là fixe un jour pour la comparution et assigne le débiteur pour le dit jour, par devant le juge de paix et au nom de ce dernier.

Le débiteur est convoqué par les soins du greffier, au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception. C'est une dérogation au droit commun, les convocations en conciliation se faisant par simples « billets d'invitation »

ou « avertissements », conformément à la loi du 2 mai 1855. Le délai pour comparaître est de « trois jours francs à partir de la date de la remise, figurant à l'avis de réception » (art. 64 du Code du Travail, paragraphe 2). Ceci est fort normal; c'est le délai de droit commun fixé par la loi du 13 mars 1922 pour les convocations en justice de paix, aussi bien en conciliation qu'à l'audience. Le même paragraphe 2 ajoute : « il est compté et augmenté conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de Procédure Civile. » Cette formule s'appliquait, bien entendu, au droit existant lors de la promulgation de la loi du 27 juillet 1921; elle n'est plus très heureuse. Certes, il est normal que la partie appelée à faire acte de plaideur dans un lieu éloigné de son domicile puisse disposer d'un délai supplémentaire pour effectuer le voyage qui lui est nécessaire, mais, depuis la loi du 13 mars 1922 (entrée en vigueur le 1^{er} juin 1922), l'augmentation des délais ne se compte plus par fractions de cinq myriamètres à parcourir; ils sont fixés d'après certaines zones d'éloignement, de sorte que les règles qui gouvernent les convocations pour saisie-arrest de salaire sont les mêmes que pour toutes les autres convocations en justice de paix. Le délai pour comparaître est de trois jours, si le cité habite le canton ou les cantons limitrophes. Il est de cinq jours si le débiteur habite les autres parties du département ou dans les départements limitrophes. Il est de quinze jours dans les autres cas (si le débiteur habite les autres parties de la France continentale). Le paragraphe 2 de l'article 64 du Code du Travail n'est désormais qu'une application de droit commun.

Ainsi convoqué, le débiteur est ou non atteint par la lettre recommandée et il se présente ou ne se présente pas à la tentative de conciliation. Bien entendu, si c'est le créancier qui ne se présente pas, l'affaire est classée sans suite. Si c'est le débiteur qui fait défaut, les délais pour comparaître étant expirés, le juge de paix dresse un procès-verbal de non-comparution et puis établit une distinction suivant que le créancier a un titre ou n'a pas de titre,

a) Si le créancier a un titre, que le greffier ait ou non reçu l'avis de réception de la lettre adressée au débiteur, il est passé outre; le juge de paix, nous le verrons, autorise la saisie.

b) Si le créancier n'a pas de titre et si le greffier n'a pas reçu l'avis de réception du débiteur convoqué, le créancier doit citer par huissier son débiteur dans les délais du paragraphe 2 de l'article 64 du Code du Travail, c'est-à-dire trois jours francs à dater de la remise de la citation, modifiés, s'il y a lieu, à raison des distances.

Ce recours à l'huissier, alors qu'on a tout fait dans le reste de la loi pour se passer de son ministère, ne laisse pas que de paraître étrange tout d'abord, surtout lorsqu'on songe qu'il s'agit non point de signifier un acte constitutif de la saisie, mais une invitation à une mesure de conciliation. Cependant, avec la valeur que le législateur de 1921 s'est plu à attacher à la tentative de conciliation, il ne pouvait guère en être autrement. Il faut à tout prix, avant d'entamer une procédure coûteuse, que les parties se rencontrent et s'expliquent. Le débiteur ne s'est pas présenté; mais on n'est point sûr que ce soit par mauvais vouloir; on n'a aucune preuve qu'il a été touché par la convocation, puisqu'on n'a pas d'avis de réception de la lettre recommandée. Alors, à regret sans doute, le législateur est forcé de reconnaître qu'un huissier présente plus de garantie qu'un facteur pour remettre cette convocation en mains propres ou à une personne qui s'en chargera, et c'est à l'huissier qu'il fait appel pour cette nouvelle citation. Selon l'expression même du rapporteur à la Chambre, M. Bender, « à moins de recourir au mandat d'amener, il n'y a pas d'autres moyens de réunir les parties dans le cabinet du juge » (1).

Aux termes de l'article 64, paragraphe 4, cette citation par huissier n'est nécessaire que si le débiteur ne se pré-

(1) J.O., 28 mai 1915, Chambre Débats, p. 758.

sente pas « à défaut d'avis de réception ». Si donc, les délais pour comparaître étant expirés, le débiteur ne se présente pas et si le greffier a reçu l'avis de la réception par le débiteur de sa convocation, ce défaut pourra être interprété comme volontaire, et nous ne croyons pas qu'il y ait lieu à citation par huissier. Que le créancier ait un titre ou qu'il n'en ait pas, le juge autorise la saisie.

Supposons maintenant, à l'inverse du cas que nous venons d'envisager, que le débiteur se présente. Le juge de paix dresse alors un procès-verbal de comparution. Mises en présence, les parties peuvent s'entendre ou ne pas s'entendre. Si elles tombent d'accord, le juge, dans son procès-verbal, mentionne cet accord. Le vœu du législateur est comblé. Le texte dit exactement : « Le juge mentionne les conditions de l'arrangement « s'il y en a », ce qui pourrait laisser supposer que tous les arrangements n'ont pas à être mentionnés, par exemple « lorsqu'il n'y a pas de conditions ». D'abord, nous ne voyons guère qu'un cas où un arrangement soit possible sans condition : c'est lorsque le débiteur désintéresse sur-le-champ, intégralement, en présence du magistrat, son créancier qui accepte le paiement, sinon il y aura toujours des conditions à l'arrangement, et il serait bien imprudent d'avoir pu obtenir une transaction et de n'en pas conserver de preuve ! Même si cet arrangement sans conditions existait, il faudrait en faire mention, d'abord dans le procès-verbal du juge, et ensuite sur le registre du greffier, car la réquisition à fin de convocation ayant été déjà inscrite, il faut pouvoir, par la suite, en connaître le résultat, c'est-à-dire savoir s'il y a eu ou non arrangement et dans quels termes.

La loi du 31 mars 1922 sur les loyers nous semble mieux inspirée quand elle exige que toutes les conditions de l'accord soient insérées dans le procès-verbal de conciliation ; il est vrai que, dans ce dernier cas, la mesure s'impose, puisque le législateur est allé jusqu'à revêtir un tel procès-verbal de conciliation de la formule exécutoire.

Au contraire, si les parties mises en présence ne par-

viennent pas à s'entendre, le juge de paix dresse un procès-verbal de non-conciliation. C'est en pratique ce qui arrive le plus fréquemment. La procédure véritable de la saisie-arrêt va alors commencer.

§ 2. — *Nécessité d'une autorisation de saisir. — Pouvoirs du juge.*

En matière de salaires, dans aucun cas le premier acte de la procédure ne peut être la signification de l'exploit de saisie-arrêt. Déjà, la loi du 12 janvier 1895 exigeait soit une autorisation délivrée par le juge, soit un visa donné par le greffier. La loi du 27 juillet 1921 a décidé qu'aucune saisie-arrêt d'un salaire ne serait possible si elle n'avait pas été précédée d'une autorisation du juge de paix compétent, c'est-à-dire du juge de la résidence du débiteur. C'est une nouvelle dérogation au droit commun, plus grave encore que celle déjà apportée par la loi du 12 janvier 1895. Cette dernière, en effet, n'imposait de demande d'autorisation qu'à défaut de titre. C'était, somme toute, l'application de l'art. 558 du Code de Procédure Civile (avec, comme différence, la seule compétence pour donner cette autorisation, du juge de paix de la résidence du débiteur, alors que pour les autres saisies-arreêts le juge compétent est le Président du Tribunal ou le juge de paix, et indifféremment du domicile du débiteur ou de celui du tiers-saisi). Pour les autres cas, la loi du 12 janvier 1895 n'imposait préalablement à la signification de l'exploit de saisie-arrêt, que le visa du greffier, lequel n'avait point à apprécier la valeur juridique du titre qui lui était soumis, mais seulement à rechercher si déjà une saisie-arrêt n'avait pas été pratiquée à l'encontre du même débiteur. La formalité du visa n'était que le corollaire du principe de l'unité de la saisie. Sans doute, cette même idée se retrouve dans la loi du 27 juillet 1921, mais avec quelque chose de plus. Désormais, dans toutes les hypothèses, le créancier devra obtenir du juge une autorisation, et pour cela devra d'abord se présenter à la tentative

de conciliation, car ce n'est qu'après l'échec de cette tentative que le juge accorde l'autorisation sollicitée. C'est en quelque sorte une conséquence de l'essai de conciliation obligatoire.

Si le débiteur ne s'est pas présenté au jour et à l'heure fixés, ou si, s'étant présenté, il n'a pu s'entendre avec son créancier, le juge rend une ordonnance autorisant le créancier à saisir-arrêter le salaire de son débiteur. L'article 64 *a* du Code du Travail exige que « le créancier ait un titre où qu'il n'y ait pas de contestation sérieuse sur l'existence ou sur le chiffre de la créance ». Si donc le créancier a un titre, que le débiteur se présente ou ne se présente pas — sauf si un accord intervenait — le juge autorise la saisie-arrêt du salaire du débiteur.

De même, si le débiteur a été régulièrement convoqué (la preuve en étant fournie soit par l'avis de réception de la lettre recommandée, soit par l'exploit d'huissier) et s'il fait défaut, même si le créancier n'a pas de titre, la saisie doit être autorisée, parce que le défaut du débiteur peut être assimilé au manque de contestation sérieuse à faire valoir. C'est du moins ce que décide le paragraphe 4 de l'article 64 *a*, par analogie avec la disposition du paragraphe précédent, qui, nous l'avons indiqué, permet de pratiquer une saisie-arrêt du salaire du débiteur, quand ce dernier n'a pas de contestation sérieuse à faire valoir (c'est-à-dire quand il ne nie pas sa dette ou n'en discute pas le montant).

Sous l'empire de l'ancienne législation, le juge, lorsque le créancier n'avait pas de titre, pouvait à son gré autoriser ou refuser la saisie. Certains juges de paix, même en l'absence de contestation de la part du débiteur, refusaient l'autorisation, estimant qu'il fallait au créancier « un titre régulier ». Ils l'obligeaient ainsi à prendre d'abord un jugement. C'est pour éviter ces abus que la loi nouvelle a rendu obligatoire dans les hypothèses qu'elle prévoit, l'oc-

troi de cette autorisation. Cela résulte de l'expression « le juge autorise », et surtout des travaux préparatoires (1).

On peut se demander ce qu'il adviendra lorsque le créancier n'a pas de titre, et lorsque le débiteur conteste l'existence ou le chiffre de sa dette ? Nous avons dit, en étudiant la compétence du juge de paix, que, si le différend n'excédait pas les limites ordinaires de sa compétence, il le tranchait, et que, sinon, il devait surseoir à statuer et renvoyer les parties devant la juridiction compétente (2).

Dans son ordonnance, le juge de paix doit indiquer le chiffre pour lequel la saisie-arrêt sera pratiquée. Ce chiffre sera la demande du créancier, s'il y a un titre, ou s'il n'y a pas de contestation de la part du débiteur. S'il n'y a pas de titre, et s'il y a désaccord entre les parties sur le montant de la créance, nous estimons que, même en attendant que le différend soit tranché par le tribunal compétent, — pour les cas où le juge de paix ne peut pas le trancher lui-même, — le dit juge de paix pourra arbitrer une somme pour laquelle sera pratiquée la saisie-arrêt, car si dans la loi on trouve des cas d'autorisation obligatoire, on n'en trouve pas d'autorisation défendue. Les fonds seraient alors retenus, mais lors de la procédure de validité, s'il était établi que la saisie-arrêt avait été injuste, ils seraient restitués au salarié saisi, et le créancier de mauvaise foi serait passible de dommages-intérêts.

En résumé, lorsqu'il y a un titre ou lorsqu'il n'y a pas de contestation sérieuse, le juge doit autoriser la saisie-arrêt sollicitée; s'il n'y a pas de titre et s'il y a contestation de la part du débiteur, il peut l'autoriser ou la refuser.

Une question se pose tout naturellement : est-ce que le débiteur-saisi a une voie de recours contre l'ordonnance du juge qui autorise de saisir-arrêter son salaire, et d'autre part, est-ce qu'une voie de recours existe pareillement en faveur du créancier auquel le juge de paix refuse l'autori-

(1) *J.O.*, 14 novembre 1906, Débats, Sénat, M. Savary, rapporteur, p. 875.

(2) *Cass. Civ.*, 19 mai 1914 (D. 17, 1, 176), *Civ.*, 22 février 1905 (D. 65, 1, 303).

sation demandée ? Nous estimons qu'il faut répondre par la négative. D'ailleurs, pour le débiteur, le recours contre l'ordonnance serait sans grande utilité. L'ordonnance, en effet, n'engage en rien le fond du droit; il y a donc toujours la ressource de discuter ce fond lui-même. S'il croit que la saisie-arrêt de son salaire a été autorisée à tort, le débiteur demandera la nullité de la saisie-arrêt pratiquée, soit en prenant lui-même les devants et en introduisant une action, soit en défendant à la procédure de validité de la saisie que le créancier saisissant sera contraint à faire.

Le problème est plus délicat pour le créancier auquel le juge refuse d'autoriser la saisie qu'il réclame. Il nous semble que s'il y a refus dans les cas où la loi dit « le juge autorise », le juge se rend à l'égard du créancier coupable de dol. Le créancier, croyons-nous, doit pouvoir recourir à la prise à partie — procédure, à la vérité, fort dangereuse et à laquelle, en fait, ne recourt pas le justiciable. Il faut donc reconnaître que la loi du 27 juillet 1921 n'a pas vu cette difficulté : il aurait été plus sage de dispenser le créancier de cette autorisation, le débiteur saisi ayant, comme nous venons de l'indiquer, un moyen de faire valoir ses droits méconnus, alors que le créancier n'a pratiquement aucun moyen d'obtenir une saisie-arrêt que le juge de paix lui refuse. Un seul cas de refus aurait dû être prévu, afin de conserver l'unité de la saisie : celui où une première saisie-arrêt aurait déjà été autorisée sur le même salaire que celui que le créancier veut atteindre.

§ 3. — *L'Intervention.*

Sur ce point, la loi du 27 juillet 1921 n'a pas innové : elle a reproduit à peu de choses près les dispositions de la loi du 12 janvier 1895. Nous en parlerons cependant, pour justifier son maintien, en dépit des critiques qu'elle a soulevées.

Dans le système adopté par le Code du Travail, il ne peut y avoir sur un salaire qu'une seule saisie; les opposi-

tions ultérieures viennent se fondre dans la procédure de la saisie déjà commencée : c'est le régime de l'unité d'opposition. Le premier créancier opposant est seul « saisissant », les autres sont « intervenants ». Il y a entre ces deux catégories d'opposants une différence importante : le premier est soumis à la tentative de conciliation et à la demande d'autorisation du juge pour pouvoir saisir-arrêter le salaire de son débiteur; les autres, au contraire, doivent seulement faire une demande d'intervention au greffier, qui l'inscrira sur son registre (art. 65 du Code du Travail).

Cette demande pourra être faite en personne et, croyons-nous, en ce cas, verbalement. Le greffier inscrira la demande sous la dictée du créancier, mais comme ce dernier ne se présentera pas devant le juge avec son débiteur pour s'expliquer — du moins avant la procédure de validité — il devra signer sa demande et la déclarer sincère en l'accompagnant de toutes les justifications utiles, tant au point de vue de l'existence de sa créance qu'au point de vue de son montant. Cette demande pourra aussi être faite par mandataire, mais son pouvoir devra satisfaire aux exigences de l'article 75 du Code du Travail, c'est-à-dire être spécial, timbré et enregistré; tous ces frais restant à la charge du créancier.

Le texte de l'article 65 du Code du Travail dit que la demande d'intervention devra « contenir » les pièces justificatives; il ne dit pas que ces pièces devront être « déposées ». On ne voit cependant pas bien comment le juge pourra faire l'« évaluation de la créance » sans avoir les pièces en main. On peut regretter que le créancier intervenant n'ait pas devant le juge, comme le premier opposant, une rencontre et une discussion avec son débiteur. Cette lacune de la loi, a dit M. Lorient à la Chambre (1), est d'autant plus grave que le créancier, se fiant à cette procédure expéditive et ayant des craintes sur le recouvrement

(1) *J.O.*, 28 mai 1915, Chambre, Débats, p. 766.

de sa créance, sera amené « involontairement à en majorer un peu le chiffre ».

Le but de la procédure de l'intervention est l'unité de la saisie-arrêt. La loi du 12 janvier 1895 le disait expressément : « Une seule saisie doit être autorisée par le juge », et cela se comprenait fort bien. Sans cette disposition, il y aurait eu autant de procédures que de créanciers opposants, et par conséquent autant d'exploits d'huissier. Aujourd'hui, tous les exploits sont supprimés. Néanmoins, la loi du 27 juillet 1921 a voulu conserver la procédure de l'intervention. La raison d'une telle disposition ne peut plus être une raison d'économie d'argent; ce peut être une raison d'économie de temps, afin d'éviter au créancier et au débiteur de se traîner « inutilement » à une audience de conciliation.

Les interventions, dans les formes indiquées par l'article 65 du Code du Travail, peuvent se produire dès qu'une première saisie-arrêt a été « pratiquée ». Que faut-il entendre par cette expression ? On s'accorde à reconnaître qu'il s'agit d'une première saisie-arrêt autorisée et signifiée. En signifiant l'ordonnance (ou plutôt, nous le verrons, en la notifiant), le créancier enlève à tous autres la faculté de saisir-arrêter le salaire de leur débiteur commun.

Les interventions sont encore possibles jusqu'à la répartition qui clôture la saisie-arrêt.

SECTION II

Les opérations de la saisie-arrêt proprement dite.

Nous étudierons chacune de ces opérations en distinguant les formes et les effets. La loi du 27 juillet 1921 a apporté dans cette partie de nombreuses innovations : les principales peuvent se ramener aux principes généraux que nous avons déjà exposés. C'est ainsi que, pour supprimer des frais, la notification de la saisie par le greffier remplace sa signification par l'huissier. C'est par égard

pour le tiers saisi que la garde des fonds retenus lui a été enlevée et a été confiée au greffier. C'est pour tâcher d'abréger la durée des saisies et favoriser les ententes entre créanciers et débiteur qu'a été imaginée la main-levée conditionnelle.

§ 1. — *Premier acte : Notification de la saisie
ou de l'intervention.*

a) FORMES :

La saisie autorisée et l'intervention inscrite doivent être portées à la connaissance du patron tiers-saisi, pour produire quelque effet. De droit commun, la procédure de la saisie-arrêt débute par cette défense au tiers-saisi de verser entre les mains du débiteur saisi ce qu'il lui doit, avant même d'en avertir le débiteur. En matière de salaire, le législateur ayant estimé que le débiteur ne pouvait pas faire disparaître son gage aussi facilement que les autres matières, c'est entre le créancier et le débiteur que doivent se dérouler les préliminaires de la saisie. Néanmoins, un moment arrive où il faut que le patron soit avisé.

Ces avis sont donnés par lettres recommandées : c'est la grosse innovation de la loi du 27 juillet 1921.

Quand l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt d'un salaire a été rendue, le greffier, dit l'article 64 *b* du Code du Travail, doit en donner avis d'office. Point n'est besoin d'une réquisition. Avis de l'ordonnance est donné au patron tiers-saisi, — ce qui est normal. Il pourra aussi être donné au représentant du patron, préposé au paiement des salaires dans le lieu où travaille le débiteur-saisi (nous avons eu déjà à justifier cette disposition). S'il s'agit de l'Etat, la notification devra être faite aux personnes indiquées par la loi du 9 juillet 1836, article 13, c'est-à-dire aux « payeurs », agents ou préposés, chargés de payer les mandats des fonctionnaires ou des ouvriers de l'Etat. Sous le bénéfice de ces explications, avis de la saisie-arrêt devra toujours être donné au tiers-saisi, patron ou représentant.

Il devra également être donné au débiteur, - saisi lui-même dans quelques cas. S'il a assisté au prononcé de l'ordonnance, il la connaît suffisamment, mais s'il ne s'est pas présenté à la tentative de la conciliation, le greffier devra l'aviser qu'une ordonnance de saisie-arrêt a été rendue contre lui. (L'article 64 *b* parle au pluriel des « tentatives d'arrangement » auxquelles ne s'est pas présenté le débiteur, parce qu'en effet, il a pu faire défaut une première fois en ne répondant pas à la lettre recommandée de convocation, et une seconde fois en ne répondant pas à l'exploit de l'huissier.)

Cette notification de l'ordonnance du juge de paix — au tiers-saisi toujours et au débiteur-saisi quelquefois — ne doit pas seulement être faite par le greffier d'office; elle doit encore — seconde nouveauté de la loi du 27 juillet 1921 — l'être dans un délai très court : 48 heures à partir de la date de l'ordonnance. Bien que la durée du temps soit calculée en heures, il est évident que la loi veut parler d'un délai à compter par jours; le mot « date » de l'ordonnance nous semble l'indiquer d'une façon certaine. Il est à remarquer qu'aucune sanction n'a été spécialement édictée en cas du non-accomplissement de cette formalité. Seul le greffier serait en faute et passible d'une peine disciplinaire. Il pourrait, en outre, être condamné à des dommages et intérêts, si le créancier établissait avoir été lésé par le retard dans l'envoi de l'avis.

On peut reprocher à ce régime nouveau, imposant une aussi rapide notification, de rendre impossibles les arrangements susceptibles d'intervenir au dernier moment, grâce à un sursis consenti par un créancier déjà muni, par simple précaution, d'une autorisation d'exécuter. Ce point a échappé au législateur, pourtant si désireux par ailleurs d'arrangements

L'avis, envoyé par le greffier, devra contenir (art. 64 *b* du Code du Travail, parag. 3) :

« 1° La mention de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt et la date à laquelle elle a été rendue.

« 2° Les noms, prénoms, profession, domicile du créancier saisissant, du débiteur-saisi et du tiers-saisi.

« 3° L'évaluation de la créance par le juge de paix. »

Reprenons rapidement cette énumération.

La première mention n'appelle aucune remarque.

Pour la seconde, il est d'évidence que le tiers-saisi (et le débiteur-saisi, s'il n'était pas présent) ont besoin de connaître le nom du saisissant et son domicile, pour l'actionner, le cas échéant, en nullité de la saisie. Le tiers-saisi a également besoin de savoir quel est le débiteur-saisi, afin de pouvoir effectuer des retenues sur le salaire qu'il devra payer. Par contre il nous paraît moins utile que le nom et le domicile du tiers-saisi soient mentionnés : ils ont fatalement figuré à l'adresse de la lettre qu'il a reçue. Néanmoins on peut dire que c'est un moyen de vérifier qu'il n'y a pas erreur, et que le tiers-saisi est bien le destinataire de la lettre recommandée.

Pour la troisième mention, l'évaluation de la créance sera toute faite si la créance est liquide ; elle sera au contraire à faire par le juge de paix si elle n'est pas liquide. Si, par hasard, le greffier dans son avis omettait d'indiquer le montant de la créance du saisissant, nous croyons que le patron serait prudent en retenant le dixième du salaire de son ouvrier, car il serait en effet avisé de l'existence d'une saisie-arrêt contre son salarié.

Le greffier, bien qu'aucun texte ne l'indique, devra signer l'avis qu'il expédie, en indiquant la date d'envoi, quoiqu'à la vérité cette date n'ait aucune importance. Nous pensons en effet que la date qui doit être prise en considération pour marquer le point de départ des effets d'une saisie-arrêt, n'est point la date d'expédition de l'avis, mais la date de sa réception par le tiers-saisi destinataire. Cette solution nous paraît s'imposer par analogie avec les significations faites par huissier, pour lesquelles les délais courent du jour de la remise de l'exploit.

Nous avons dit que la forme imposée par la loi était la lettre recommandée ; une lettre ordinaire serait donc inf-

ficace. Que décider, si la signification a été faite par exploit d'huissier ? Nous ne pensons point que cette signification puisse être nulle, mais les frais devraient en être supportés uniquement par le créancier saisissant. Elle ferait double emploi avec la lettre recommandée que doit d'office envoyer le greffier. Le seul intérêt pour le saisissant serait que la signification par l'huissier pût précéder la réception de l'avis recommandé : le patron devrait alors opérer plus tôt la retenue sur le salaire, mais on sent combien minime serait l'avantage comparé aux frais exposés.

L'intervention une fois inscrite par le greffier est notifiée par lui dans les mêmes formes et le même délai que l'ordonnance du juge de paix. L'art. 65 du Code du Travail dispose : « le greffier en donne avis dans les quarante-huit heures au tiers-saisi par lettre recommandée et aussi par lettre recommandée au débiteur-saisi. » Pas plus que pour la notification de l'ordonnance, aucune sanction n'est prévue pour le défaut d'avis d'intervention. L'art. 65 ne parle que du tiers-saisi : il faut, par assimilation de cet article avec le précédent, décider que l'avis doit être donné au patron, ou à son préposé au paiement dans le lieu où travaille le débiteur saisi. Tandis que pour l'ordonnance la notification n'était prescrite pour le débiteur-saisi que s'il avait fait défaut, elle doit toujours être faite au cas d'intervention, parce que le débiteur n'a pas eu à être présent au greffe au moment où le créancier a fait sa déclaration.

Le texte ne dit pas ce que devra mentionner l'avis d'intervention, mais il devra certainement contenir les noms et adresses du créancier intervenant et du débiteur-saisi (et sans doute aussi, du tiers-saisi). Il devra également indiquer la date de l'intervention et le montant de la créance. Quel sera ce montant ? Nous n'en voyons qu'un : celui déclaré au greffier par le créancier intervenant. L'ordonnance, nous l'avons dit, doit indiquer « l'évaluation de la créance par le juge de paix » et l'avis reproduit cette évaluation. En doit-il être de même pour l'intervention ? L'art. 65 du Code du Travail ne paraît pas l'indiquer : « La demande est inscrite

par le greffier. . . Le greffier en donne avis dans les 48 heures. » Grammaticalement, c'est bien de l'inscription de la demande qu'il doit aviser. D'ailleurs pratiquement, le juge pour faire une évaluation ne pourrait disposer que de la déclaration que l'intervenant a faite au greffier. Il en serait autrement si le dépôt des pièces justificatives de la demande avait été fait, mais ce dépôt, qualifié par M. Trannoy de « monstruosité juridique » n'a pas été adopté par le Parlement. Logiquement, le créancier intervenant aurait dû faire sa déclaration et déposer ses pièces : le juge après examen aurait rendu une ordonnance, et c'est cette ordonnance qu'aurait signifiée le greffier. Mais ce n'est point ce qu'a voulu la loi du 27 juillet 1921, désireuse de simplification et de rapidité.

b) EFFETS DE LA NOTIFICATION DE L'ORDONNANCE DE SAISIE.

Dès que l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt a été notifiée par le greffier au tiers-saisi, ce dernier ne doit point payer au débiteur-saisi l'intégralité de son salaire, sous peine d'être personnellement responsable à l'égard du saisissant des retenues qu'il n'aurait pas opérées : c'est l'application de l'art. 1242 du Code Civil. Mais tout d'abord, quelles retenues devra-t-il faire ? Devra-t-il retenir toujours toute la fraction saisissable, c'est-à-dire le dixième du salaire, ou seulement une fraction plus minime, pour le cas où elle serait suffisante pour désintéresser les créanciers ? De droit commun, l'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée est totale ; en appliquant ce principe, quel que soit le montant des « causes de la saisie » le patron devrait retenir un dixième du salaire. Est-ce la solution qu'il faut adopter ? L'article 64 b du Code du Travail, dans son paragraphe 4, dit que le « débiteur peut toucher du tiers-saisi la portion non « *saisie* » de son salaire ». Il semble donc bien dans l'esprit du législateur que cette fraction saisie ne se confond pas toujours avec la fraction saisissable. En pratique d'ailleurs, cette distinction aura peu d'importance, car, en général,

dès qu'une saisie est pratiquée, d'autres oppositions se forment, et si dès le début, le débiteur est privé d'une fraction moindre de son salaire, il devra plus longtemps subir des retenues : il est donc aussi avantageux pour lui de retenir dès le début tout le dixième saisissable, — sauf toutefois, si la créance du saisissant était très minime.

Pendant les trois mois qui suivent la réception de la notification recommandée de la saisie-arrêt, le patron n'a qu'à retenir, à chaque paye, sur le salaire du débiteur-saisi, la fraction saisie (ou selon nous, saisissable). Après ces trois mois, et dans les quinze jours qui suivent, il doit verser au greffier de la résidence du salarié le montant des retenues opérées pendant le trimestre écoulé. Tous les trois mois, un nouveau versement sera à faire, jusqu'à la main-levée de la saisie. Cependant si, avant l'expiration de ces trois mois, un événement se produisait, de nature à empêcher les retenues de pouvoir être effectuées — si, par exemple, le débiteur-saisi mourait ou, plus simplement quittait son patron, ce dernier n'aurait pas à attendre la fin du trimestre pour verser les retenues déjà pratiquées : il devrait faire son versement dans les quinze jours qui suivent l'événement ayant mis fin aux retenues.

Ces versements périodiques devront être faits, soit au greffier lui-même, directement, soit par l'intermédiaire de l'administration des postes. Dans le premier cas, le patron sera déchargé par une quittance du greffier, dispensée des droits de timbre (art. 73 du C. du Trav.); dans le second, il sera déchargé par l'avis de réception délivré par l'administration des postes. A ce sujet, une grosse lacune de la loi est à signaler en ce qui touche les frais des mandats-postes ou chèques-postaux expédiés par le tiers-saisi. Il n'est dit nulle part qu'ils jouissent de la gratuité : l'art. 73 ne s'occupe que des lettres recommandées. Il faut donc conclure que l'administration des postes se fera payer. Qui devra supporter les frais ? Tout de suite, on pourrait répondre que ce doit être le débiteur-saisi, mais en y réfléchissant, on doit répondre par la négative, car il ne doit

pas dépendre de la volonté seule du tiers-saisi d'aggraver la situation du débiteur-saisi. Nous estimons, dans le silence des textes législatifs, que ces frais doivent être supportés par le tiers-saisi. Il peut, en effet, les éviter, en se transportant au greffe de la justice de paix. Ce n'est qu'un moyen mis à sa disposition pour éviter un déplacement : or, ses frais de déplacement ne lui étant pas remboursés, il est logique — sinon équitable — de ne pas lui rembourser les frais qu'il a exposés pour ne point faire ce déplacement au quel il était tenu.

Le patron en opérant son versement remet au greffier une note indiquant son nom, celui de son salarié, la période pendant laquelle les retenues ont été faites, le montant de ces retenues, et rappelant en vertu de quelle saisie les fonds ont été retenus. Il devra également, s'il fait un versement avant l'expiration du trimestre, en indiquer la cause, par exemple, la cessation du travail par le salarié, ou la notification d'une nouvelle saisie-arrêt dans un autre canton.

Si, au lieu d'être un particulier, le tiers-saisi est l'Etat, le département, la commune, un établissement d'utilité publique (le texte dit « établissement charitable ») les comptables préposés aux paiements doivent, comme les particuliers, opérer les retenues et les reverser périodiquement, mais, au lieu de faire ces versements au greffier, ils les font à la Caisse des Dépôts et Consignations — qui fera d'ailleurs ensuite parvenir les fonds au greffier pour payer les créanciers (art. 69 du C. du Trav., parag. 2).

On voit la grosse innovation apportée par la loi du 27 juillet 1921. Tandis qu'avec la loi du 12 janvier 1895, le tiers-saisi devait conserver les fonds retenus jusqu'à leur distribution, désormais, il n'a plus à les conserver que pendant trois mois. La disposition de la loi nouvelle a pour but de décharger un peu le patron de sa responsabilité. Elle protège d'ailleurs du même coup le débiteur-saisi contre les risques d'insolvabilité du tiers-saisi. En effet, jusqu'à la répartition — nous le verrons bientôt — les créanciers saisissants n'ont aucun droit propre sur les retenues

(art. 66 du C. du Trav.). Si donc, ces retenues disparaissent entre les mains du patron, le débiteur-saisi ne sera point libéré à leur égard. Avec la loi nouvelle, ces risques de brusque insolvabilité du tiers-saisi sont sensiblement réduits : ils ne peuvent plus courir que sur les retenues d'un trimestre.

Sur un point, le législateur nous paraît s'être trompé : c'est lorsqu'il impose au tiers-saisi de faire les versements prescrits, par le seul fait que trois mois se sont écoulés depuis la notification de la saisie-arrêt. Il aurait dû exiger que la saisie fût d'abord devenue définitive. En effet, si, après les trois mois, la saisie vient à être annulée, le patron aura été dérangé inutilement pour faire le versement, et non moins inutilement le salarié devra faire des démarches au greffe de la justice de paix pour toucher les retenues indûment perçues — alors qu'autrement, il lui serait si facile de les toucher directement de son patron, en même temps que le restant de son salaire. C'était dans ce but que M. Trannoy (1) avait proposé et fait adopter un amendement aux termes duquel, les retenues seraient versées dans les délais que nous avons indiqués, « quand les délais de recours contre le jugement de validité seraient expirés ». Sans aucune bonne raison, croyons-nous, cette disposition n'a pas figuré dans la rédaction définitive de la loi. En pratique, d'ailleurs, le jugement de validité ou de nullité de la saisie interviendra presque toujours dans les trois mois de l'ordonnance autorisant la saisie.

L'obligation pour le tiers-saisi d'opérer les versements des retenues qu'il a faites, à des époques déterminées, a été sanctionnée par l'art. 69 *a* du Code du Travail. Le juge de paix qui a autorisé la saisie, si le tiers-saisi ne s'exécute pas « peut » prendre contre lui une ordonnance de contrainte, rendue « d'office ». Les deux expressions « pourra » et « d'office » paraissent peu faites pour être accou-

(1) *J.O.*, 21 novembre 1906, Sénat, Débats, p. 1005.

plées. Si l'ordonnance doit être rendue d'office, il ne peut pas y avoir pour le juge de faculté de la rendre ou de ne pas la rendre. Or, c'est certainement la liberté pour le juge de prendre ou non l'initiative d'une ordonnance de contrainte qu'à entendu consacrer le législateur. Il a, sans doute, voulu dire que lorsque le juge croirait bon de prendre une ordonnance de contrainte à l'encontre d'un tiers-saisi qui ne s'acquitte pas de ses obligations, il n'aurait pas à l'entendre : il la prendrait « d'autorité » (ou d'office).

Du reste, le plus souvent, les intéressés, c'est-à-dire les créanciers, solliciteront eux-mêmes du juge cette ordonnance, en faisant au greffe une déclaration en tous points analogue à celle qu'ils ont à faire pour obtenir un jugement de validité. Lorsque cette réquisition aura été inscrite par le greffier sur son registre, le juge de paix rendra « d'office » l'ordonnance de contrainte sollicitée.

Cette ordonnance de contrainte devra « mentionner le montant de la somme » que le patron doit verser. Cette fixation ne peut qu'être approximative, car pour l'établir, le juge n'a que la déclaration affirmative du tiers-saisi indiquant le salaire du débiteur-saisi : il ignore le nombre des journées de travail fournies : il ne peut prendre qu'un chiffre théorique, s'écartant souvent du chiffre réel. Dans les trois jours du prononcé de l'ordonnance, le greffier la notifie au tiers-saisi par lettre recommandée (avec avis de réception). Le tiers-saisi avisé ainsi de la mesure prise contre lui, a deux attitudes possibles : ou bien s'exécuter (les frais qu'il a occasionnés seront à sa charge) ou bien, se défendre et, pour cela, user de l'unique voie de recours qui lui est ouverte : l'opposition. Il a pour former cette opposition, huit jours à partir de la « date de la notification » de l'ordonnance de contrainte. En bonne logique ce délai doit courir du jour de la remise au destinataire de l'avis recommandé ; mais que décider si le tiers-saisi refuse de recevoir la lettre recommandée ? que le refus vaudra acceptation ? Ce serait un peu paradoxal à première vue ; cependant il faut bien admettre que les

huit jours courent du jour de la présentation au tiers-saisi, par la poste, de l'avis recommandé.

L'opposition à l'ordonnance de contrainte se fera par une déclaration du tiers-saisi au greffier qui la transcrira sur son registre. Dans les quarante-huit heures de l'opposition, le greffier avise les intéressés par lettres recommandées et les convoque à une prochaine audience, fixée par le juge (ou par le greffier, au nom du juge).

A cette audience, le juge de paix prononcera sur l'opposition du tiers-saisi, en dernier ressort jusqu'à 300 francs, et à charge d'appel, jusqu'à n'importe quel chiffre. Toutefois, si dans l'opposition, le tiers-saisi soulève des questions de fond qui, par leur nature échappent à la connaissance du juge de paix, ce dernier devra surseoir, et attendre pour reprendre l'instance que le différend soulevé ait été tranché par le tribunal compétent. (Le tiers-saisi avait pu, en effet, ne s'être jamais présenté devant le juge de paix qui l'avait condamné par défaut, comme débiteur pur et simple des retenues, lors du jugement de validité, et il peut soutenir dans son opposition à l'ordonnance de contrainte que le contrat qui le lie au débiteur-saisi n'est pas un contrat de louage d'ouvrage : comme il s'agirait d'une interprétation de contrat, seul, le tribunal civil pourrait en connaître.)

Le jugement ainsi rendu sur l'opposition spéciale du tiers-saisi, sera susceptible d'opposition par les défaillants et d'appel par toutes les parties. (L'art. 69 *a* renvoie, en effet, à l'art. 67 qui prévoit l'opposition, et à l'art. 66, qui dit que le juge « statue sans appel dans les limites de sa compétence en dernier ressort, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever ».)

Il devra donc être notifié dans les 3 jours par le greffier aux défaillants, au moyen de lettres recommandées.

L'ordonnance de contrainte du juge ne pourra être exécutée que si dans la huitaine de sa notification le tiers-saisi ne fait pas opposition. Le jugement sur cette opposition ne sera à son tour exécutoire que lorsque les délais

des voies de recours ouvertes contre lui seront expirées (8 jours pour l'opposition, 10 jours pour l'appel).

Contrairement à toutes les règles de la procédure instaurée par la loi du 27 juillet 1921, l'ordonnance de contrainte, devenue définitive devra être « expédiée ». La loi ne dit rien du jugement rendu sur l'opposition du tiers-saisi : elle renvoie seulement à l'art. 66 et à l'art. 67 du Code du Travail, lesquels ne prévoient aucune notification si le jugement est contradictoire, et prévoient un simple avis recommandé au défaillant si le jugement est par défaut. En se conformant donc strictement au texte, l'ordonnance de contrainte seule, non frappée d'opposition dans la huitaine, sera expédiée, c'est-à-dire qu'une expédition devra être levée par le greffier à la requête du débiteur-saisi ou du créancier le plus diligent ; elle sera revêtue de la formule exécutoire. Nous retombons ainsi dans la procédure du droit commun : pour signifier l'ordonnance il faut recourir au ministère d'un huissier, ce qui est fort surprenant de la part du législateur qui l'a proscrit de toute la loi du 27 juillet 1921 : on ne peut guère expliquer cette mesure que par la crainte de ne pas atteindre sûrement le tiers-saisi par une autre voie. Par application de l'art. 71 du Code du Travail, paragraphe 2, les frais de l'expédition et de l'exécution seront à la charge du tiers-saisi.

Nous avons dit que l'expédition sera levée à la requête du créancier le plus diligent ; n'y a-t-il pas lieu de craindre que l'égalité entre tous les créanciers soit compromise ? Certainement, non, car dans la pensée de la loi, ce créancier n'agit que dans l'intérêt de tous et les sommes recouvrées devront être versées non entre les mains du plus diligent, mais entre les mains du greffier, en attendant qu'il y ait une répartition. A l'inverse, ne peut-on pas aussi redouter qu'un créancier après avoir retiré la grosse de l'ordonnance, ne puisse, à son gré, retarder l'exécution de cette ordonnance, — la grosse ne pouvant, en effet, être délivrée qu'une seule fois ? — Théoriquement, l'obstacle se

conçoit, mais, pratiquement, ne doit pas se rencontrer. Dans ce cas, il y aurait dommage pour les autres créanciers et réparation leur serait due aux termes de l'article 1382 du Code Civil. Peut-être même, ces autres créanciers auraient-ils contre le créancier frauduleusement diligent une action tirée du mandat : par sa diligence il s'est, en quelque sorte, constitué le mandataire des autres et a, par cela-même, assumé l'obligation d'exécuter son mandat.

En définitive, volontairement ou, après ordonnance de contrainte, le tiers-saisi doit à certaines époques verser au greffier, les retenues qu'il a faites sur le salaire du débiteur-saisi, dès la notification de la saisie-arrêt.

§ 2. — *Deuxième phase : Procédure de validité ou de nullité de la saisie-arrêt. — Déclaration du tiers-saisi. — Voies de recours.*

a) FORMES :

Quand l'ordonnance du juge de paix autorisant la saisie-arrêt a été rendue, et quand les déclarations des intervenants, s'il s'en produit, ont été inscrites par le greffier sur son registre, et quand, de ces oppositions, avis a été donné par lettres recommandées, dans les 48 heures, au patron tiers-saisi, trois personnes peuvent avoir intérêt à être fixées sur l'issue de ces oppositions : le débiteur-saisi, d'abord, pour savoir si, définitivement il sera privé d'une part de son salaire et pendant combien de temps ; le créancier saisissant ou intervenant pour savoir si son droit de gage va être réalisé ; enfin, le tiers-saisi pour savoir s'il doit continuer à pratiquer des retenues. (L'art. 66 du Code du Travail ne parle que de « tout créancier saisissant », mais il s'applique aussi bien aux créanciers intervenants qu'au créancier saisissant, sinon « tout » n'aurait plus aucun sens.)

A la différence de ce qui se passe pour les saisies-arrêts ordinaires, dans lesquelles l'article 563 du Code de

Procédure Civile impose au saisissant d'assigner le débiteur saisi en validité, dans la huitaine de l'opposition, aucun délai n'est prévu par le Code du Travail, pour les saisies-arêts de salaires. C'est pourquoi, si aucun des intéressés ne demande cette convocation, le juge de paix peut l'ordonner d'office. En effet, en consultant le registre du greffier, s'il constate que des saisies-arêts ont été « pratiquées » mais non « validées », il est de son devoir, pour la bonne marche de la justice, de prendre une décision pour maintenir ou supprimer cette saisie.

Que cette initiative vienne du juge ou des parties, le but est le même : convoquer les intéressés. Les formes varient seules. Si le juge prend les devants, il rend une ordonnance de convocation, qui doit, bien entendu, être transcrite sur le registre du greffier. Au contraire, si les intéressés demandent eux-mêmes à être convoqués, point n'est besoin d'ordonnance. Il faut une déclaration de leur part (verbale ou écrite, à leur choix, pensons-nous), faite au greffier qui doit l'inscrire. Dans les 48 heures de l'inscription de la réquisition (par les intéressés) ou de l'ordonnance (rendue par le juge), le greffier convoque à l'audience du juge de paix de la résidence du salarié, le salarié lui-même, son patron et ses créanciers (saisissants et intervenants). La convocation se fera par lettre recommandée, avec avis de réception, croyons-nous, pour faire courir les délais, lesquels devront être les mêmes que ceux prescrits par l'art. 64 du Code du Travail, pour les convocations en conciliation.

Quoique le texte de l'art. 66 du Code du Travail paraisse dire le contraire, nous pensons que lorsque c'est l'un des « intéressés » qui vient requérir la convocation en validité, si cette réquisition est verbale, le greffier pourra sur le champ, lui indiquer « les lieu, jour et heure de l'audience » et n'aura pas ainsi à lui adresser de lettre recommandée. Ce sera une économie de frais, prévue en termes exprès par l'article 64, pour la conciliation. Le texte peut encore paraître contraire à notre interprétation, lorsqu'il

dût « comparaître devant le juge de paix, à l'audience que celui-ci aura fixée ». Il semblerait que le greffier, ayant reçu et enregistré une réquisition, dût en faire part au juge qui rendrait une ordonnance fixant le jour de la comparution des parties. Nous pensons plutôt que cette formule vise seulement le cas où le juge rend d'office une ordonnance de convocation : de toute évidence, dans cette ordonnance, il mentionne un jour, sinon, il faudrait admettre que d'office ou sur réquisition, il y aurait toujours une ordonnance, ce qui serait nettement contraire au paragraphe 3 de l'article 66, qui distingue nettement deux cas : celui de la réquisition par les parties et celui de l'ordonnance dont le juge a pris l'initiative.

Pour qu'ainsi, à tout moment, le greffier puisse utilement convoquer les intéressés, il faut qu'il sache leurs adresses exactes, c'est pourquoi, tout créancier saisissant ou intervenant qui « change de domicile » doit déclarer « sa nouvelle résidence ». (Nous avons déjà eu l'occasion de dire que le mot domicile était impropre et que la loi avait visé tout changement de « résidence » parce que c'est à la résidence qu'est adressée la lettre recommandée.) La loi n'a pas imposé la même obligation au tiers-saisi, parce qu'elle a estimé que le patron avait une résidence plus stable et que dans tous les cas il prenait, en cas de changement, des dispositions pour faire parvenir sa correspondance. Elle ne l'a pas, non plus, fait pour le débiteur-saisi, ce qui se justifie moins bien.

Quand donc, sur avis recommandé du greffier — avec dispense des droits de timbre et d'enregistrement et bénéfice de la franchise postale (art. 73 du C. du Tray.) — les parties ont été convoquées, le juge de paix doit dire si la saisie a été valablement pratiquée, c'est-à-dire statuer, sur sa validité ou sa nullité.

Tout d'abord, si le créancier et le débiteur ne sont pas d'accord sur l'existence de la créance (ou son montant), le juge doit trancher le différend, s'il entre dans les limites de la compétence ordinaire du juge de paix — ou

dans le cas contraire, surseoir et renvoyer les parties devant le tribunal compétent. Ces contestations ne se rencontrent guère lorsque les parties ont déjà comparu à l'audience de conciliation, mais, nous savons qu'elles ont pu ne pas comparaître, soit en ne répondant pas à la lettre recommandée ou même à l'exploit, soit lorsqu'il s'agit d'une demande d'un créancier intervenant, inscrite par le greffier sur simple déclaration et notifiée dans les 48 heures.

Le plus souvent, la discussion ne porte que sur la forme ou sur le fond de la saisie. Le juge doit examiner les demandes en nullité soulevées par le débiteur ou son patron : nullité de forme, si, par exemple, la saisie-arrêt a été autorisée par un juge incompetent — nullité de fond, si le débiteur-saisi gagne annuellement plus de 6.000 francs. Sur toutes ces questions, le juge aura à se prononcer, sans appel jusqu'à 300 francs, et à charge d'appel, à n'importe quel chiffre que puisse s'élever la demande de saisie, c'est-à-dire, avons-nous expliqué, le montant de la créance pour laquelle la saisie a été pratiquée. En cas de pluralité de créanciers demandeurs, le jugement sera en dernier ressort, si chacun d'eux a un intérêt distinct et si le chiffre de sa propre demande n'excède pas 300 francs (art. 9 de la loi du 12 juillet 1905). S'ils ont un intérêt collectif, c'est le total de leurs demandes qui ne devra pas dépasser ce chiffre.

Donc, le juge de paix, saisi des difficultés relatives à la saisie-arrêt pratiquée, la valide ou l'annule.

Il peut même arriver qu'une saisie, valablement pratiquée, n'ait plus de raison de subsister (par exemple, si les retenues sont déjà suffisantes, ou si le débiteur a changé de patron) : dans ce cas, il y a lieu pour le juge à prononcer la main-levée de la saisie.

Il ne suffit pas, d'ailleurs, qu'une saisie soit reconnue régulière, il faut, encore, pour pouvoir en déterminer les effets, connaître exactement la situation du patron tiers-saisi à l'égard du débiteur-saisi : c'est pourquoi la loi a institué ce qu'on appelle la « déclaration affirmative » du tiers-saisi.

On conçoit que le saisissant doive d'abord établir le bienfondé de sa demande à l'égard du saisi, avant de pouvoir exiger que le tiers-saisi, totalement étranger à sa créance, lui fasse connaître l'état de ses affaires, mais, aussitôt cette preuve fournie, le tiers-saisi doit faire connaître ce que gagne chez lui le débiteur-saisi et ce qu'il lui doit. Cette déclaration est appalée ordinairement « déclaration affirmative ». Dans la loi du 27 juillet 1921, le législateur a cru plus correct de supprimer l'épithète « affirmative » car « cette déclaration a-t-il été dit, peut bien être négative » (1), le patron ne reconnaissant rien devoir au saisi. L'argument nous paraît de peu de valeur : le patron « affirme » toujours quelque chose : soit devoir, soit ne pas devoir au débiteur saisi.

Le patron, tiers-saisi, devra faire cette déclaration « audience tenante » : c'est donc devant le juge du domicile du saisi et à l'audience de validité — dérogation déjà signalée au droit commun, mais qui s'explique pour assurer l'unité de la saisie, désirée par le législateur tant pour économie de frais que pour économie de temps.

Si le patron fait sa déclaration, un désaccord peut surgir sur cette déclaration, entre le tiers-saisi et le débiteur-saisi (ou, plus souvent, entre le tiers-saisi et le créancier-saisissant qui craint une collusion) au sujet, soit du montant annuel du salaire, soit du montant des retenues. Contrairement à l'article 570 du Code de Procédure Civile, le tiers-saisi ne pourra pas demander son renvoi devant le juge de son domicile : il sera : « audience tenante » jugé, en dernier ressort si le différend n'excède pas 300 francs, et en premier ressort, quelqu'en soit le chiffre, la loi du 27 juillet 1921 ayant assimilé la procédure de la déclaration affirmative à celle de la validité de la saisie.

Si le tiers-saisi ne fait pas de déclaration — ou en fait une fausse — il devient « débiteur pur et simple des rete-

(1) Rapport de M. Zevaès, 15 novembre 1909, (Doc., 9^e lég. annexe 2837),

nués non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés ». Il avait été question de rendre cette sanction plus sévère encore en déclarant le tiers-saisi tenu de la dette entière du débiteur, comme pour les saisies-arrêts ordinaires, mais on a fait remarquer que le résultats de cette disposition serait aussi injuste qu'illogique. « L'absence de la déclaration aurait alors produit cette conséquence inattendue de faire tomber la règle protectrice de l'insaisissabilité et d'élargir les droits du saisissant qui aurait ainsi retiré un profit considérable de la résistance du tiers-saisi. » (1). Cependant, il y aurait eu, semble-t-il, un moyen de tout arranger pour édicter une sanction véritable à l'égard du patron; c'aurait été de déclarer le patron tenu de la créance entière et de limiter son recours au seul 1/10^e du salaire. La loi a seulement voulu — et c'est plus humain — obliger le tiers-saisi à réparer le tort qu'il cause aux créanciers en les privant des retenues qu'il n'a point faites — et s'il y a lieu, en les indemnisant des frais que son incurie a pu provoquer.

En résumé, le juge de paix valide d'abord la saisie-arrêt, et puis statuant sur la déclaration du tiers-saisi, fixe le chiffre des retenues à effectuer, maintient la saisie ou en prononce la main-levée, selon que les retenues sont déjà suffisantes ou ne le sont pas.

Nous avons dit que le législateur avait voulu la comparution personnelle des intéressés, toutefois, le débiteur-saisi et le tiers-saisi pourront comparaître par mandataires, leurs procurations étant dispensées des droits de timbre et d'enregistrement. Pour la déclaration du tiers-saisi, une mesure toute spéciale de bienveillance a été prise. De droit commun, il ne peut faire cette déclaration qu'en personne ou « par procuration spéciale » (art. 572 du C. de Proc. civ.). La loi du 27 juillet 1921 lui permet de la faire par lettre recommandée. Il est juste que cette faculté lui ait été ac-

(1) Garsonnet et Josserratid : *Voies d'exécution*, (6^e édition), p. 153.

cordée, car la comparution personnelle peut déranger beaucoup le patron, si le saisi a une résidence éloignée, surtout si l'on considère qu'un même patron peut être tiers-saisi dans de nombreuses saisies-arêts, se déroulant dans des cantons différents. Mais la loi a oublié de préciser ce qu'il adviendra quand la lettre recommandée, contenant la déclaration de l'employeur aura bien été expédiée par lui, mais ne sera pas parvenue au greffe de la justice de paix, soit parce qu'elle aura été égarée, soit plutôt pour cause de retard. Sans doute, le patron échappera à la sanction édictée contre celui qui ne fait pas de déclaration, mais, pour cela, il lui faudra se défendre en justice. Pendant ce temps, la procédure de la saisie traînera en longueur et, d'autre part, des frais auront été exposés pour établir la bonne foi du patron : qui devra supporter ces frais d'opposition ? Vraisemblablement, le tiers-saisi, sauf son recours contre l'administration des postes. Une autre question n'a pas été résolue : est-ce que la lettre recommandée contenant la déclaration patronale bénéficiera de la franchise postale ? Le législateur ne paraît pas y avoir songé spécialement, mais de la généralité des termes employés dans l'article 73 du Code du Travail, paragraphe 4, « les lettres recommandées », nous ne croyons pas qu'il faille distinguer entre celles qui sont adressées par le greffier et celles qui sont adressées au greffier : il suffira, pensons-nous que le patron mentionne sur l'enveloppe qu'il s'agit d'une déclaration affirmative.

Une autre complication peut surgir : que faudra-t-il décider si la déclaration du tiers-saisi faite par lettre recommandée est critiquée ? Le juge, selon nous, devra surseoir à rendre son jugement et convoquer le patron à comparaître devant lui pour y défendre, contradictoirement avec les créanciers ou le saisi. Nous croyons, en nous inspirant de l'esprit général de la loi que la nouvelle convocation sera donnée verbalement aux parties présentes et par lettre recommandée au patron. Et, si sur cette convocation, le patron ne se présente pas, il faudra l'assimiler à celui

qui ne fait pas de déclaration ou en fait une fausse. A la vérité, les textes ne disent rien de tel, mais il nous semble que le tiers-saisi ayant la faculté de comparaître ou de faire sa déclaration par lettre recommandée, ne peut pas être assimilé d'emblée à un défaillant parce qu'il a usé de ce dernier mode de déclaration ; pour être défaillant il faut avoir été obligé à comparaître. Cette interprétation, du reste, permet de donner un sens au paragraphe 4 de l'article 66 du Code du Travail qui dit que, le juge prononce son jugement à l'audience indiquée pour la procédure de validité « ou à toute autre fixée par lui ». Etant donné le désir du législateur d'économiser le temps et les frais, il faut supposer un motif grave pour que le juge ordonne un renvoi : ce motif grave nous le voyons précisément dans la contestation de la déclaration affirmative par lettre recommandée : l'affaire n'est renvoyée que pour convoquer le tiers-saisi et lui permettre de venir s'expliquer.

Enfin, il y a lieu de signaler que, si le tiers-saisi est l'Etat, le greffier ne convoquera pas le comptable à comparaître, mais lui intimera l'ordre de fournir « un certificat constatant s'il est dû à la partie saisie et énonçant la somme si elle est liquide » (art. 559 du C. Proc. Civ.). Contre le comptable négligent — outre l'amende et la sanction disciplinaire — le créancier lésé aurait une action en dommages-intérêts.

Les parties ayant été convoquées, toutes ont pu comparaître ou quelques-unes seulement. D'après le nouveau droit commun, institué par la loi du 12 mars 1922 — qui a supprimé le défaut profit-joint — les demandeurs devraient présenter une requête au juge pour qu'il ordonne une nouvelle assignation. Le Code du Travail envisage autrement la question : le juge de paix doit statuer contradictoirement pour les parties présentes et par défaut pour les parties défaillantes. « Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions est transmis à la partie défaillante (art. 67 C. du Trav.) Il est d'évidence que ce jugement rendu en l'absence d'une partie, ne peut être par défaut que pour

cette partie; il est contradictoire pour les parties présentes.

En thèse générale, tout jugement doit être signifié; au contraire, en notre matière, « le jugement contradictoire n'a pas besoin d'être signifié (parag. 2 de l'art. 68 du C. du Trav.). Cette « signification » (le mot est impropre, il faudrait dire « notification ») n'est requise que pour les défaillants. Cependant, si l'on admettait, contrairement à ce que nous pensons, que le juge pût rendre son jugement « à toute autre audience fixée par lui », bien que la procédure ait été contradictoire à la première audience, il faudrait décider que le jugement aurait quand même à être notifié aux parties, car elles n'auraient pas été présentes à son prononcé.

L'article 67 du Code du Travail indique comment sera donné aux défaillants l'avis du jugement rendu : il sera donné par le greffier, dans les trois jours du prononcé, dans la forme préférée du législateur, c'est-à-dire, par lettre recommandée, jouissant des exemptions de timbre, d'enregistrement et d'affranchissement postal. Faite après ce délai, la notification n'en serait sans doute pas moins valable, mais le greffier aurait pu engager sa responsabilité et être actionné, le cas échéant, en dommages et intérêts, par les parties lésées par le retard.

Les jugements que nous venons d'étudier sont susceptibles des voies de recours ordinaires : l'opposition pour les jugements par défaut et l'appel, aussi bien pour les jugements par défaut que pour les jugements contradictoires. L'article 20 du Code de Procédure Civile donne à la partie condamnée par défaut la faculté de former opposition dans les trois jours de la signification par huissier. En matière de saisie-arrêt des salaires, l'opposition est recevable dans les huit jours de la date de la lettre recommandée, qui tient lieu de signification (art. 67 du C. du Trav., parag. 2). Que faut-il entendre par date de la lettre ? Est-ce la date mentionnée par le greffier ? Assurément non, car on peut écrire une lettre un jour et la faire partir un autre. Est-ce la date de la remise au destinataire ? Cela semblerait logique, car

ce n'est qu'à ce moment que le défaillant peut prendre connaissance du jugement. Cependant, une grave difficulté se présente : le destinataire ne peut pas être contraint à recevoir une lettre recommandée, et tant qu'il ne l'aura pas reçue, il ignorera le jugement : ce dernier restera susceptible d'opposition indéfiniment et ne pourra pas être exécuté. Ce n'est point ce qu'a voulu le législateur. Logiquement, puisque la lettre recommandée doit remplacer l'exploit, la date de présentation de la lettre mentionnée sur l'avis de réception, doit faire courir les délais. Il faut néanmoins remarquer que cette mesure est d'une extrême gravité, le débiteur absent pouvant n'avoir jamais été au courant de toute la procédure de validité. Incontestablement, sur ce point, la loi du 27 juillet 1921 présente une lacune. Le législateur semble l'avoir aperçue : il a senti combien il était peu sûr d'atteindre rapidement le destinataire d'une lettre recommandée, et tandis que le délai ordinaire pour faire opposition est de 3 jours à dater de la signification par huissier, il est de 8 jours à partir de la notification recommandée. D'ailleurs, théoriquement, pour des raisons spéciales dont il est souverain appréciateur, le juge de paix pourrait proroger les délais de l'opposition, aux termes généraux de l'article 21 du Code de Procédure Civile, s'il était établi, qu'à raison d'absence ou de maladie grave, l'intéressé n'a pu être instruit de la procédure (1). Le cas ne se présente guère dans la pratique.

Les formes de l'opposition prévues par le Code du Travail sont toutes différentes de celles du droit commun : elles consistent en une déclaration faite au greffier, qui la transcrit sur son registre. Dans le silence de la loi nous estimons que cette déclaration peut être faite en personne et verbalement ou par mandataire, muni d'une procuration privilégiée aux termes de l'art. 73 du Code du Travail — sauf cependant, sans doute, s'il s'agissait d'une opposition formée par le saisissant. — Peut-être même, une lettre re-

(1) *Traité de la Saisie-Arrêt*, par Pabon, (4^e édition), p. 239.

commandée du défaillant au greffier, suffirait-elle, le greffier ayant seulement à la transcrire sur son registre.

L'opposition étant ainsi formée par le défaillant, avis doit en être donné à toutes les parties intéressées à la saisie-arrêt et qui ont déjà comparu, en principe, bien que certaines d'entr'elles aient pu faire aussi défaut. A cet effet, le greffier doit adresser à tous les intéressés une lettre recommandée et les convoquer « pour la prochaine audience utile » (art 67 du C. du Trav., parag. 3). Le texte n'impose pas de délai : on ne pourra donc pas savoir quand l'envoi sera tardif, cependant, le législateur, soucieux par ailleurs de célérité, a dû vouloir que ces avis soient expédiés aussitôt après la réception des oppositions (quarante-huit heures, peut-être, comme pour les réquisitions de convocation de l'art. 66). C'est le greffier qui fixe la « prochaine audience utile », on ne parle plus, comme dans les articles précédents de convocation par le juge ou d'audience fixée par le juge, ce qui nous semble justifier la solution que nous avons alors proposée. Il faudra, bien entendu, observer les délais fixés pour la comparution, dans l'article 64 du Code du Travail : entre la remise de la lettre et la date de l'audience, il devra y avoir un délai de 3 jours, augmenté, s'il y a lieu, à raison des distances.

Ainsi convoquée, la partie, une première fois défaillante pourra ou se présenter ou faire encore défaut. Dans l'un et l'autre cas, le nouveau jugement sera réputé contradictoire (art. 67 du C. du Trav., parag. 3). C'est une application de l'article 22 du Code de Procédure Civile qui peut se résumer « opposition sur opposition ne vaut ». Il faut étendre cette disposition, non seulement à la partie qui a été deux fois défaillante, mais encore à la partie qui, ayant comparu une première fois a fait défaut la seconde. Cette solution s'impose par la généralité des termes « le jugement qui intervient est réputé contradictoire » et surtout par le désir du législateur de mettre un terme aux voies de recours. A raison du nombre des intéressés, il suffirait d'une collusion entre le débiteur saisi et l'un quel-

conque des opposants pour que la saisie-arrêt ne puisse jamais être validée, le dernier jugement rendu étant toujours sur le coup d'une opposition. Il est cependant assez anormal que les comparants ayant été jugés une première fois par un jugement « contradictoire » aient à revenir à l'audience qui statuera sur l'opposition. Il peut y avoir contrariété de jugements. C'est ce qu'a voulu éviter le Code de Procédure, en instituant le défaut profit-joint, (remplacé depuis le 12 mars 1922, par une disposition analogue), dont le but est de ne prononcer qu'un seul jugement, valable à l'égard de tous. La loi du 27 juillet 1921 a voulu gagner du temps pour les cas qu'elle a estimés fréquents, où les défaillants ne font pas opposition. Toutefois, si nous estimons que cette solution est défendable, nous voudrions que ce nouveau jugement, réputé contradictoire fût signifié aux défaillants, selon les formes simplifiées de la lettre recommandée expédiée d'office par le greffier, dans les 3 jours du prononcé. « Il est antijuridique, disait M. Eynac (1) à la Chambre, de refuser toute voie de recours à quelqu'un qui n'aura pas été prévenu qu'un jugement contradictoire a été rendu. On n'a pas été prévenu quand on n'a pas assisté à un jugement, qui n'a de contradictoire que le nom. Il faut une signification. » L'argument était impressionnant; il impressionna moins, cependant, l'Assemblée que la réponse du rapporteur, M. Bender, disant que cette « signification (lisez : notification) serait une source de nouveaux frais — lesquels il fallait surtout éviter. Et, de fait, l'amendement Eynac fut repoussé.

Le jugement contradictoire (soit dès le début, soit après opposition) est susceptible d'appel, si les « causes de la saisie » excèdent 300 francs. L'art. 66 du Code du Trav, § 4, dispose que le juge de paix prononce sans appel, dans les limites de sa compétence en dernier ressort, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever ». Un point est clair : en premier ressort, il jugera toutes les

(1) *J.O.*, 28 mai 1915, Chambre, Débats, p. 768.

contestations qui pourront s'élever au sujet de la validité, de la nullité ou de la main-levée d'une saisie-arrêt de salaire « quel que soit le chiffre de la demande ». (Il n'y a pas lieu, en effet, de tenir compte, du montant de la fraction saisie, ni du montant de la somme à répartir, mais, uniquement des « causes de la saisie » c'est-à-dire du montant de la créance du saisissant.) On peut plus facilement discuter sur l'étendue de sa compétence en dernier ressort. D'après la Cour de Cassation (1), les juges de paix connaissent en dernier ressort, des affaires dans lesquelles la créance du saisissant n'excède pas le taux de leur compétence ordinaire en premier ressort, c'est-à-dire : 600 francs. Nous estimons, au contraire — et nous nous appuyons sur l'autorité de M. Garsonnet — que la limite de la compétence du juge de paix en dernier ressort est la même pour les saisies-arrêts de salaires que pour les différends ordinaires, c'est-à-dire : 300 francs. Cette solution nous semble s'imposer, par la rédaction même de l'article 66 du Code du Travail qui ne peut guère s'exprimer plus nettement que par ces termes : « limites de sa compétence en dernier ressort ». Cette limite du droit commun est 300 francs.

De droit commun, le délai pour interjeter appel des jugements des juges de paix est de trente jours (art. 13 de la loi du 25 mai 1838). La loi du 27 juillet 1921 a réduit ce délai à dix jours (art. 68 C. du Trav.). « Il court, pour les jugements contradictoires, du jour du prononcé du jugement; pour les jugement par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition. » Pour les jugements contradictoires le délai peut courir aussitôt, parce que toutes les parties sont supposées en avoir eu connaissance. Nous avons dit cependant que si le jugement était rendu après délibéré, nous pensions qu'il devrait être notifié : dans ce cas donc, le délai ne partirait que de la date figurant sur l'avis de réception (ou de présentation) de la lettre recommandée. Pour les jugements par défaut, l'appel n'est ouvert que lorsque la voie

(1) Cass., 19 mai 1914, (D. 1917, 1, 176).

de recours de l'opposition est fermée. L'article 68 du Code du Travail ne fait sur ce point que reproduire les dispositions générales de l'article 443 du Code de Procédure Civile. Nous savons que le délai pour faire opposition est de huit jours ; en conséquence, le délai d'appel étant de dix jours à l'expiration du délai d'opposition, on peut dire que les jugements par défaut sont susceptibles d'appel dans les dix-huit jours de leur notification.

Une question reste à résoudre : à partir de quand peut-on interjeter appel ? L'appel d'un jugement ordinaire du juge de paix n'est pas recevable avant les trois jours qui suivent le prononcé de ce jugement (art. 13 de la loi du 25 mai 1838). La loi du 27 juillet 1921 est muette à cet égard. Cependant, bien que les délais pour faire appel en matière de saisie-arrêt des salaires soient plus réduits que ceux du droit commun, cette prohibition étant d'ordre général, nous paraît devoir s'appliquer. Elle a pour but d'éviter les appels irréfléchis et téméraires, aussi à redouter en notre matière qu'en toute autre, bien que les frais soient moindres.

Nulle part, dans la loi qui nous occupe, il n'a été parlé du pourvoi en Cassation. Bien évidemment, il est ouvert aux parties pendant deux mois (art. 1^{er} de la loi du 2 juin 1862. Le législateur l'a passé sous silence, parce que n'étant pas suspensif d'exécution, il ne modifie pas la marche générale de la saisie-arrêt.

b) EFFETS DU JUGEMENT DE VALIDITÉ.

On a fait justement remarquer que le jugement de validité était déclaratif : il ne fait que constater la validité d'une saisie mais il ne la crée pas. Bien que l'article 66 du Code du Travail (paragr. 6) parle du « jugement qui prononce » la validité, les effets d'une saisie-arrêt validée remontent non au jour du jugement, mais au jour de l'ordonnance autorisant la saisie.

Le jugement de validité, devenu définitif, a pour effet,

en matière de saisie-arrêt ordinaire, d'attribuer au saisissant les sommes dues au débiteur-saisi par le tiers-saisi, jusqu'à concurrence de la créance du saisissant. Dans la saisie-arrêt des salaires, il en est autrement. « Le jugement qui prononce la validité ne confère au saisissant sur les sommes saisies aucun droit exclusif, au préjudice des intervenants » (art. 66 du C. du Trav., parag. 6), ce qui veut dire que le jugement de validité ne confère pas de privilège aux opposants qui ont déjà été parties à l'instance : de nouveaux intervenants pourront ultérieurement se présenter et avoir droit à participer à la répartition des sommes déjà retenues, lors du premier jugement de validité, — après que bien entendu, pour ces derniers intervenants, un nouveau jugement de validité aura été rendu. — Le jugement validant la saisie-arrêt d'un salaire a donc uniquement pour effet à l'égard du saisissant et des intervenants déjà connus, de leur donner le droit de participer aux répartitions qui seront faites par la suite et de consacrer définitivement le montant des créances pour lesquelles ils pourront concourir à ces répartitions.

Le but du législateur a sans doute été une pensée d'économie : aucun créancier ne se hâtera d'obtenir un jugement de validité : de nouvelles oppositions se formeront et il n'y aura ainsi qu'un seul jugement au lieu de plusieurs : d'où une diminution des frais. Peut-être aussi, à raison d'une attente, qu'il devra prévoir longue, le créancier se montrera-t-il plus conciliant et tâchera-t-il de faire un arrangement avec son débiteur, sans attendre le jugement de validité pour consacrer son droit : ce serait dans tous les cas le vœu du législateur.

Le jugement de validité de la saisie nous semble devoir produire un autre effet : celui d'empêcher les parties de s'entendre et d'établir un arrangement qui échapperait au contrôle du juge de paix. L'article 70 du Code du Travail, dans son paragraphe 4, impose expressément aux parties qui se sont entendues avant de comparaître devant le juge pour la répartition de lui soumettre leur accord, dans le-

quel il doit, avant d'apposer son visa, rechercher si aucune disposition de la loi n'a été violée.

§ 3. — *Troisième phase : Attribution et distribution des deniers.*

a) FORMES :

Après que la saisie-arrêt a été validée, les divers intéressés peuvent poursuivre des buts différents : le débiteur-saisi et le tiers-saisi ont intérêt à demander la main-levée de la saisie (le débiteur pour toucher l'intégralité de son salaire, le patron pour être déchargé des tracasseries des retenues), tandis que les créanciers opposants ont hâte de toucher le montant de leurs créances, — ou du moins une certaine partie d'après une répartition à faire. —

Le but final de toute saisie-arrêt est de faire passer dans les mains des créanciers saisissants les sommes retenues aux débiteurs-saisis : s'il n'y a qu'un créancier, il suffira d'une attribution, s'il y en a plusieurs, — c'est le cas le plus fréquent, — il y aura « distribution » ou « répartition ». La loi du 27 juillet 1921 semble avoir envisagé surtout ce dernier cas.

En principe, cette opération ne devrait être faite que lorsque les retenues sont suffisantes pour désintéresser les créanciers. L'article 1244 du Code Civil dispose que le débiteur ne peut pas forcer son créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, parce que le morcellement d'un capital peut être nuisible au créancier et le priver d'un placement avantageux ; mais ici, l'intérêt du créancier est tout autre : c'est lui-même qui est anxieux de toucher une fraction de la créance qu'il peut redouter de perdre en entier.

Néanmoins, la loi impose certaines conditions. La loi du 12 janvier 1895 exigeait expressément que le jugement de validité fût devenu définitif ; la loi du 27 juillet 1921 ne reproduit pas cette disposition, mais il est bien certain qu'avant de verser les fonds retenus, il faut savoir si ces

retenues ont été valablement faites. De plus, il faut que le chiffre des retenues atteigne un certain taux : les créanciers doivent pouvoir toucher un dividende d'au moins 35 % — et encore faut-il que cette somme ne soit pas inférieure à 100 francs, à moins qu'elle ne soit suffisante pour désintéresser les créanciers (art. 70 C. du Trav., parag. 2 et 5). Avec la loi de 1895, non seulement il suffisait d'un dividende de 20 %, mais encore le juge n'était pas obligé d'attendre pour convoquer les parties que ce chiffre fût atteint. L'innovation de la loi du 27 juillet 1921 a donc été de rendre le sursis obligatoire. Cependant, le principe devra fléchir quand il y aura, dit le texte, « des causes graves ». Ces causes graves seront la cessation des services du débiteur, et le transport de sa résidence dans un autre canton où une nouvelle saisie aura été pratiquée. En un mot, il y aura répartition, bien que le dividende exigé ne soit pas atteint, toutes les fois que prendra fin une procédure de saisie-arrêt. C'est fort logique.

Pour calculer le dividende imposé par la loi, il faut d'abord déduire tous les frais (de saisie-arrêt et de distribution) et toutes les créances privilégiées (les privilèges étant théoriquement classés entre eux selon l'article 2101 du C. Civ.). En pratique, hors le privilège des frais de justice et le privilège du propriétaire, on colloque tous les créanciers privilégiés au marc le franc : les créances ainsi produites étant presque toujours des soldes de compte de vêtements ou de produits alimentaires entre lesquels les privilèges sont difficiles à distinguer (1). De plus, même si une première fois la classification rigoureuse était faite, elle ne serait plus juste à la seconde répartition, des créanciers privilégiés nouveaux ayant pu se présenter : ce ne serait que conflits de privilèges et ces difficultés ne feraient qu'entraver une procédure que la loi, nous l'avons dit, a voulue rapide.

Les conditions que nous avons indiquées étant rem-

(1) Simon : *La Saisie-Arrêt devant les Justices de Paix*, Caen, 1908, pp. 109-110.

plies, le juge de paix, d'office ou sur la réquisition des intéressés, ordonnera la comparution des parties. Nous pensons, par extension de l'article 66 du Code du Travail, que les parties intéressées, lorsqu'elles désirent qu'il soit procédé à une réquisition, font une déclaration au greffier qui l'inscrit sur son registre. Le juge, après s'être rendu compte de la situation du débiteur-saisi, en comparant les retenues opérées et les oppositions faites, autorise ou non la convocation sollicitée. Alors, le greffier, au cas d'autorisation, convoque les intéressés, à comparaître devant le juge de paix à l'audience par lui fixé. La convocation est faite par lettres recommandées et un délai de 3 jours francs doit s'écouler entre la remise de la convocation et la date de la comparution. (A la vérité, l'article 70 du Code du Travail ne dit point tout cela, mais lorsqu'il parle de « convocation des parties intéressées », nous croyons que le législateur a tout naturellement pensé au mode de convocation qu'il a institué dans les articles 64 et 66.)

Les parties ainsi convoquées, le juge de paix procède à la répartition, soit qu'il détermine lui-même les parts de chaque créancier (répartition judiciaire), soit que ces parts étant déterminées par les intéressés, il contrôle l'opération (répartition amiable).

Pour que la répartition amiable soit possible, il faut que tous les créanciers et le saisi soient d'accord : dans ce cas, les parties sont libres de fixer comme elles l'entendent les dividendes de chacune d'elles. Toutefois, le paragraphe 4 de l'article 70 du Code du Travail exige que cette opération ne contienne aucune disposition contraire à la loi. On ne voit pas tout d'abord quelles pourraient être ces dispositions. M. Pabon (1) cite comme exemple le cas d'un créancier qui se ferait attribuer une somme supérieure à sa créance. Nous ne voyons guère comment cette hypothèse pourrait se présenter, car les créanciers, adversaires les uns des autres, se surveillent mutuellement. Peut-être faudra-

(1) Pabon : *Loc. cit.* p. 298.

t-il supposer un saisissant unique, et des retenues excédant les causes de la saisie, mais il y aurait toujours le débiteur pour vérifier et ne pas accepter. (D'ailleurs, il s'agirait d'une attribution et non à proprement parler d'une répartition). Le même auteur cite un autre exemple : celui d'un créancier participant à la répartition pour une créance qui aurait une cause illicite. Il nous semble que ce caractère illicite aurait apparu plus tôt et notamment lors de la procédure en validité.

A notre avis, nous ne voyons guère de dispositions contraires à la loi que dans trois cas. D'abord, il y aura violation de la loi, si l'on admet à la répartition un créancier à qui, pour la même créance, le débiteur-saisi a déjà cédé 1/10^e de son salaire (art. 62 C. du Trav., parag. 7). Il y aura encore violation de la loi, lorsque la somme à distribuer sera insuffisante, ou lorsqu'on aura mis à la charge du débiteur-saisi des frais autres que ceux visés par l'article 71 du Code du Travail; car, à notre avis, si l'article 70 ne parle que des « droits de mention », c'est par oubli des autres frais (lettres recommandées, procès-verbaux de conciliation, inscription d'intervention) : ce que la loi a voulu, c'est que les créanciers ne puissent pas, dans une distribution amiable, faire supporter au saisi « des frais de contestations mal fondées », qui doivent, d'après l'article 71, paragraphe 2, rester à la charge de la partie qui a succombé, c'est-à-dire par hypothèse, du créancier.

Le contrôle du juge de paix n'aurait pas à s'exercer sur les arrangements en conciliation, ou survenus avant le jugement de validité, si entre-temps avait été donnée une main-levée de la saisie. Il n'y aurait pas là à proprement parler de saisie et l'ordre public ne serait pas engagé (1).

Quand l'accord est fait entre les parties pour la répartition amiable, un état est dressé et soumis au juge de paix, qui, après vérification, y appose son visa. Il est alors enregistré par le greffier.

(1) *J. O.*; 21 novembre 1906, Sénat, Débats, p. 946.

Si les parties ne se sont pas entendues, le juge fera lui-même la répartition. « Il dressera, dit l'article 70 du Code du Travail, paragraphe 2, un procès-verbal indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées à chaque ayant-droit. » Il devra maintenir la plus stricte égalité entre tous les créanciers, fixant leurs parts au prorata du chiffre de leurs créances. Le procès-verbal sera enregistré par le greffier.

Ayant examiné comment se déroule la procédure de la répartition amiable et de la répartition judiciaire, la question qui se pose est celle de savoir quelle est la nature juridique de ces opérations et quelles sont les voies de recours ouvertes contre elles.

Déjà sous la loi du 12 janvier 1895, « les parties pouvaient amiablement s'entendre pour la répartition » et l'on s'était demandé quel était le caractère de cette répartition. On estimait parfois (1) qu'il s'agissait d'un procès-verbal de conciliation ordinaire, c'est-à-dire, d'un acte authentique, dépourvu de toute force exécutoire. Cependant, en matière d'ordre, l'accord de répartition amiable est considéré, en général, comme étant à la fois un acte authentique et un acte exécutoire, assimilable en tous points au règlement judiciaire. C'est pourquoi, selon nous, après que le juge a apposé son visa sur l'état de répartition amiable, ce dernier a la même valeur que le procès-verbal de répartition judiciaire et doit se confondre avec lui. Il ne pourra donc être attaqué par les parties qui y ont adhéré, ni pour vices du consentement, ni par inscription de faux.

Le règlement de répartition judiciaire n'est susceptible que d'une seule voie de recours : l'opposition, non pas l'opposition proprement dite, ouverte aux seuls défaillants, mais une opposition d'un caractère absolument spécial, ouverte à toutes les parties liées à la distribution par contribution et qui n'ont pas cessé d'y figurer. Les formes de

(1) Habert : *Etude de la loi du 12 Janvier 1895*, (Nancy, 1899), p. 160.

cette opposition sont très simples et les délais très brefs (art. 767 C. Proc. Civ.). Faut-il admettre la même solution pour le procès-verbal de répartition du juge de paix ? Nous ne le pensons pas. Il résulte des débats législatifs auxquels a donné lieu la loi de 1895 — remplacée par celle de 1921 — que le législateur a entendu créer devant le juge de paix une procédure spéciale de répartition qui se suffise à elle-même sans rien emprunter aux règles de distribution en usage devant les tribunaux civils. Pour ces raisons, comme jamais au cours des travaux préparatoires, il n'a été question de recours contre les procès-verbaux de répartition du juge, nous déciderons qu'il n'en existe pas. C'est un nouvel oubli du législateur que nous avons à signaler. Nous croyons cependant que si un créancier était lésé dans la distribution par le dol du juge, la prise à partie serait possible (comme, nous l'avons vu, au cas de refus injustifié d'autoriser une saisie).

b) EFFETS :

Quand le procès-verbal de répartition a été visé par le juge de paix (répartition amiable) ou a été dressé par lui (répartition judiciaire), les créanciers colloqués peuvent toucher du greffier les sommes pour lesquelles ils ont été colloqués. « L'attribution des sommes saisies aux saisissants ou intervenants résulte des répartitions », dit l'article 66 du Code du Travail, paragraphe 7. Ce n'est que par la répartition, que les créanciers réalisent leurs droits : ils n'ont pour cela qu'à s'adresser au greffier. « Les sommes versées aux ayants-droit par le greffier sont quittancées sur le procès-verbal. » (Art. 70 C. du Trav., parag. 3.) C'est une innovation de la loi du 27 juillet 1921. Avant elle, un état de la répartition devait être adressé au tiers-saisi et c'était sur cet état que, pour se décharger, il mentionnait les paiements faits aux créanciers, qui émargeaient. Cette disposition ne pouvait plus subsister ; c'est le greffier et non le tiers-saisi qui doit désormais effectuer les paiements ; il

détient déjà à son greffe l'original de la répartition ; il est tout indiqué de faire émarger les créanciers sur cet original plutôt que sur une copie. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 73 du Code du Travail, toutes les quittances sont exemptes des droits de timbre et des formalités de l'enregistrement.

Sous la loi du 12 janvier 1895, le greffier devait encore adresser par lettre recommandée, à chaque créancier colloqué une copie de l'état de répartition. La loi nouvelle a supprimé cette disposition, par économie d'abord, et aussi parce qu'elle l'a jugée inutile : du moment que c'est le greffier qui paie et qui a l'état de répartition, il n'y a qu'à aller au greffe pour se documenter. Toutefois, pour les parties non présentes à la répartition et qui ne veulent pas se déplacer, des copies ou extraits de l'état de répartition pourront être délivrés, sur leur demande et à leurs frais (art. 70 C. du Trav., parag. 6).

Enfin, antérieurement à la loi du 27 juillet 1921, le procès-verbal de répartition conférait aux créanciers colloqués une action directe contre le tiers-saisi pour se faire payer : au cas de résistance de ce dernier, ils pouvaient le saisir-exécuter avec une « expédition de l'état, revêtu de la formule exécutoire ». Ces effets n'ont pas été maintenus, parce que la résistance du tiers-saisi ne peut plus se rencontrer chez le greffier, détenteur actuel des fonds à distribuer. Soumis hiérarchiquement au juge de paix, il ne peut pas se refuser à verser les retenues, conformément au procès-verbal de ce dernier. (Nous savons au surplus que pour obliger le tiers-saisi à verser d'abord les retenues au greffier, on peut prendre une ordonnance de contrainte.)

§ 4. — *Quatrième phase : Fin de la saisie-arrêt : radiation après mainlevée (amiable, judiciaire ou conditionnelle.)*

a) FORMES :

La saisie-arrêt peut prendre fin par un jugement qui

l'annule, dit l'article 70 *a* du Code du Travail. Elle peut encore finir par un jugement de clôture, rendu par le juge de paix qui l'a autorisée, lorsque le débiteur a changé sa résidence de canton et lorsque dans ce nouveau canton il a déjà été frappé d'une nouvelle saisie (art. 70 *c* du C. du Trav., parag. 2). Le plus souvent, elle se termine de la façon qui semble devoir être la plus naturelle : par le désintéressement des créanciers. La loi du 12 janvier 1895 le disait expressément et la loi du 27 juillet 1921 parle de l'« entière libération du débiteur ». De toute évidence, quand les créanciers sont désintéressés, la saisie-arrêt n'a plus de raison d'être : il en est donné mainlevée. Dans les cas que nous venons d'indiquer, cette mainlevée résulte d'une intervention judiciaire et s'appelle mainlevée judiciaire. A côté de cette mainlevée judiciaire, le Code du Travail, soucieux d'économie, a prévu une mainlevée amiable. Le créancier en effet pourra donner mainlevée soit par un acte sous seing privé légalisé et enregistré, soit — ce qui paraît bien le mode préféré du législateur — par une déclaration au greffier qui l'inscrira sur son registre. Le texte dit exactement « déclaration sur le registre ». Nous ne croyons pas cependant qu'une mainlevée amiable donnée autrement que par acte sous-seing privé ou par déclaration au greffe, soit nulle, mais les frais (d'un acte authentique par exemple) seraient frustratoires et resteraient à la charge de celui qui les aurait faits.

Dès que le greffier a reçu mainlevée, il doit « immédiatement » en donner avis au tiers-saisi. La loi ne fixe pas de délai : la diligence du greffier est donc laissée à la libre estimation des juges, en cas de contestations par les parties. Il doit également « radier » la saisie-arrêt sur son registre, ou du moins l'opposition pour laquelle la mainlevée est donnée, car il est à noter que pour que la mainlevée amiable mette fin à la saisie-arrêt, il faut qu'il n'y ait plus sur le registre que l'opposition du créancier qui donne cette mainlevée; sinon la mainlevée d'un créancier est sans effet sur le cours de la saisie à l'égard des autres créanciers.

En principe, le patron devra continuer à pratiquer des retenues jusqu'à ce que la mainlevée du dernier des opposants lui soit notifiée. Cela peut durer fort longtemps. Aussi pour réduire cette durée, autant que possible, la loi nouvelle a imaginé ce qu'on appelle « la mainlevée conditionnelle ». L'article 70 *b* du Code du Travail s'exprime en ces termes : « Si, depuis la première répartition, aucune nouvelle créance n'a été enregistrée au greffe, le juge de paix, lors de la deuxième répartition, invite les créanciers à donner main-levée de leur saisie, sous la condition que leur débiteur s'acquittera du reliquat dans un délai qu'ils détermineront. » Tout d'abord, il faut remarquer que le juge de paix n'adressera cette invitation « qu'à la deuxième répartition », c'est-à-dire « après la deuxième répartition », de sorte que l'intervention du juge se ramène à inviter les parties à fixer d'ores et déjà en sa présence le règlement du reliquat des dettes — lequel, après deux répartitions d'au moins 35 % du montant total des dettes, ne peut excéder 30 %. C'est une façon d'éviter les frais d'une troisième répartition.

Pour cela, il faut qu'aucune intervention nouvelle ne se soit produite entre la première répartition et la seconde qui vient de se faire. Il faut, en outre, que le débiteur s'engage à s'acquitter du reliquat de ses obligations dans un délai déterminé. Nous croyons, en effet, que cette mainlevée n'est ni un condordat, ni une remise de dettes, mais une convention pour un mode de paiement. Puisque le débiteur paraît en voie de relèvement et n'a pas contracté de nouvelles dettes sans les acquitter, ses créanciers feront foi à son nouvel engagement et lui permettront de se libérer lui-même directement entre leurs mains, sans passer par l'intermédiaire du juge de paix et du greffier.

Toutefois, si tous les créanciers, étant présents, consentaient une réduction sur leur créances, afin que le débiteur s'engageât à se libérer dans un temps très court, de toute évidence l'engagement serait valable et, loin d'éviter de tels arrangements, il est tout à fait dans l'esprit de la loi

de les encourager. Mais ils ne sont possibles que s'ils sont conclus par l'unanimité des créanciers. Or, la loi prévoit que la main-levée conditionnelle de la saisie-arrêt peut être donnée par la majorité, « la moitié des créanciers représentant au moins les trois quarts en sommes des créances validées » (art. 70 *b*, parag. 2). Il est à remarquer que ce sont les mêmes chiffres qui sont imposés par l'article 507 du Code de commerce, en matière de concordat. Mais, ici, cette majorité n'a pas qualité pour remettre au débiteur une part des créances de la minorité.

Quand la majorité prévue par l'article 70 *b* consent au débiteur une main-levée conditionnelle, cette main-levée doit être prononcée par ordonnance du juge. Cette ordonnance devra être « immédiatement notifiée par le greffier au tiers saisi au moyen d'un avis recommandé ». C'est du moins ce que décide l'article 70 *a* pour la main-levée ordinaire. La même disposition s'applique certainement à la main-levée conditionnelle. Mais, au cas de main-levée conditionnelle, des créanciers ont pu être défaillants; est-ce qu'il n'y aura pas lieu d'assimiler cette ordonnance par défaut au jugement de validité par défaut, et ne faudra-t-il pas décider que, dans les trois jours, le greffier devra également adresser un avis recommandé aux parties absentes lors de l'ordonnance de main-levée ? Ce serait plus logique, et cependant la loi ne dit rien de tel. Peut-être le législateur a-t-il pensé qu'il était inutile de faire courir des délais d'opposition contre le créancier défaillant, ce dernier n'ayant aucun intérêt à attaquer par cette voie l'ordonnance rendue, puisqu'absent ou présent, il devait être compris par le chiffre de sa créance dans la minorité et ne pouvait empêcher de prendre la mesure accordée par la majorité. Il y aurait cependant pour le créancier défaillant un autre intérêt à avoir connaissance de la main-levée conditionnelle : ce serait de connaître le délai accordé au débiteur pour se libérer, afin qu'au cas de non-exécution par le débiteur, il puisse pratiquer la nouvelle saisie-arrêt prévue plus loin par l'article 70 *b*. Peut-être le législateur

a-t-il estimé qu'en passant au greffe pour toucher le montant de sa collocation, après la deuxième répartition, le créancier serait avisé de vive voix par le greffier de la main-levée conditionnelle, mais il faut reconnaître que c'est un système d'information bien peu juridique, surtout que, nous l'avons vu, la loi n'a prévu aucun avertissement pour indiquer au créancier défaillant que la répartition a été faite (et comment elle a été faite). Devant cette impossibilité de faire courir des délais, il faut conclure que l'ordonnance de main-levée conditionnelle rendue par le juge de paix n'est susceptible d'aucune voie de recours. Tout au plus la partie lésée par les agissements du juge pourrait-elle recourir à la prise à partie. D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, les causes de lésion provenant du juge ne se conçoivent guère : elles peuvent surtout provenir des autres créanciers. Contre eux, une sanction, très sévère — disproportionnée même, semble-t-il — a été prévue. « Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse les individus convaincus d'avoir frauduleusement, pour prendre part à la sus-dite main-levée, inscrit des créances supposées. » Ces peines sont celles de l'article 402 du Code pénal, c'est-à-dire celles des travaux forcés à temps. On le voit, le législateur se montre inflexible dans la répression, dès qu'il est porté atteinte au crédit du salarié !

Quand certaines conditions sont remplies, le juge, avons-nous dit, rend une ordonnance de main-levée conditionnelle : devra-t-il toujours la rendre, et notamment quand la main-levée aura été accordée non par la majorité, mais par l'unanimité des créanciers (présents ou dûment représentés selon les exigences de l'article 73 du Code du Travail, parag. 3) ? Est-ce que, dans ce cas, il ne s'agit pas plutôt d'une main-levée amiable, et ne suffirait-il pas d'une déclaration collective au greffier qui la mentionnerait sur son registre ? Nous ne le croyons pas, parce que la main-levée conditionnelle doit avoir des effets futurs que n'a pas la main-levée amiable ordinaire. D'ailleurs, le paragraphe 2 de l'article 70 *b* est formel : « Le

« juge prononce par ordonnance. » Cette ordonnance devra bien entendu, être mentionnée par le greffier sur son registre où doivent « figurer toutes les formalités ».

b) EFFETS :

L'effet de la main-levée est de faire cesser la saisie-arrêt : celle-ci doit disparaître; elle est « radiée » du registre du greffier. Mais, jusqu'à ce que l'avis de main-levée lui soit donné, le tiers-saisi, sous peine d'engager sa responsabilité, doit pratiquer les retenues auxquelles il est astreint depuis la notification de l'ordonnance de saisie. Par contre, dès qu'une main-levée lui est notifiée, il n'a plus aucune retenue à pratiquer. Il doit même restituer au saisi les sommes qu'il a encore en sa possession; le surplus, s'il en existe, est restitué par le greffier. Souvent, la main-levée n'est que partielle; le tiers-saisi n'est alors déchargé que partiellement de l'obligation de faire des retenues, c'est-à-dire n'est plus astreint qu'à retenir une fraction moindre du salaire. En un mot, avec la main-levée cessent les effets de la saisie-arrêt, totalement si elle est donnée sans réserve et par tous les créanciers, — partiellement, si elle n'est donnée que pour partie et par quelques créanciers. Après une main-levée générale donnée de leur propre consentement ou prononcée par jugement, les créanciers n'ont aucun droit à des retenues sur le salaire de leur débiteur — sauf, bien entendu, leur droit pour des créances ultérieures, de faire pratiquer une nouvelle saisie. Les oppositions pour lesquelles il y a eu main-levée sont définitivement abolies, du moins lorsqu'il s'agit d'une main-levée ordinaire. Il en est, en effet, un peu autrement avec la main-levée conditionnelle. Dans ce dernier cas, la saisie-arrêt pourra reprendre vie « si les créanciers ne sont pas payés à une des échéances convenues » (art. 70 *b* du Code du Travail, parag. 4) ou si un créancier nouveau — ou même un créancier ancien pour une créance nouvelle — vient à pratiquer contre le débiteur une nouvelle saisie-arrêt.

Aussitôt, dit l'article 70 *b*, parag. 5, « tous les créanciers antérieurement saisissants ou intervenants sont réinscrits d'office et sans frais par le greffier pour la portion de leur créance non éteinte ». Il sera facile au greffier de retrouver les noms des créanciers; il lui sera plus difficile de savoir les portions de créance non éteintes, car, depuis la main-levée, certains paiements ont pu être effectués et dont il n'a pas eu à avoir connaissance. Il devra donc réinscrire les sommes qui restaient dues lors de l'ordonnance de main-levée.

Mais à quel moment devra se faire cette réinscription ? Lorsque, dit la loi, « sera formée » une nouvelle saisie-ar-rêt. C'est donc, sans doute, lorsque les préliminaires de conciliation étant vêtus, le juge de paix aura autorisé cette saisie-ar-rêt (art. 64 *a*). Dans les quarante-huit heures de cette ordonnance, le juge de paix doit en aviser le tiers-saisi par lettre recommandée (64 *b*). Et c'est alors que cette nouvelle saisie étant « pratiquée », le juge, d'« office et sans frais », couche sur son registre les oppositions des créanciers de l'ancienne saisie. Ceux-ci sont intervenants à la nouvelle saisie, et leur intervention est dispensée des formalités exigées par l'article 65 pour les intervenants ordinaires. Par la suite, le juge de paix, d'office, ou sur réquisition de l'une des parties, convoquera tous les intéressés en validité de la saisie. Et c'est au cours de cette procédure que les créanciers de l'ancienne saisie auront à établir ce qu'il leur reste dû, le débiteur-saisi pouvant, le cas échéant, produire des quittances des sommes versées depuis la dernière répartition, à certains créanciers.

Il semble que le législateur aurait pu envisager une autre façon de procéder. La main-levée conditionnelle (nous l'appelons ainsi bien que la loi ne lui donne point ce nom) est affectée d'une condition résolutoire. Si un créancier nouveau (ou un ancien non payé à l'échéance convenue) forme une saisie-ar-rêt, la main-levée disparaît, et avec l'effet rétroactif de la condition, la saisie-ar-rêt ancienne est supposée n'avoir jamais cessé; tous reprennent

leurs places : créanciers saisissants et créanciers intervenants. Le nouveau créancier n'est qu'un intervenant de plus dans la saisie-arrêt ancienne. D'où deux conséquences. D'abord, ce créancier nouveau n'aura eu qu'à se présenter au greffe et, selon l'article 65, faire une demande signée et déclarée sincère et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance — demande inscrite aussitôt par le greffier sur son registre.

Deuxième conséquence : avec l'article 65 (et non plus l'article 64 b), « le greffier, dans les quarante-huit heures, donne avis de l'opposition au tiers-saisi et au débiteur-saisi ». Ainsi, plus besoin d'ordonnance du juge autorisant la saisie, plus besoin d'essai de conciliation préalable, donc économie et rapidité. Bien entendu, il faudrait prévoir une convocation générale de tous les créanciers, aussi bien anciens que nouveaux, afin de valider les chiffres de leurs oppositions, certains, avons-nous dit, ayant pu toucher directement du débiteur tout ou partie de leur créance restante.

Néanmoins, quoique peut-être moins simple que celle que nous venons d'exposer, la solution apportée par la loi du 27 juillet 1921 est plus en harmonie avec l'ensemble de cette loi. En obligeant le créancier à franchir toutes les étapes de la procédure de saisie-arrêt, et notamment celle de la tentative de conciliation, le législateur a espéré le détourner de sa décision. Ainsi, en évitant une nouvelle saisie-arrêt, seront sauvegardés les bienfaits de la main-levée de la précédente.

C) — SUPPRESSION DES EXPLOITS D'HUISSIERS ET EXTENSION DU RÔLE DES GREFFIERS

En passant en revue les diverses formalités de la saisie-arrêt des salaires, on peut remarquer les efforts du législateur en vue de les rendre aussi peu onéreuses que possible au saisi. C'est dans ce but d'économie qu'au cours

de la procédure l'huissier a été remplacé par le greffier et la lettre recommandée substituée à l'exploit. Le rôle du greffier de justice de paix s'est donc ainsi très sensiblement accru, surtout que bon nombre des avis recommandés doivent être expédiés d'office. De plus, le greffier, sorte de notaire instrumentaire, pour les cessions de salaires, est un comptable public pour le maniement des fonds provenant des saisies-arrêts. Les fonctions de greffier de justice de paix sont donc très importantes; aussi le législateur a-t-il voulu soumettre ce dernier à un système de surveillance et de vérification par le juge de paix, mais qui est, nous le verrons, à peu près inopérant.

§ 1. — *Remplacement des exploits par les lettres recommandées. — Exceptions.*

De droit commun, toutes les assignations en justice et toutes les significations de jugements ou d'ordonnances sont faites par exploits d'huissiers. On leur a reproché d'être coûteux. Aussi, la loi du 12 janvier 1895 les avait-elle grandement supprimés et remplacés par des lettres recommandées; elle les avait cependant conservés pour les dénonciations de saisie, estimant que pour cet acte initial et particulièrement important — puisque les retenues doivent commencer dès ce moment-là — des dispositions spéciales devaient être prises. Logique jusqu'au bout dans son système, la loi du 27 juillet 1921 les a fait entièrement disparaître.

Avant d'être adoptée, cette innovation a donné lieu au Parlement à de longues discussions. Tout a été dit en faveur du maintien des exploits. D'abord, on a objecté qu'on ne pouvait pas gratuitement exproprier les huissiers d'une partie des revenus des charges qu'ils avaient achetées. Puis, ne s'occupant que des justiciables eux-mêmes, on a fait remarquer que tous avaient droit aux mêmes garanties d'une bonne justice — qu'ils fussent salariés ou non — et que c'était supprimer des garanties que supprimer le mi-

nistère des huissiers : un facteur, au seuil d'une procédure aussi délicate ne pouvant avoir ni le savoir ni le pouvoir de faire ce que fait un officier ministériel, et notamment lorsque le destinataire ne pourra pas être atteint. L'huissier seul peut donner à la signification d'un acte le caractère de l'authenticité; par lui, on sait que la copie est conforme à l'original et que cette copie a bien été remise soit au destinataire lui-même, soit à une personne désignée dans l'acte, qui s'est chargée de la lui remettre. Enfin, l'huissier est responsable non seulement de la remise de l'acte qu'il signifie, mais encore de sa validité. — Tout au contraire, disait-on, avec la lettre recommandée, on ne sera jamais sûr qu'elle a été remise ou même présentée; on ne pourra jamais être fixé sur son contenu; au cas de perte ou de retard, personne ne sera responsable. Toutefois, l'opinion générale était contre les huissiers et les partisans de la lettre recommandée devaient triompher de haute lutte. « Il faut, disait M. Briand (1), garde des sceaux, en parlant des huissiers, tout en couvrant de fleurs une institution qui a rendu dans le passé des services éminents, ramener au minimum son utilisation. » Il ajoutait, pour montrer que les changements en fait seraient de peu d'importance : « Nous avons tous désiré que l'exploit d'huissier, avec son image particulière qui attire l'attention, fût aussi peu visible que possible. On l'a invité à se réfugier dans une enveloppe exactement comme une lettre recommandée. Le plus souvent, il n'est pas remis en mains propres. Il arrive timidement en se cachant entre les mains d'un concierge ou d'un voisin. Dans ces conditions, le destinataire n'a pas plus de chance de le recevoir qu'une lettre recommandée. » C'est la thèse qui a été adoptée. De plus en plus d'ailleurs, l'emploi de la lettre recommandée se généralise; il avait déjà été admis devant la juridiction prud'homale pour les convocations (art. 27, loi du 27 mars 1907); il l'a été plus récemment par la loi

(1) *J.O.*, 27 mai 1915, p. 760.

du 31 mars 1922 pour les notifications relatives aux prorogations de loyers (art. 18, loi du 31 mars 1922).

Que faut-il penser de cette mesure ? La loi du 27 juillet 1921 n'est pas entrée depuis assez longtemps en vigueur pour pouvoir être sainement appréciée. Néanmoins, le patron tiers-saisi semble devoir être assez facilement atteint par une lettre recommandée, parce qu'il est d'ordinaire connu du facteur et change rarement de résidence (ou du moins pas sans en aviser le service des postes). Toutefois, si le facteur peut le plus souvent atteindre le destinataire d'une lettre recommandée, il faut reconnaître qu'il n'a aucun moyen de le contraindre à la recevoir. Il vient d'être récemment légiféré sur le secret des lettres (loi du 15 juin 1922), mais rien encore n'a été fait sur le sujet qui nous intéresse. Comment donc constater le refus du destinataire et quelle force faudra-t-il attacher à cette constatation du facteur ? Le législateur a fort bien senti l'écueil et, pour les cas où il a voulu à tout prix s'assurer de la remise d'un acte, il a été, bien à contre-cœur sans doute, obligé de recourir à l'huissier que, pourtant, il a voulu bannir de la loi du 27 juillet 1921. Nous avons déjà vu ces deux cas : la convocation en conciliation du débiteur, après qu'il a déjà été vainement convoqué par une lettre recommandée du greffier (art. 64 du Code du Travail, parag. 4) — et la signification de l'ordonnance de contrainte au tiers-saisi qui n'a pas fait ses versements aux époques voulues (art. 69 *a* du Code du Travail, parag. 4). Il y a, en effet, dans ces deux hypothèses, une résistance à vaincre et une certitude à avoir qui échappent aux moyens dont disposent les P. T. T.

Cependant, nous l'avons signalé, dans de nombreuses autres circonstances, il importe au plus haut chef de savoir si le destinataire de la lettre a bien été touché et à quel moment : il en est ainsi de toutes les notifications de jugements ou d'ordonnances contre lesquels courent des délais d'opposition ou d'appel. Il est tout à fait antijuridique de forelore un justiciable sans avoir l'assurance que la disposition qui préjudicie à ses intérêts et qui va devenir irré-

vocable, a bien été connue de lui. Et d'autre part, dans l'intérêt public, il ne faut pas qu'une partie de mauvaise foi puisse indéfiniment paralyser la marche de la justice par un refus systématique de toutes les lettres recommandées qui lui seraient adressées. La question est très délicate. Il nous semble, dans l'état actuel de la législation, qu'il faudra faire foi de la mention du facteur, sur l'avis de réception non accepté par le destinataire, constatant que la lettre recommandée a été présentée et refusée. Le cachet de la poste fera foi de la date. Tout cela, il faut en convenir, change étrangement nos conceptions de la procédure ordinaire. Peut-être le législateur a-t-il pensé que, pratiquement, il y aurait peu d'inconvénients. La personne la plus importante à atteindre — celle qui doit faire les retenues — c'est le patron, et, nous l'avons dit, cela est relativement facile. Quant aux créanciers, ils n'ont aucune bonne raison de ne pas recevoir les avis du greffier : ils ont dû l'avertir de tous leurs changements de résidence (art. 65 c du Code du Travail, parag. 2). Enfin, le débiteur qui refuse une lettre du greffe est de mauvaise foi; donc, pas intéressant.

§ 2. — *Extension du rôle des greffiers. — Pouvoirs de vérification du juge.*

Non seulement le greffier doit adresser des lettres recommandées qui remplacent les exploits, mais, à plusieurs reprises, il doit les adresser d'office. Il doit, dans l'accomplissement de certaines formalités, se substituer à l'initiative des parties intéressées. « Dans les quarante-huit heures de l'ordonnance », — « dans les trois jours du jugement », — « dans les quarante-huit heures de la réquisition », il doit envoyer des avis recommandés. (Après une main-levée conditionnelle, si une nouvelle saisie-arrest se produit, il doit même réinscrire « d'office » les anciens créanciers.) Les conséquences de telles dispositions, nous l'avons dit, pourraient être fort graves au point de vue de la responsabilité du greffier. Effrayé probablement de son

audace, le législateur n'a édicté explicitement aucune sanction pour l'inexécution de toutes ces formalités, de sorte que, pour obtenir une réparation, la partie plaignante devra établir la lésion qu'elle a subie du fait du greffier.

Le greffier, d'ailleurs, dans la loi du 27 juillet 1921, ne se borne pas à « notifier » les actes, il les instrumente. C'est lui qui reçoit — dressant acte sur son registre — les diverses « déclarations » des parties : déclaration du créancier qui demande la convocation en conciliation de son débiteur; — déclaration d'intervention des nouveaux créanciers quand la saisie a été autorisée; — déclaration de l'un des intéressés qui réclame la convocation des parties pour le jugement de validité; — déclaration d'opposition au jugement par défaut; — déclaration d'opposition du tiers-saisi à l'ordonnance de contrainte. Pour dresser les actes de cession des salaires, il est assimilé en quelque sorte à un notaire, ayant une compétence exclusive : lui seul peut recevoir — à peine de nullité — la déclaration du cédant.

Un autre trait de hardiesse du législateur a été la transformation du greffier de justice de paix en comptable : c'est-à-dire la substitution partielle du greffier au tiers-saisi pour le maniement des fonds. Il est un principe, rappelé par le décret du 30 janvier 1890, relatif aux notaires, que les officiers ministériels ne doivent jamais être comptables de deniers appartenant à des tiers. Comme le disait au Sénat le garde des sceaux, M. Guyot-Dessaignes (*J. O.*, 20 novembre 1906, Sénat, débats, p. 1003), « la transformation des greffiers en comptables est une atteinte à la dignité des officiers ministériels, qui se confond souvent avec celle de la magistrature ». Néanmoins, malgré ces objurgations, la disposition a été votée et est passée dans la loi. Dans les quinze jours qui suivent chaque trimestre à partir de l'ordonnance de saisie — ou qui suivent la cessation des retenues — le tiers-saisi remet entre les mains du greffier les retenues qu'il a opérées (art. 69 du Code du Travail), soit directement, soit par l'intermédiaire du service postal. Les administrations publiques seules remettent à la Caisse des

Dépôts et Consignations les fonds saisis-arrêtés (art. 69, alinéa 2). Mais les versements sont faits au compte du greffier. Pour que le greffier soit au courant de ces versements, les comptables publics tiennent une fiche par chaque débiteur-saisi, portent sur un livre ouvert au compte du greffier les récépissés de leurs versements à la Caisse des Dépôts et adressent en fin de mois un bordereau au greffier indiquant l'état de son compte (circ. minist. du 1^{er} mai 1922).

Le greffier ne doit jamais conserver plus de 1,000 fr. en caisse (art. 73 a); il doit reverser tout l'excédent à la Caisse des Dépôts et Consignations. Il peut faire ses versements par l'intermédiaire de son percepteur.

Lors des répartitions, c'est le greffier qui doit payer les créanciers colloqués (art. 70 du Code du Travail, parag. 3). A cet effet, il pourra avoir à retirer des fonds de la Caisse des Dépôts et Consignations (soit qu'il les ait lui-même portés, soit qu'ils y aient été directement envoyés par les établissements publics). Il n'aura alors qu'à faire une demande de retrait, justifiée par une autorisation du juge de paix. Il donnera quittance (art. 73 a du Code du Travail). Il fait ce retrait, soit par lui-même, soit par son percepteur. Dans ce dernier cas, sa demande doit indiquer à quelle perception il appartient; après visa du Trésorier général, elle est retournée au greffier, avec avis confirmatif au percepteur d'avoir à verser au greffier les fonds demandés, dans les cinq jours (circul. minist. du 1^{er} mai 1922).

On le voit, c'est le travail d'un véritable comptable que la loi du 27 juillet 1921 a imposé aux greffiers des justices de paix. D'abord, au point de vue des écritures, il devra tenir une comptabilité générale pour toutes les entrées et toutes les sorties de fonds opérées dans sa caisse, pour savoir chaque jour s'il lui reste plus de 1.000 francs et s'il a un excédent à reverser. Il doit tenir un autre compte pour toutes les opérations (versements ou retraits) faites avec la Caisse des Dépôts et Consignations. Enfin, il doit tenir un compte pour chaque saisie. Il est facile d'ima-

gner les tracasseries du greffier dans les cantons de population ouvrière. Mais tout ne se borne pas à des jeux d'écritures ; il faut que le greffier se déplace pour faire les versements ou les retraits nécessaires ; même lorsqu'ils sont possibles par l'intermédiaire du percepteur, encore faut-il aller chez ce percepteur. Pendant tous ces déplacements, le greffe sera fermé et nous ne croyons pas que cela puisse favoriser la bonne marche générale de la justice de paix. Aussi cette partie de la loi a-t-elle été vivement critiquée. Sans doute, elle enlève au tiers-saisi la garde prolongée des retenues et le paiement des créanciers, mais en retour, elle lui impose de se transporter fréquemment au greffe : aussi souvent qu'il a de salariés frappés de saisie-arêts. Et, s'il veut éviter ces déplacements et user du service postal, il lui faudra, nous l'avons dit, supporter les frais assez élevés de ses envois de fonds. Le greffier recueille un surcroît de besogne, non spécialement rétribuée et il encourt — théoriquement du moins — des responsabilités. Le débiteur-saisi n'acquiert pas beaucoup plus de sécurité contre les risques d'insolvabilité du détenteur des fonds retenus. Le greffier ne doit pas, avons-nous dit, conserver plus de 1.000 francs dans sa caisse. Mais d'abord, peu de débiteurs-saisis ont subi des retenues supérieures à ce chiffre et comme le greffier, en faisant ses versements à la Caisse des Dépôts et Consignations, n'indique pas la provenance des retenues, il n'est pas possible de savoir au compte de quel débiteur-saisi se rapportaient les fonds détenus en caisse par le greffier, au moment où il est devenu insolvable. Il est vrai qu'on peut objecter (1) qu'il reste la garantie du cautionnement versé par le greffier, conformément à la loi du 25 Nivôse an XIII, qui doit « répondre de tous les frais de sa charge ».

La loi du 27 juillet 1921 prévoyait la vérification de la comptabilité du greffier par le juge de paix (art. 73 *a* C. du

(1) *J.O.*, 23 novembre 1906, p. 999.

Trav., parag. 3). Une circulaire ministérielle plus récente (2) (du 1^{er} mai 1922) indique comment se fera cette vérification.

Le juge imposera à son greffier de tenir d'abord un quittancier à souches sur lequel il mentionnera l'encaissement des retenues qui lui seront directement versées par les tiers-saisis. Il se fera montrer les récépissés de la Caisse des Dépôts et Consignations (ou les quittances à souches du percepteur), constatant les versements faits par le greffier. Il notera les résultats des bordereaux expédiés par les comptables publics, indiquant les versements faits directement par eux pour le compte des greffiers. (La circulaire recommande au juge de bien faire séparer ces bordereaux des récépissés de versements remis au greffier). D'un autre côté, le juge tiendra un registre à souches, mentionnant toutes ses autorisations de retrait de fonds à la Caisse des Dépôts. Enfin, il tiendra un registre des remboursements autorisés. De cette façon, c'est le travail du juge qui se trouve à son tour singulièrement augmenté.

Théoriquement, le contrôle paraît serré. En comparant les souches du registre où sont inscrites les retenues versées par les tiers-saisis et les récépissés de versement du greffier à la Caisse des Dépôts et Consignations, le juge verra si le greffier a conservé en caisse plus de mille francs. Il le verra encore, en mettant en parallèle les retraits de fonds qu'il a autorisés et les paiements qui ont été effectués. Mais en fait, pour être efficace, cette vérification devrait être quotidienne. La loi du 27 juillet 1921, avec une compréhension plus humaine des occupations du juge de paix, ne l'a prescrite que tous les mois (art. 70 *a* C. du Trav., parag. 3). Il faut donc, en définitive, s'en remettre à l'honorabilité du greffier : c'est ce que le législateur semble avoir fait.

(2) *Lois Nouvelles*, 1922, 3, 407.

APPENDICE

Frais et Tarif

Pour en finir avec la saisie-arrêt, nous rappelons que tous les actes, décisions et formalités sont enregistrés gratis et rédigés sur papier non timbré. Les lettres recommandées, les procurations du tiers-saisi et du débiteur-saisi, ainsi que les quittances données au cours de la procédure sont également exemptes des droits de timbre et d'enregistrement. Les lettres recommandées jouissent de la franchise postale (art. 73). Ce sont là autant de mesures qui diminuent les frais, lesquels restent, bien entendu, à la charge du débiteur-saisi, — sauf au cas de contestations mal fondées (art. 71) de la part des autres parties. — Mais une autre mesure a été prise dans ce but d'économie par l'art. 73 *b* : c'est la détermination des droits qui seraient perçus par les greffiers pour tous les actes de la procédure qu'ils accompliraient, car, ainsi que le disait M. Chovet (1), en demandant au Sénat de voter l'insaisissabilité totale des salaires, « que l'on ait recours au ministère des huissiers ou à celui des greffiers, il faut évidemment payer les fonctionnaires ou les officiers ministériels employés à cette procédure. »

(1) *J.O.*, 19 novembre 1902, p. 1136. (Sénat),

Ainsi qu'il en a été fait la remarque, lors des discussions parlementaires (1), il n'est point d'usage d'insérer des tarifs dans une loi. Ce travail est dans les attributions du pouvoir exécutif. Les tarifs des officiers ministériels avaient toujours été faits par décrets. La loi du 12 janvier 1895 s'en était rapportée à la tradition. Un décret avait été rendu le 8 février de la même année, mais n'avait prévu que le coût des lettres recommandées, la notification des jugements par défaut, les copies et les extraits d'état de répartition. Tout n'avait pas été prévu et selon la formule de M. Trannoy (2) « la formalité créant le tarif », il en était résulté des abus scandaleux. C'est pour les éviter que le législateur a voulu lui-même fixer tous les droits des greffiers pour tous les actes et formalités prévus par la loi. Ce tarif est le suivant :

Lettre recommandée	Fr. 0,50
Procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation	1 »
Enregistrement au greffe de la saisie-arrest, d'une intervention ou d'une cession	0,50
Lettre recommandée contenant notification d'un jugement par défaut	0,75
Droit pour chaque attribution de dividende :	
s'il y a un créancier	1 »
s'il y a deux créanciers	2 »
s'il y a trois créanciers	3 »
s'il y a quatre créanciers ou plus	4 »
Mainlevée collective ou individuelle, donnée par les créanciers sur le registre, lorsqu'elle ne résultera pas d'une décision ou d'un procès-verbal du juge	0,50

(1) *J.O.*, 21 novembre 1906, Interpellation au Sénat de M. Legrand, p. 1006.

(2) *J.O.*, 20 novembre 1906, p. 927.

Voici à titre d'exemple ce que coûterait une saisie-arrêt, réduite à sa plus simple expression : un seul créancier :

Convocation du débiteur en conciliation. Fr.	0,50
Procès-verbal de non-conciliation	1 »
Enregistrement au greffe de la saisie	0,50
Avis d'opposition au tiers-saisi	0,50
Convocation pour l'audience de validité du débiteur-saisi et du tiers-saisi	1 »
(Si la convocation était d'office par le juge, il faudrait ajouter une autre convocation : celle du créancier et ajouter 0,50).	
1 ^e attribution : 2 lettres de convocation pour le débiteur saisi et le créancier : 1 fr.; plus le droit alloué au greffier : 1 fr.	2 »
2 ^e attribution allouée au greffier	2 »
3 ^e attribution allouée au greffier	2 »
Avis de mainlevée au tiers-saisi	0,50

TOTAL.....Fr. 10 »

Il faudrait ajouter d'autres frais, si l'une des parties avait fait défaut; pour le jugement de validité, il aurait fallu lui notifier le jugement : 0 fr. 75.

Cet exemple est théorique, car bien rares sont les saisies-arrêts où il n'y a qu'un opposant. Sans nous livrer à des calculs fastidieux — et faux, — parce qu'on ne peut pas « in abstracto » prévoir toutes les complications qui se présentent dans la pratique, à titre d'indication, nous allons encore indiquer les frais normaux d'une saisie-arrêt, à laquelle ont participé cinq créanciers, — ce qui est modeste, — mais suffisant, pour établir que les frais ne sont pas rigoureusement proportionnels au nombre des saisissants.

Un premier créancier requiert convocation en conciliation du débiteur : lettre recommandée à cet effet	Fr. 0,50
Procès-verbal de non-conciliation	1 »
L'ordonnance d'autorisation étant rendue, avis recommandé au tiers-saisi	0,50
Inscription sur le registre	0,50
Intervention d'un 2 ^e créancier: inscription ..	0,50
Avis au tiers-saisi et au débiteur-saisi (deux fois 0,50)	1 »
Intervention d'un 3 ^e créancier: inscription ..	0,50
Avis au tiers-saisi et au débiteur-saisi	1 »
Convocation pour le jugement de validité (5 lettres recommandées: les trois créanciers et le tiers-saisi, et le débiteur-saisi : cinq fois 0,50)	2,50
Intervention d'un 4 ^e créancier : inscription.	0,50
Avis au tiers-saisi et au débiteur-saisi	1 »
Intervention d'un 5 ^e créancier : inscription.	0,50
Avis au tiers-saisi et au débiteur-saisi	1 »
Convocation par le juge en validité (5 lettres recommandées aux cinq créanciers, 1 au débiteur-saisi, 1 au tiers-saisi : 7 fois 0,50).	3,50
1 ^e répartition : convocation des 5 créanciers.	2,50
Droits du greffier pour la répartition	4 »
2 ^e répartition : convocation des 5 créanciers.	2,50
Droits du greffier pour la répartition	4 »
3 ^e répartition : convocation des 5 créanciers.	2,50
Droits du greffier pour la répartition	4 »
Mainlevée étant donnée, avis recommandé au tiers-saisi	0,50
TOTAL	Fr. 34,50

C'est, nous le répétons, un minimum tout théorique, car il est facile de se représenter combien vite ces frais augmentent, si le débiteur, ne s'étant pas présenté à la tentative

de conciliation, il a fallu recourir à un exploit d'huissier.

De plus, pour cinq oppositions, nous n'avons prévu que deux jugements de validité : il aurait pu y en avoir cinq (un après chaque opposition). Nous avons également supposé que les parties convoquées se présentaient toujours : sinon à chaque jugement de défaut c'était 0 fr. 75 par chaque notification aux défaillants qu'aurait pris le greffier. Aussi peut-on presque augmenter du double les frais que nous avons indiqués. Toutefois, ces deux exemples suffisent à l'établir; les frais sont proportionnellement moindres quand il y a plusieurs saisissants que lorsqu'il n'y en a qu'un. Par contre, ils ne changent pas, quels que soient les montants des créances, de sorte qu'un débiteur, dont le salaire aura été saisi-arrêté par un seul créancier, et pour une petite somme, supportera proportionnellement plus de frais que celui dont le salaire aura été saisi-arrêté par plusieurs créanciers et pour de fortes sommes. La loi du 27 juillet 1921 est donc surtout protectrice des débiteurs poursuivis par plusieurs créanciers. On pourrait dire méchamment que c'est une loi pour les mauvais payeurs habituels.

CONCLUSIONS

Ayant parcouru les diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1921, il convient maintenant de nous demander quelle est la valeur de cette loi.

Tout d'abord, au point de vue de la rédaction, l'œuvre n'est point parfaite : la forme laisse souvent à désirer et parfois il règne une grande obscurité. Les mots ne sont pas pris dans leur sens exact et sont employés les uns pour les autres : il y a surtout des imprécisions telles que sous le couvert d'interpréter une formule peu claire, c'est à une véritable improvisation que doit se livrer le commentateur. Nous ne rappellerons comme exemple que l'expression : « date de la lettre » ou date de la notification. Chaque fois, nous avons dû nous demander de quelle date il pouvait bien s'agir : date de la confection ? date de l'envoi ? date de la réception ? Nous avons surtout été perplexes au cas de non remise au destinataire, par refus ou autrement. Devant l'effort qu'il faut faire pour comprendre, on en arrive tout naturellement à accuser le législateur de s'être montré trop superficiel et de n'avoir pas vu les difficultés qu'il créait. Il avait pourtant comme premier devoir de les résoudre !

Quant au fond, pour un juriste, les sujets d'étonnement ne manquent pas. La loi, a-t-il été dit au cours des travaux préparatoires, renferme de véritables « monstruosités juridiques ». Il faut d'ailleurs reconnaître que pour la plu-

part, elles étaient déjà admises ou esquissées dans la loi du 12 janvier 1895. C'est ainsi que des jugements pourront être « réputés contradictoires », sans que les parties aient été présentes ou représentées à l'audience. Les jugements contradictoires n'ont pas à être signifiés et pour les décisions qui doivent être « signifiées », cette signification ne sera point faite par les officiers ministériels, créés à cet effet ; elle est remplacée par une « notification » transmise par une administration de caractère commercial : l'administration des postes. A côté de telles perturbations apportées à l'ordre normal de nos institutions juridiques, les modifications des délais pour l'opposition et l'appel passent presque inaperçues. Cependant, une mention particulière doit être réservée à l'exclusion, pour faire une cession de salaire, de l'acte sous-seing privé et de l'acte notarié, les deux modes ordinaires admis par le droit civil pour contracter.

De plus, il y a dans les textes des lacunes sérieuses. Quel sera, par exemple, le sort des cessions de salaire, au cas de pluralité de cessionnaires ayant tous notifié la cession qui leur a été consentie ? Quels sont les moyens prévus pour tenir le greffier qui a reçu la déclaration de cession et en a délivré copie, au courant des retenues opérées et des versements faits au cessionnaire ? Pendant combien de temps le débiteur-cédé devra-t-il tenir les fonds retenus à la disposition du cessionnaire ? Trente ans ou six mois ? Quelle est la responsabilité de l'administration des postes, au cas de non-remise au destinataire (ou de retard dans la remise) de la lettre recommandée ? Quelle est au juste la responsabilité du greffier au cas de non accomplissement des formalités qui lui sont prescrites et dans les délais prescrits ? Autant de questions qui ont échappé au législateur et qui restent sans réponse dans la loi.

Mais il y a des choses plus graves encore. Des décisions de la plus haute importance peuvent être prises sans qu'aucune voie de recours n'ait été prévue pour les parties lésées : nous citerons pour mémoire, l'ordonnance de saisie-

arrêt, le procès-verbal de répartition des retenues et l'ordonnance qui prononce la mainlevée conditionnelle.

Ce sont là évidemment des innovations hardies qui débordent du cadre traditionnel de notre vieux système juridique, qui est pourtant toujours celui du droit commun. Les auteurs de la loi du 27 juillet 1921 ont voulu faire une loi d'exception pour une certaine catégorie sociale d'individus. D'ailleurs, ils l'ont compris, des retouches et des mises au point seront à apporter à leur œuvre, soit par le législateur lui-même, soit dans l'application, par les juges mieux placés que quiconque pour découvrir les imperfections des textes qu'ils ont mission d'interpréter. « Nous ne sommes pas, disait le rapporteur à la Chambre, M. Bender (1), dans les conditions de ceux qui rédigeaient nos grands codes et qui avaient derrière eux les travaux des publicistes des *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles : ils n'entraient pas sur des terrains inexplorés. Nous, nous construisons sur des bases entièrement nouvelles. Les difficultés, nous avons conscience de les surmonter par des retouches successives. »

Pour notre part, nous acceptons cette marche sur des « terrains » presque « inexplorés » et les innovations de la loi du 27 juillet 1921 apportées aux formes de la procédure ancienne, mais à la condition de les perfectionner et notamment de répondre aux questions qu'au cours de cette étude nous avons été obligés de nous poser.

Pour le législateur de 1921, rompre avec les formes du passé avait peu d'importance : la procédure n'est qu'un moyen, modifiable selon les circonstances. La chose qu'il lui importait le plus d'atteindre c'était le but économique et social, déjà poursuivi par la loi de 1895. Y a-t-il réussi ?

D'abord la loi du 27 juillet 1921 ne peut point satisfaire tous ceux qui, considérant le salaire comme le minimum strictement nécessaire à la vie, voudraient pour lui une incessibilité et une insaisissabilité totales. Nous estimons au

(1) *J.O.*, 28 mai 1915, p. 755.

contraire que la saisissabilité et la cessibilité partielles du salaire, instituées par la loi du 12 janvier 1895, et conservées par la loi nouvelle, constituent des mesures de crédit excellentes, car si le salaire ne pouvait pas être saisi, les créanciers seraient obligés de recourir à la saisie mobilière plus onéreuse et plus démoralisatrice. Comme on l'a dit fort justement, l'insaisissabilité et l'incessibilité totales sont pour les salariés des humiliations ; l'incessibilité, c'est la consécration de son incapacité, l'insaisissabilité, c'est l'invitation à la malhonnêteté, c'est la reconnaissance de l'irresponsabilité.

Il était une critique que l'on adressait à la loi de 1895 et qu'on ne pourra plus adresser à la loi nouvelle : on lui reprochait de ne pas tenir compte des charges de famille pour l'établissement de la quotité cessible et de la quotité saisissable : la loi nouvelle a remédié à cet état de choses en déclarant en dehors de toute fraction cessible ou saisissable, tout ce qui avait trait aux allocations d'ordre familial, institution naissante appelée à une prompte généralisation.

Dans ce même ordre d'idées, la loi du 27 juillet 1921 nous semble avoir été bien inspirée en fixant non pas un minimum de salaire incessible et insaisissable, mais une fraction de ce salaire. En effet, le coût de la vie est très variable et à chaque instant il aurait fallu modifier ce minimum, jugé indispensable. Au contraire, le salaire, étant fonction du coût de la vie, se mettra automatiquement en harmonie avec les changements de cours, et en même temps que lui, le montant cessible et le montant saisissable.

Enfin, nous ne saurions trop applaudir à l'assimilation complète de l'ouvrier, de l'employé et du fonctionnaire : il est inadmissible de distinguer entre les professions, pour les protéger diversement. En somme, la loi du 27 juillet 1921 a pleinement, selon nous, réalisé la première partie de sa tâche. C'était la plus facile.

Elle a également été féconde dans ses dispositions pour

restreindre la pratique des saisies-arrêts et cessions de salaires. La tentative de conciliation, toujours obligatoire, est excellente, — et même peut-on regretter de ne pas l'avoir imposée aux créanciers intervenants. — Quant à la cession, l'obligation de se transporter au greffe paraît bien de nature à éviter des actes irréfléchis. D'aucuns trouveront peut-être cette mesure trop gênante. Quant à nous, nous ne le croyons pas. Pour certains actes graves, par exemple pour constituer une hypothèque, on trouve bien tout naturel de se transporter devant un notaire ; pourquoi serait-il plus anormal d'avoir à se transporter devant un greffier, non plus seulement pour affecter en garantie, mais pour abandonner définitivement sa principale ressource : son salaire ?

Pour ce qui est des empêchements imaginés pour tenir les agents d'affaires à l'écart des procédures relatives au salaire, ils procèdent d'une bonne intention. En pratique, on pourra les trouver bien durs pour les petits commerçants qui n'ont pas les loisirs de se rendre fréquemment devant les juges de paix, et qui se trouveront ainsi réduits à perdre leurs créances, au profit de débiteurs souvent malhonnêtes.

La dernière partie du programme que s'était tracée le législateur était l'organisation d'une procédure simple et peu coûteuse : c'était de beaucoup la partie la plus défectueuse de la loi du 12 janvier 1895. Pour diminuer les frais, le ministère de l'huissier a été définitivement supprimé — du moins en principe, — car bien souvent après un premier défaut du débiteur, à la tentative de conciliation, il faudra recourir à une citation par exploit. C'est pourquoi nous comptons assez peu sur l'efficacité de la mesure nouvelle : dans de nombreux cas, au lieu d'éviter des frais, elle ajoutera ceux d'une première et inutile convocation par lettre recommandée du greffier.

La création de la franchise postale et la suppression des droits de timbre ou d'enregistrement pour les pièces de la procédure s'imposaient. Un oubli est néanmoins à

signaler : le tiers-saisi autorisé à faire sa déclaration affirmative doit être exempté pour son envoi de la taxe d'affranchissement postal : la loi aurait dû préciser ce point en indiquant la façon d'opérer. Elle aurait surtout dû accorder la gratuité aux envois au greffier par le tiers-saisi des fonds retenus.

Le tarif des frais, inséré dans la loi elle-même, ne paraît guère susceptible de compression.

On reprochait à la loi de 1895 d'avoir fait augmenter le nombre des saisies-arêts en diminuant les difficultés et les frais : ce reproche devrait être encore fondé à l'adresse de la loi nouvelle, puisqu'elle a consacré ces facilités et diminué les frais. Nous croyons cependant que la tentative de conciliation obligatoire est, ainsi que nous l'avons déjà dit, une formalité qui pourra souvent en fait être prohibitive. Et puis, tout bien considéré, il vaut encore mieux que les créanciers usent de cette voie de contrainte plutôt que d'une autre, puisqu'elle est moins coûteuse et que ses frais vont précisément en diminuant en proportion du nombre des opposants.

L'obligation d'atteindre un dividende de 35 % au minimum pour procéder à une distribution — ce qui ramène à trois le maximum des distributions possibles — mérite d'être approuvée sans réserve, car ainsi sont diminués les frais de ces répartitions qui souvent absorbaient la majeure part des retenues. Enfin, la mainlevée que nous avons appelée « conditionnelle » qui a pour but précisément d'éviter une troisième répartition est toute à l'éloge du législateur, — sauf, bien entendu, à préciser les quelques points de procédure que nous avons signalés.

Toutefois, une grosse lacune reste à combler pour protéger plus efficacement le salarié et pour alléger davantage le fardeau du patron tiers-saisi.

Dans l'état actuel de la législation, à raison de tous les tracasseries que lui occasionne une saisie-arrêt et même une

cession, le patron est tenté de se débarrasser du salarié, dont le salaire a été cédé ou saisi-arrêté. Ce congédiement devrait être prohibé, dans l'intérêt bien compris de la Société, afin d'éviter au saisi de devenir un chômeur ou un vagabond. C'est pourquoi, nous croyons que l'amendement déposé à la Chambre par MM. Lauche, Lafont et Auriol (1), devrait être repris. Aux termes de cet amendement, les saisies-arrêts pratiquées sur les salaires ne pourraient constituer un motif de rupture du contrat de travail suffisant pour l'employeur. Puisque le législateur ne veut pas que la saisie prive le travailleur de plus du dixième de son salaire, il ne faut pas qu'indirectement elle puisse arriver à le priver de son salaire entier. En retour, nous voudrions que le patron tiers-saisi vît sa situation améliorée. Nous croyons bon de conserver les versements périodiques des retenues au greffier, — sauf pour ce dernier, pour répondre de ses fautes dans le maniement des fonds, l'obligation de verser, en entrant en charge, un cautionnement supérieur à celui qui a été fixé il y a plus d'un siècle. — Mais au lieu d'imposer autant de versements différents qu'il y a de saisies-arrêts, nous voudrions que le patron eût seulement à effectuer, en fin de chaque trimestre, les retenues afférentes à toutes les saisies-arrêts pratiquées entre ses mains. Il n'aurait à faire qu'un déplacement et qu'un versement par trimestre. Nous voudrions également qu'à la fin de chaque trimestre, il versât les retenues opérées pour les cessions. Cette mesure aurait un autre avantage que de venir en aide aux patrons : elle permettrait au greffier, qui a reçu la déclaration de la cession, de savoir quels sont les versements effectués et de savoir si la cession doit ou non continuer à produire ses effets et doit ou non être radiée de son registre.

En résumé, la loi du 27 juillet 1921 est avant tout une loi « sociale ». Moralement, elle est critiquable : entre le créancier et le débiteur, la sollicitude du législateur va au

(1) *J. O.*, 28 Mai, 1943 p. 773.

débiteur, et surtout, peut-il sembler, au débiteur, mauvais payeur d'habitude, c'est-à-dire à celui qui a de nombreuses dettes. Socialement, nous croyons qu'elle a fait œuvre utile : c'est une loi d'apaisement pour les travailleurs. Pour atteindre son but, le législateur a imaginé une procédure hardie, entièrement neuve ou presque, qui nécessite quelques retouches, mais qui paraît dans l'ensemble devoir être conservée.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
H. VIZIOZ.

Vu : *Le Doyen,*
L. DUGUIT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

, Bordeaux, le 20 Janvier 1923.

Le Recteur de l'Académie,
F. DUMAS.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

- AUBERT. — Critique juridique et économique de la loi du 12 janvier 1895. *Thèse*, Grenoble 1906.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de Droit Civil*, 12^e édition, 1921.
- DESCHAMPS. — La réforme de la saisie-arrêt des salaires, *Thèse*, Lille 1908.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. — *Précis de Procédure Civile*, 8^e édition.
- GARSONNET. — *Traité de Procédure*, 2^e édition, 1904.
- GARSONNET et JUSSEURAND. — *Traité élémentaire des Voies d'Exécution*, 6^e édition.
- GIDE. — *Principes d'Economie Politique*, 11^e édition.
- GIDE. — *Les Institutions du Progrès Social*, Sirey 4^e édition 1912.
- HABERT. — La loi du 12 janvier 1895, *Thèse*, Nancy 1899.
- JAPIOT. — La saisie-arrêt des salaires et traitements, *Lois Nouvelles*, 1921, 1, 401.
- LEGIER-DESGRANGES. — Des saisies et cessions de salaires, *Thèse*, Caen 1895.
- LE RICAULT. — De la saisie-arrêt ou opposition, *Thèse*, Renne 1896.
- LEROUX. — Saisissabilité des salaires, *Thèse*, Paris 1910.
- MAUREL. — La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitement, *Thèse*, Aix 1898.
- PABON. — *Traité sur la saisie-arrêt des salaires*, 4^e édition.
- ROUSSEAU. — Application de la réforme de la saisie-arrêt, *Thèse*, Paris 1908.
- SIMON. — La saisie-arrêt devant les justices de paix, *Thèse*, Caen 1908.
- TISNÈS. — La saisie-arrêt des salaires, *Thèse*, Bordeaux 1907.

TRAVAUX PREPARATOIRES : J. O.

Chambre, Document Parlementaires :

6 ^e lég. Annexes, N° 2840	p. 157.
» » » 2888	p. 282.
» » » 2949	p. 1.
9 ^e lég. Annexes, N° 485	p. 187.
» » » 2154	p. 194.
» » » 2206	p. 252.
» » » 2837	p. 88.
10 ^e lég. Annexes, N° 66	p. 478.
11 ^e lég. Annexes, N° 22	p. 1832.
» » » 708	p. 240.
Année 1921, Annexe, N° 2811	p. 1900.

Chambre, Débats :

J. O., 2 avril 1898	p. 1522.
28 mai 1915	p. 753.
9 juillet 1921	p. 3317.

Sénat, Documents :

Année 1898, Annexe 218	p. 457.
Année 1901, Annexe 411	p. 391.
Année 1905, Annexe 163	p. 499.
Année 1915, Annexe 189	p. 77.
Année 1917, Annexe 114	p. 231.
Année 1921, Annexe 226	p. 425.

Sénat, Débats :

J. O., 19, 21 et 26 novembre 1902, p. 1133, 1151, 1164.	
» 4 novembre 1905, p. 1260.	
» 10, 20, 21, 23 novembre 1906, p. 874, 920, 945, 997.	
» 10 juin 1921, p. 1341.	

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE I.

INNOVATIONS EN CE QUI TOUCHE L'INCESSIBILITÉ ET L'INSAISSABILITÉ DES SALAIRES.

§ 1. — Assimilation des salaires, gages, traitements et appointements. — Taux de ces rémunérations protégé par la loi	18
§ 2. — Ce qu'il faut entendre par salaire : ses éléments. Exclusion des indemnités d'ordre familial : le sur-salaire	22
§ 3. — Quotité cessible et quotité saisissable Exceptions : retenues patronales et dettes alimentaires	26

CHAPITRE II.

INNOVATIONS EN MATIÈRE DE CESSIION DE SALAIRES.

SECTION I. — *Formes exorbitantes du droit commun.*

§ 1. — Entre les parties : Comparution personnelle et déclaration au greffe. — Exclusion de l'acte sous-seing privé et de l'acte authentique	35
§ 2. — A l'égard des tiers : Notification par lettre recommandée du greffier. — Délai. — Péremption	38

SECTION II. — *Effets.*

§ 1. — Entre les parties : Droit exclusif du cessionnaire sur la fraction cédée; — droit de percevoir les retenues; — ex-	
---	--

clution du cessionnaire de la distribution du dixième saisi	43
§ 2. — A l'égard des tiers : Nécessité de faire les retenues (droit commun) et de les verser au cessionnaire (différence avec la procédure de saisie-arrêt)	45
SECTION III. — <i>Fin de la cession. — Contestations. — Frais,</i>	48

CHAPITRE III.

INNOVATIONS EN MATIÈRE DE SAISIE-ARRÊT.

A) *Modifications des règles de compétence :*

§ 1. — Ratione materiæ : le juge de paix	52
§ 2. — Ratione loci : de la résidence du débiteur-saisi .	54
§ 3. — Unité de la procédure de la saisie-arrêt des sa- laires	56

B) *Modifications dans la marche de la procédure :*

SECTION I. — *Preliminaires de la saisie-arrêt :*

§ 1. — La tentative de conciliation obligatoire	58
§ 2. — Nécessité d'une autorisation de saisir : pouvoirs du juge	60
§ 3. — L'intervention	71

SECTION II. — *Les opérations de la saisie-arrêt proprement dite :*

§ 1. — Notification de la saisie et de l'intervention ...	74
§ 2. — Procédure de validité ou de nullité de la saisie-arrêt ; déclaration du tiers-saisi. — Voies de recours	85
§ 3. — Attribution et distribution des deniers	100
§ 4. — Fin de la saisie-arrêt : radiation après main-levée (amiable, judiciaire ou conditionnelle)	106

C) *Suppression des exploits d'huissiers et extension du rôle des greffiers.*

§ 1. — Remplacement des exploits par les lettres recommandées, — exceptions.	114
§ 2. — Extension du rôle des greffiers. — Pouvoirs de vérifi- cation du juge	117

APPENDICE :

FRAIS ET TARIF	122
CONCLUSIONS	127

IMPRIMERIE D. GOMEZ ET C^{ie}
BORDEAUX
